



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Philippe Roseberry

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (science politique)

GRADE / DEGREE

École d'études politiques

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

**Nommer la guerre : la communauté internationale, l'ethnicité et la guerre en Bosnie-Herzégovine
(1991-1995)**

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

D. Arel

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

C. Jourde

C. Zuercher

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

**NOMMER LA GUERRE : LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, L'ETHNICITÉ ET
LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (1991-1995)**

Philippe Roseberry

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de maîtrise en science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Philippe Roseberry, Ottawa, Canada, 2009



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence
ISBN: 978-0-494-59458-2
Our file Notre référence
ISBN: 978-0-494-59458-2

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

RÉSUMÉ

Notre étude part du constat que la qualification d'un conflit en tant que « guerre ethnique » n'est pas une simple question de nomenclature. Nous soutenons que l'étiquette de conflit ethnique accolée à la trajectoire politique de la Bosnie-Herzégovine (1991-95) par la communauté internationale se fonde sur une lecture essentialiste du champ identité-ethnicité-violence dans cette ex-république yougoslave. Nous proposons une analyse de contenu des représentations entretenues par la communauté internationale sur le conflit bosniaque, suivie d'un examen de l'impact de telles représentations sur les propositions de paix faites aux belligérants. Une dernière section de notre étude conteste les qualités analytiques des représentations analysées précédemment à travers la remise en question du méta-clivage ethnique sensé diviser Serbes, Croates et Musulmans. En cela, nous plaidons pour une désagrégation des « parties en conflit » ainsi qu'une plus grande prise en compte des divisions politiques traversant chaque camp.

REMERCIEMENTS

Mes tous premiers remerciements vont au professeur Dominique Arel, de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, qui fût pendant les deux dernières années mon directeur de thèse. Son séminaire noyau en politique comparée ainsi que son cours sur la violence politique représentent d'importants outils intellectuels m'ayant permis de cheminer dans l'étude du nationalisme, de l'ethnicité et des guerres civiles. Le fait qu'il m'ait très tôt ouvert la porte de la Chaire d'études ukrainiennes m'a aussi permis d'étendre mes contacts avec des chercheurs du monde entier œuvrant dans l'étude du monde postsoviétique. Sans ses commentaires judicieux avant et pendant la rédaction, cette thèse de maîtrise n'aurait pas vu le jour. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude aux professeurs Jacqueline Best et André Laliberté pour leur excellent séminaire de maîtrise et pour leur intérêt quant à mes projets de recherche. Je tiens aussi à remercier le professeur Guy Laforest, de l'Université Laval, pour son soutien indéfectible à mon cheminement en science politique, et ce dès ma première année d'étude au baccalauréat. C'est grâce à lui si aujourd'hui il m'est possible de m'investir dans des études doctorales dans cette discipline.

Un mot de remerciement aussi pour mes collègues étudiants à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Je pense d'abord ici à Jean-François Ratelle, dont la connaissance encyclopédique des micro-dynamiques de la violence politique a toujours été un point d'appui solide. Nos conversations sans fin sur les ressemblances entre le Nord-Caucase et la Bosnie-Herzégovine restent gravées dans ma mémoire. Également merci à Hélène Thibault et à Lama Mourad pour leurs commentaires. Je salue également mes amis Jamie Madden et Luc Schulz pour m'avoir écouté inlassablement au sujet de la « spécificité bosniaque ». Je salue aussi les interventions de mon collègue et ami Aaron Levy-Forsythe, lui aussi atteint de la « fièvre des Balkans ». Nos escapades mémorables à Belgrade et à Sarajevo ont contribué à cette thèse. Un dernier remerciement, finalement, à ma famille, pour son soutien à ce projet de recherche et plus largement à mes études. À mes deux parents, René et Hélène, un grand merci pour m'avoir très tôt poussé à développer mon sens critique et analytique. À mon épouse Érica je dis un grand merci pour toute son attention, son respect et son aide dans ce projet de longue haleine.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	ii
Remerciements	iii
Table des matières	iv
Liste des figures et tableaux	v
Table des abréviations	vi
Introduction	1
Chapitre I- Un problème de catégorisation : Base théorique	4
Chapitre II- Les perceptions externes du conflit	19
Section 1 : Le contenu des représentations.....	19
Section 2 : Les plans de paix proposés par la communauté internationale	46
Chapitre III : Les faiblesses analytiques de l'essentialisme.....	58
Section 1 : Une transition bosniaque (1990-1992)	58
Section 2 : Désagréger les « parties en conflit » (1992-1995)	65
Conclusion.....	78
Bibliographie.....	81
Annexe A: codage des sources primaires.....	87

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1.1 : Introduction d'une variable antécédente : les représentations du conflit	9
Figure 1.2 : Schéma explicatif du projet de recherche.....	16
Tableau 2.1 : Proportion de chaque représentation au sein des articles portant sur le conflit bosniaque.....	23
Tableau 2.2: Typologie des représentations du conflit en Bosnie-Herzégovine (1992-1995)	39
Tableau 3.1: Résultats électoraux de l'élection de novembre 1990 et répartition des nationalités au dernier recensement yougoslave (1991)	60

TABLE DES ABRÉVIATIONS

ARBiH	<i>Armija Republike Bosne i Hercegovine</i> , Armée de la République de Bosnie-Herzégovine
BiH	<i>Bosna i Hercegovina</i> , Bosnie-Herzégovine
FORPRONU	Force de protection des Nations-Unis (1991-95)
HDZ	<i>Hrvatska Demokratska Zajednica</i> , Communauté démocratique croate
HDZ-BH	Branche bosniaque du HDZ croate
HVO	<i>Hrvatsko Vijeće Odbrane</i> , Conseil de défense croate (BiH)
ICFY	International Conference on the Former Yugoslavia
JNA	<i>Jugoslavenska Narodna Armija</i> , Armée populaire yougoslave
OHR	Office du Haut-Représentant de la communauté internationale
RS	<i>Republika Srpska</i> , République serbe de Bosnie-Herzégovine
SDA	<i>Stranka Demokratske Akcije</i> , Parti de l'action démocratique (BiH)
SDS	<i>Srpska Demokratska Stranka</i> , Parti démocratique serbe (BiH)
SKJ	<i>Savez komunista Jugoslavije</i> , Ligue des Communistes de Yougoslavie
TPIY	Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie
VRS	<i>Vojska Republike Srpske</i> , Armée de la République Serbe (BiH)

In conflicts between civilizations, the question is “What are you”? That is a given that cannot be changed. And as we know, from Bosnia to the Caucasus to the Sudan, the wrong answer to that question can mean a bullet in the head.

Samuel P. Huntington (1993, 27)

It is worth asking whether talking about a distinct category of violence called « ethnic war » is as useful as many think.

Charles King (2001, 167)

INTRODUCTION

Le conflit en Bosnie-Herzégovine, de 1992 à 1995, fait désormais partie des cas « froids » de l'étude des guerres civiles et autres conflits intraétatiques. Les Accords de Dayton (novembre 1995), qui mettent fin à la guerre, sont maintenant vieux de 14 ans et aucune flambée de violence majeure n'a été observée, même lors d'événements potentiellement déstabilisants, notamment l'arrestation à Belgrade de Radovan Karadžić (21 juillet 2008), ex-président en temps de guerre de la *Republika Srpska*, ainsi que la proclamation d'indépendance du Kosovo, précédemment sous administration internationale, le 17 février 2008. Avec le changement de régime à Zagreb et à Belgrade, en 2000, ainsi qu'un rapprochement entre l'Union européenne et la majorité des pays des Balkans, il semble que la violence ne soit plus à l'ordre du jour dans la région.

Toutefois, la situation en Bosnie-Herzégovine demeure tendue. Dans son dernier rapport sur la situation politique du pays, publié le 9 mars 2009, l'International Crisis Group note que les problèmes « gelés » par les Accords de Dayton, à la fin de l'année 1995, constituent toujours la ligne de faille entre les différentes forces politiques bosniaques (ICG 2009, i). Parfois encouragée lors des élections précédentes par des résultats électoraux avantageant les partis « civiques », il semble que la communauté internationale soit profondément déçue par le résultat des dernières élections (2006), ayant reconduit au pouvoir les partis dits « nationalistes ». À cela s'ajoute l'inquiétude soulevée par la fermeture prochaine de l'Office du Haut-Représentant de la communauté internationale, véritable pouvoir exécutif en Bosnie-Herzégovine : « Left largely to themselves, Bosnian leaders have become locked in a standstill, and some reforms have begun to unravel (ICG 2009, i) ». Selon l'ICG, les Accords de Dayton n'ont jamais été aussi menacés depuis la fin du conflit (ICG 2009, 1).

L'écueil principal en vue d'une réconciliation demeure le même que pendant le conflit. D'un côté, le premier ministre de la *Republika Srpska*, Milorad Dodik, revendique le droit pour l'entité serbe de procéder à un référendum sur son indépendance, alors que le représentant bosniaque à la Présidence collective, Haris Silajdžić, conteste le droit à l'existence de la RS et milite pour une Bosnie-Herzégovine citoyenne, sans appartenances ethniques. Or ces deux options, note l'ICG (2009, 2) sont impossibles à réaliser vu les vetos nationaux enchâssés à tous les niveaux des accords constitutionnels, ainsi que l'opposition de

la communauté internationale. Un statu quo dysfonctionnel, surtout au niveau fédéral, se poursuit donc.

Le cas bosniaque demeure aussi d'actualité pour une autre raison. Comme le rappelle le politologue Charles King (2004, 435), la guerre en Bosnie-Herzégovine se qualifie comme un des cas d'école des années 1990, avec le Kosovo, la Tchétchénie et le Rwanda, à travers lesquels les communautés académiques et politiques occidentales en sont venues à parler d'une catégorie analytique distincte pour les « conflits ethniques », à différencier de ceux basés sur l'idéologie ou les ressources. Empruntant parfois abondamment au courant réaliste américain en relations internationales et son unité d'analyse, l'État, ce champ de l'étude des conflits ethniques se braque lui aussi sur une unité d'analyse spécifique, le groupe ethnique ou la nation. En tant que premier « grand conflit » post-guerre froide aux portes de l'Europe, le cas bosniaque continue d'influencer la science politique à rechercher de tels cas de clivages essentiellement ethniques ailleurs dans la zone postsoviétique.

Ces deux observations nous ramènent chacune à leur manière à la façon dont les milieux décisionnels et académiques ont perçu et catégorisé le conflit en Bosnie-Herzégovine, avant son déclenchement, pendant son déroulement, ainsi que lors de l'élaboration des Accords de Dayton. Un des premiers intéressés, Richard Holbrooke, négociateur en chef américain pour les Balkans, identifie de graves lacunes dans les Accords, notamment la présence de trois armées au lieu d'une, l'acceptation du nom *Republika Srpska* pour l'entité serbe et même la pertinence d'une décentralisation si prononcée de la Bosnie-Herzégovine (Holbrooke 1998, 363-365). Mais à aucun moment il ne remet en doute l'existence de groupes ethniques ou de nations réifiées dont il a dû tenir compte pour mettre fin à la violence. De la même manière, l'étude académique des conflits ethniques est fondée sur le postulat de l'existence de tels conflits dont on accepte *a priori* la spécificité.

D'où l'intérêt de se pencher sur la question des représentations de la communauté internationale du conflit bosniaque, avec comme point d'ancrage la question de l'ethnicité comme source et moteur du conflit. Ces perceptions de l'ethnicité, soutenons-sous, forment un élément central du lien unissant l'intervention des puissances occidentales en Bosnie-Herzégovine et les résultats d'une telle action sur la société visée. Il sera aussi intéressant de mettre ces perceptions en relation avec les éléments proprement politiques obscurcis par une insistance parfois démesurée sur l'existence d'un méta-clivage ethnique entre Serbes,

Croates et Musulmans. Le chapitre I, après une revue de la littérature sur les guerres civiles, mise en relation avec la question des représentations des intervenants, met de l'avant nos hypothèses et leur mode de vérification. Le chapitre II, au cœur du sujet, examine dans un premier temps la façon dont la communauté internationale a traité de la question de l'ethnicité comme source du conflit et quelles suggestions de solution en ressortent. Une deuxième section examine le résultat de telles représentations sur les différents projets de paix proposés aux belligérants. Le chapitre III, finalement, remet en question les qualités analytiques des différentes représentations examinées au chapitre II en désagrégeant, de façon chronologique, les groupes serbes, croates et musulmans.

CHAPITRE I- UN PROBLÈME DE CATÉGORISATION : BASE THÉORIQUE

Définition des concepts

Par intervention internationale, on entend l'implication d'un ou de plusieurs États, unilatéralement ou sous l'égide d'une organisation internationale (ONU, OTAN, OSCE), dans une crise particulière, avec un répertoire d'actions défini, allant de la simple reconnaissance diplomatique à la fourniture de matériel de guerre à l'implication directe de personnel civil et militaire ou encore la prise de partie directe en faveur d'un des belligérants. L'intervention sous-entend aussi un élément temporel, celle-ci pouvant prendre la forme d'une action ponctuelle ou continue, avant ou pendant le conflit.

Le concept de « tierce partie » mérite lui aussi certaines précisions. La sémantique peut ici laisser entendre que l'État intervenant agit de manière détachée et recherche une résolution rapide du conflit, menant ainsi à une séparation rigide entre intervention « humanitaire » et « participation » au conflit. Les travaux récents de Carment, James et Taydas (2006) et Saideman (2001) ont remis en cause cette présomption, estimant qu'il est risqué de postuler *a priori* les motivations des intervenants, surtout que le comportement de ces derniers semble relié à l'action des diverses forces politiques de leur scène domestique. Cette situation a été bien décrite dans le cas de l'intervention russe au Kosovo (1999), où la Russie a cumulé les rôles de casque bleu et d'alliée serbe (Saideman 2001, 182). On retiendra aux fins de l'analyse que le concept de tierce partie se définit simplement par le fait que l'intervenant ne figure pas comme partie en conflit initiale lors du déclenchement des hostilités.

La notion de conflit ethnique s'inscrit dans la catégorie plus large des conflits intraétatiques, ou « guerres civiles », définie en termes wébérien comme la remise en question sévère du monopole de la violence légitime de l'État (Derriennic 2001) et l'obscurcissement de la distinction ami / ennemi (Schmitt 1992). La sous-catégorie du conflit ethnique, quant à elle, se distingue non pas par le fait que la démarcation entre les groupes en conflit est principalement basée sur un ensemble de caractéristiques visuellement identifiables (Derriennic 2001), l'expérience rwandaise nous le rappelant, mais bien plutôt par le fait que les combattants parlent d'eux-mêmes et se différencient de l'autre à travers un

discours ethnique. Le concept de conflit ethnique ne signifie pas l'absence d'autres clivages (classe, territoire, idéologie) mais sous-tend l'idée que l'appartenance ethnique, choisie ou inscrite, représente le clivage le plus saillant (Laitin 2007). Cette tentative de définition ne doit toutefois pas obscurcir le fait que le contenu même du concept de conflit ethnique demeure hautement contesté par tout un pan de littérature académique. Accoler l'étiquette de conflit ethnique à un conflit interne donné n'est pas sans conséquences puisque cela structure l'ensemble de la réponse qui doit y être donnée. Autrement dit, la façon dont un problème social est conceptualisé affecte la réponse qui lui est donnée.

Par « transition » on entend finalement un processus significatif de modification à un régime politique, généralement manifesté par des changements radicaux au sein des institutions et de l'élite au pouvoir. Afin de ne pas s'égarer dans le même déterminisme propre aux premières études de « transitologie », rappelons qu'une transition peut aller dans les deux sens envisageables, soit dans celui d'un plus grand degré d'ouverture démocratique, ou à l'inverse, dans celui d'un renforcement de l'autoritarisme. (Hislope 1998, O'Donnel et Schmitter 1986). Cette monographie se penchera avant tout sur la période de transition en Bosnie-Herzégovine et la période de libéralisation qui la précède mais laissera de côté la phase de « consolidation » étant donné que la BiH n'a jamais tenu une deuxième élection compétitive avant l'éclatement du conflit.

Principaux axes de recherche

Nos interrogations quant à la relation entre l'intervention de tierces parties dans la guerre civile dans une Bosnie-Herzégovine en période de transition rejoignent une littérature déjà bien établie tant en relations internationales qu'en politique comparée. La question de l'intervention internationale dans un conflit à priori interne a surtout été abordée du point de vue de l'effet de cette première sur cette dernière, c'est-à-dire surtout en termes de durée et d'intensité.

Les importants travaux de Reagan (1998, 2002a 2002b) et de Reagan et Aydin (2006) ont examiné un large échantillon de conflits intra-étatiques de 1945 à 1999 et arrivent à la conclusion contre-intuitive que l'intervention de tierces parties tend systématiquement à allonger la durée de ceux-ci. Reagan (2002, 71-72) souligne que seule une robuste

intervention, soit en faveur des forces gouvernementales, soit en faveur des forces rebelles, peut raccourcir la durée du conflit, alors que les interventions neutres rallongent les conflits intra-étatiques dans presque tous les cas. Les données de Reagan concernant la durée des conflits intra-étatiques sont confirmées par Collier, Hoeffler et Söderbom (2004), alors que De Rouen et Sobek (2004) et Bercovitch et De Rouen (2004) montrent que les conflits ethniques, parmi les conflits intra-étatiques, tendent à durer plus longtemps, en contrôlant l'effet de l'intervention internationale. Hironaka (2005), se basant sur un schéma néo-institutionaliste, abonde dans la même direction que les travaux précédents mais attribue la prolongation des conflits internes à la faiblesse des interventions internationales, généralement limitées à l'outrance par la norme bien établie de la non-intervention.

À ces travaux généralement quantitatifs s'ajoutent bon nombre d'études de cas soulignant l'effet pervers de nombre d'interventions internationales sur des sociétés en conflit ou proche du conflit. Kalyvas et Kocher (2007) soulignent par exemple l'effet de l'intervention américaine en Iraq et au Vietnam sur la constitution d'un conflit initialement idéologique en conflit ethnique. D'autres chercheurs montrent plutôt comment l'intervention internationale armée tend souvent à cimenter des clivages ethniques préexistants mais jusqu'alors peu ou pas politisés (Zahariadis 2003; Aitken 2007; Byman et Seybolt 2003). On peut aussi souligner dans cette veine les travaux d'Alan Kuperman (2005) qui avance que l'intervention ou la promesse d'intervention par la communauté internationale constitue souvent un fort incitatif à l'insurrection, même si cette dernière est probablement vouée à l'échec. L'analyse proposée par Kuperman est particulièrement prégnante dans le cas qui nous occupe puisqu'elle a été appliquée à la Bosnie-Herzégovine. Kuperman soutient ainsi que le leadership bosniaque, dès 1991, a radicalisé ses demandes face aux autorités fédérales à cause des promesses crédibles de reconnaissance données par la Communauté européenne, alors même qu'il savait pertinemment qu'une telle radicalisation risquait d'entraîner un conflit qu'il ne pouvait gagner.

Alors que certains chercheurs ont posé la question de la conséquence de l'intervention sur un conflit donné, d'autres se sont intéressés aux raisons pour lesquelles un État souhaite intervenir dans un conflit intraétatique. Une fois de plus, les incontournables travaux de Reagan (1998; 2002) ainsi que ceux de Findley et Teo (2006) constituent la norme, proposant des explications basées essentiellement sur les intérêts de sécurité des États

intervenants, alors que d'autres études soutiennent que l'intervention est souvent le fruit de conflits domestiques se prolongeant à l'étranger (Khosla 1999, Byrne 2000) ou encore le résultat d'un débat de société chez l'intervenant potentiel (Western 2002).

Toujours au sujet du « pourquoi » de l'intervention, une autre école propose le concept « d'intervention ethnique », dans lequel le lien identitaire entre un État « hôte » et un État intervenant est présenté comme explication causale de l'intervention (Carment et James 2000; Carment *et. al.* 2006; Saideman 2001; 2002). Les mêmes auteurs élaborent un schéma de négociation à deux niveaux dans lequel la décision d'intervenir est fonction du jeu politique interne de l'État intervenant et de la solidité de sa coalition gouvernementale au pouvoir.

Problème identifié

La littérature contemporaine sur l'intervention dans les conflits intra-étatiques peut ainsi se targuer d'avoir réalisé des avancées substantielles tant dans l'étude des effets de l'intervention internationale que dans celle des motivations conduisant à intervenir dans un conflit à l'étranger. Le mythe populaire mais tenace selon lequel une intervention internationale va toujours dans le sens d'une amélioration d'une guerre civile semble de plus en plus être remis en question.

Pourtant, un élément central de la littérature récente sur l'intervention internationale dans les conflits internes demeure profondément insatisfaisant. D'un côté, les études à large n de Reagan (1998, 2002a 2002b), Reagan et Aydin (2006), Collier, Hoeffler et Söderbom (2004) et De Rouen et Sobek (2004) ne distinguent pas entre l'intervention dans un conflit intra-étatique, en général, et un conflit qualifié d'identitaire ou d'ethnique, plus spécifiquement. Autrement dit, la définition du problème, ou encore la typologie à utiliser, semble non-problématique. Ces études ne portent ainsi pas attention à la façon dont l'intervenant potentiel *conceptualise* et *perçoit* un conflit intra-étatique à l'extérieur de ses frontières.

La majorité des études de cas et des études à petit n souffrent de problèmes fondamentalement similaires, mais qui se manifestent autrement. Ainsi, les travaux de Carment et James (2000), Carment *et. al.* (2006), Saideman (2001), Saideman (2002)

Kuperman (2005) Zahariadis (2003); Aitken (2007) et Byman et Seybolt (2003) portent spécifiquement sur des interventions en situation de conflit ethnique, mais les auteurs offrent peu d'éléments de réflexion quant à l'opportunité de qualifier un conflit « d'ethnique », « interethnique » ou « identitaire ». La *conceptualisation* du type de conflit en jeu est présentée comme un simple élément de nomenclature. L'important article de Kuperman (2005) sur les effets pervers de l'intervention, par exemple, soutient que la promesse d'intervention par des forces occidentales a par le passé encouragé des « ethno-entrepreneurs » à radicaliser leurs demandes. Mais Kuperman ne problématise pas le fait que le conflit qu'il observe puisse être qualifié d'autre chose qu'« ethnique » ou « identitaire ». En somme, il admet volontiers que l'intervention puisse affecter *le cours* d'un conflit, mais pas sa définition même. C'est un des mérites du récent article de Kalyvas et Kocher (2007) de préciser que l'intervention internationale affecte non seulement le déroulement d'un conflit, mais aussi que le conflit lui-même est partiellement constitué par l'intervention d'éléments étrangers.

Problème de recherche précis

Nous proposons ainsi l'idée que la représentation d'un conflit que se fait un État potentiellement intéressé à intervenir influe sur la façon dont cet État va intervenir dans le conflit. L'explication que nous proposons suppose qu'il existe un répertoire fini d'actions qu'un intervenant potentiel peut poser pour affecter le déroulement d'un conflit hors de ses frontières, et que le choix d'actions au sein de ce répertoire dépend des origines, causes et enjeux *perçus* de ce conflit. L'action est essentiellement un problème pratique, mais nous soutenons que pour chaque crise à l'étranger, un État traverse un *moment conceptuel* dans lequel il problématise subjectivement les événements à l'étranger, non seulement sur la base de ses intérêts, mais aussi selon sa compréhension des événements. L'utilité de poser la question des représentations du conflit prend sa source, selon nous, dans le fait que ces représentations participent au moins partiellement à la production de gestes concrets par l'intervenant, notamment à travers des propositions de plans de paix.

Figure 1.1 : Introduction d'une variable antécédente : les représentations du conflit



La figure 1.1 résume notre pensée. Nous affirmons ainsi que le défaut majeur des études récentes sur les effets de l'intervention internationale en situation de conflit intra-étatique a été de considérer simplement les actions de l'État intervenant sur le déroulement du conflit, sans poser la question de la représentation de celui-ci par des tierces parties. Nous introduisons donc une variable antécédente, soit la représentation que l'intervenant se fait du conflit intra-étatique et posons l'hypothèse qu'elle affecte, du moins partiellement, les solutions proposées par l'intervenant pour mettre fin aux hostilités.

La question de la représentation d'un problème en tant qu'influx sur l'action n'est évidemment pas nouvelle en science politique. Dès 1976, Robert Jervis soulignait l'effet de ce qu'il nomme la « dissonance cognitive » dans la compréhension de décisions objectivement irrationnelles lors de crises internationales. Plus récemment, des travaux ancrés dans le courant de la psychologie politique ont détaillé les mécanismes cognitifs par lesquels l'information est hiérarchisée et organisée par les décideurs (Taber 1998), alors que d'autres études ont examiné la manière dont certaines représentations éparses se cristallisent et se regroupent au sein de groupes affectés à la production de la politique étrangère (Beasley 1998).

Mais si notre objectif est d'examiner l'effet des représentations des puissances intervenantes lors du conflit en BiH, nous ne pouvons nous en tenir à une analyse du processus de formation des représentations. C'est plutôt au niveau du contenu et de l'impact proprement politique de ces représentations que l'on doit chercher. Certains travaux issus des

écoles critiques et postcoloniales viennent éclairer cette entreprise. Pinar Bilgin et Adam David Morton (2002; 57-61) rappellent que les sciences sociales nord-américaines, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ont établi une relation particulière avec les milieux de politiques publiques, fournissant à ces derniers certaines des catégories leur permettant de représenter les problèmes internationaux. Sans partager l'ensemble des fondements ontologiques des auteurs, et sans aller jusqu'à qualifier ce phénomène d'« annexion » des sciences sociales par les milieux de politiques publiques (Bilgin et Morton 2002, 55), on peut donner crédit à l'idée que cet « enrichissement réciproque » des deux sphères s'est poursuivi au-delà de la Guerre froide et s'est inséré au sein des relations entre l'Occident et les Balkans (Doty 1996, 146-147). En d'autres termes, comme le fait remarquer Grosjean (in Bilgin et Morton 2002; 64), les représentations construites par l'interaction entre milieux académiques et de politiques publiques informent l'action internationale avant et pendant sa réalisation, remplissant ainsi une fonction de « calibration » en vue d'une action internationale réussie. Ces représentations en vogue à la suite de la fin de la Guerre froide, comme les concepts d'États « faibles » (*weak states*) ou États « ratés » (*failed states*), impliquent une série d'explications de la faiblesse de ces États, ainsi qu'un nombre de prescriptions pour régler ces problèmes. Bien que ces concepts ne soient pas ceux directement impliqués dans la représentation du conflit en BiH par les États-Unis et la Communauté européenne, nous tenterons de montrer que la logique de leur utilisation se reproduit dans les représentations du concept de « conflit ethnique ».

L'idée que les représentations du conflit, chargées de suppositions sur les causes et les solutions du conflit, influent sur l'action arrêtée par les puissances intervenantes se trouve au centre des travaux de David Campbell sur le conflit bosniaque. Le concept clé chez Campbell est celui d'« ontologie », qu'il assimile à l'adoption d'un narratif particulier par rapport au conflit bosniaque (Campbell 1998b, 78). Ce « méta-narratif » constitue un raccourci conceptuel pour les milieux de politiques publiques permettant de situer le problème bosniaque au sein des sphères géographiques, historiques et symboliques, en lui assignant un certain nombre de caractéristiques : groupes ethniques éparpillés mais clairement séparés, historique de violence clanique, passage difficile à la modernité, en lien avec une topographie montagneuse rendant l'interaction difficile. Edward Saïd identifie de tels raccourcis dans son *Orientalisme* (1980), dans lequel il analyse la représentation de

l'Orient par l'Occident. Il semble clair pour Campbell qu'un tel phénomène se reproduit dans la représentation du conflit bosniaque par les États-Unis et l'Europe occidentale. À titre d'exemple, fait remarquer Campbell, si le recensement yougoslave de 1991¹ établissant la proportion de chaque groupe ethnique est si souvent mentionné dans la littérature, c'est qu'il permet non seulement d'établir la force des groupes en présence mais aussi la rigidité de ces derniers, ce qui pousse l'analyste à présumer que c'est autour de cette caractéristique saillante que s'organise l'opposition politique (Campbell 1998b, 79). Une telle représentation a ainsi pour effet de réduire les complexités du conflit bosniaque aux banalités de « l'essentialisme ethnique » (Campbell 1998a, 263).

Si la question de la perception du conflit par des acteurs externes nous semble si importante, c'est aussi parce qu'elle rejoint les plus récents questionnements en science politique sur l'importance des narratifs en tant qu'enjeu politique et objet d'étude (Patterson et Monroe 1998; Isacoff 2005; Shenhav 2006). Notre variable « représentation du conflit » se résume en fait à la manière dont un acteur politique (dans notre cas un État tiers) choisit un narratif particulier à des fins de prise de décision. Mais alors que les études précédentes s'intéressent au narratif des belligérants, la contribution de David Campbell (1998a; 1998b) est la seule où la réflexion sur l'usage politique du narratif est appliquée aux États intervenants. Campbell souligne de plus l'importance du concept d'ethnicité dans la sélection d'un narratif dominant par la communauté internationale face à la Bosnie-Herzégovine, entre 1991 et 1995.

On peut ainsi soutenir que de percevoir et de qualifier un conflit comme prioritairement ethnique implique un choix d'action spécifique qui aura des impacts notamment sur l'assignation du blâme quant au déclenchement du conflit et sur la façon de faire cesser la violence. Jacques Sémelin note dans son œuvre sur les génocides que nommer une telle violence est un acte hautement politique (Sémelin, 2005). La même constatation s'applique à l'acte de nommer un « conflit ethnique », acte par lequel les autres mécanismes de la violence politique prenant place simultanément sont discrédités. Cette hypothèse, vue à travers l'histoire politique des guerres balkaniques ne devrait au demeurant pas être si surprenante. Comme le rappelle l'historien Matjaz Klementić (2002), le débat sur quelle

¹ Le recensement yougoslave de 1991 établit la proportion des diverses nationalités sur le territoire de la République socialiste yougoslave de Bosnie-Herzégovine comme suit : 44% Musulman, 31% Serbe, 17% Croate, 6% Yougoslave, le reste étant attribué aux autres groupes plus petits (Campbell 1998b, 79).

étiquette accoler à une guerre a toujours été très intense tant dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes que dans la Yougoslavie royale et titiste².

De cette première constatation, nous pouvons aussi conjecturer qu'une représentation et une qualification différente du conflit en BiH, une qui rapproche la trajectoire politique bosniaque et yougoslave de celles des autres démocraties populaires de l'Europe centrale et orientale, pousse à réinterpréter de façon plus critique l'intervention de la communauté internationale dans cette région en plus de jeter un regard nouveau sur le compromis ethnique issu des Accords de Dayton (Août 1995). Il est particulièrement intéressant de noter, comme le fait V.P. Gagnon (2004), que les comparativistes spécialistes du bloc de l'Est, si prompts à reconnaître la distinction entre société et élites lors de la période communiste, aient si rapidement mis de côté leurs analyses « transitologistes » au profit de perspectives considérant les groupes ethniques comme des blocs monolithiques. Gagnon pose ainsi la question:

« Why, among people who were so skeptical of the communist parties' claims to be the voice of the working class, is there such a willingness to accept unquestioningly nationalist parties' claims to be the monolithic voice of the nation, rather than seeing that as something to be empirically tested? Why is there the focus on irrationality and emotion, rather than on the clearly strategic rationales behind the wars themselves? (Gagnon 2004, 6-7)

Autrement dit, dès l'éclatement de violence en ex-Yougoslavie, et particulièrement en Bosnie-Herzégovine, l'étude de cette région des Balkans quitte le giron de la politique comparée et de la sociologie politique pour entrer dans celui des études de sécurité (*security studies*), champ remis au goût du jour par des emprunts massifs au néo-réalisme en relations internationales.

Ainsi parmi toutes les œuvres majeures ayant fait école lors de la période de transition en Europe de l'Est, au cours de la décennie 1990-1999, pas un ne s'attaque à une analyse profonde de l'éclatement de violence dans les Balkans en contexte de transition, même si certaines contributions, telles Snyder (2000) et Huntington (1991) offrent une

² Klementić note par exemple que la déclaration d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie a été vue comme un acte de rébellion face à la Fédération yougoslave, mais que l'entrée des troupes fédérales en Slovénie pendant la guerre des « dix jours » a rapidement été réinterprétée en tant qu'agression des forces fédérales contre un petit pays pacifique. Les combats en Croatie, surtout en 1992, dans les enclaves serbes, peuvent alternativement être vus comme une insurrection contre l'État croate, ou encore comme une lutte pour réintégrer la Croatie à la Yougoslavie. Ces problèmes typologiques ne sont pas sans rappeler les débats sur l'action des partisans titistes : terroristes, milices serbes ou encore armée de libération nationale.

réflexion théorique en ce sens. Une contribution récente examine bien le phénomène de violence en contexte de transition dans le territoire de l'ex-Union Soviétique, mais le rapprochement avec la Yougoslavie est écarté (Hugues et Sasse 2001). Linz et Stepan, auteurs centraux de l'étude des transitions de régime, mentionnent au passage le cas yougoslave comme un exemple de mauvais enchaînement de processus transitionnels dans un court article, d'ailleurs passé largement inaperçu (Linz et Stepan 1992), mais une réflexion sur les ex-Républiques yougoslaves est notoirement absente de leur opus de 1996. En fait, notre revue de littérature montre qu'une seule contribution (Burg 1997) envisage le cas bosniaque en des termes spécifiquement transitionnels. Ceci renforce notre conviction selon laquelle la représentation de la trajectoire politique bosniaque, au moment de la chute du bloc de l'Est, soit rapidement passée d'une qualification transitionnelle à une qualification de « guerre ethnique ».

Choix d'une approche théorique

Notre étude adopte une approche théorique constructiviste étant donné l'importance de l'interaction entre les perceptions des communautés académico-politiques des États intervenants, leur vision de l'ethnicité et de l'identité dans les Balkans, ainsi que les propositions pratiques visant à mettre un terme à la violence en BiH. De façon synthétique, le constructivisme repose sur la présupposition que le monde politique n'est pas uniquement physique et matériel. Il soutient que les acteurs et institutions politiques interagissent au sein de « communautés de sens » (*communities of meaning*) construites, impliquant des notions de culture, de normes et de compréhension commune (Green 2002, 46-47). Déjà bien établi en relations internationales (Wendt 1999), le constructivisme progresse en politique comparée et ouvre de nouvelles avenues notamment aux études sur la violence politique et les conflits intra-étatiques (Green 2002; Tilley 2002).

On doit toutefois noter qu'une telle approche constructiviste fait face à certains défis dans l'étude de la violence politique. Si certains concepts tels la corruption ou encore l'identité peuvent être, dans certains contextes, qualifiés d'entièrement construits, la violence politique de masse, elle, est généralement observable empiriquement. Dans le cas qui nous occupe, la couverture médiatique, académique et non-gouvernementale a été extrêmement

dense, avec des rapports quasi quotidiens sur chaque manifestation de violence. Pour le poser en des termes peut-être excessivement durs, les cadavres des combattants et des victimes ont été vus et rapportés. À la différence de la majorité des cas de violence politique de masse antérieurs à la Guerre froide, la violence en BiH, même au niveau micro, a généralement fait l'objet d'un rapport dans les heures ou les jours suivant sa manifestation. Il est ainsi impossible de parler, entre 1991 et 1995, d'une violence imaginée ou mythique. Là où l'approche constructiviste ouvre des portes, pour utiliser l'expression de Katherine Verdery (1999), c'est dans l'examen de la « vie politique » de ces cadavres. Il s'agit ainsi d'examiner le discours sur la responsabilité, le motif, l'inévitabilité ou encore l'instrumentalisation de la violence politique employée en BiH, toujours en lien avec la relation présumée entre différence ethnique et violence. La question de l'importance donnée à chaque manifestation de violence, ainsi que le droit d'en établir la chronologie, occupe elle-aussi une place de choix au sein d'une approche constructiviste.

Des avancées importantes ont ainsi été réalisées par Brubaker et Laitin (1998), Fearon et Laitin (2000; 2003), Tilly (2003), ainsi que Laitin (2007) dans le domaine de la violence politique à caractère identitaire. Ces analyses constructivistes, posées dans les termes de la théorie de l'action collective et du choix rationnel, attirent l'attention sur la construction de certaines catégories d'identité sur la base d'attributs observables ou administrativement enregistrables, par des « entrepreneurs d'identité », et l'acceptation ou le refus de ces mêmes catégories par la population. Ces analyses s'attaquent ensuite au problème de la politisation et de l'instrumentalisation violente de ces conflits.

Ces explications sont en somme une manière de voir comment des élites, au sein d'une unité politique donnée, construisent et instrumentalisent, en relation avec la population, des divisions pouvant se révéler violentes. On peut toutefois supposer que les élites « internes » ne sont pas les seules à construire le conflit. L'État intervenant s'immisçant dans un conflit intra-étatique participe aussi à cette construction. Comme le rappelle Gagnon (2004), le discours souvent primordialiste des élites nationalistes en Bosnie, en Croatie et en Serbie a souvent fait écho à celui d'une part importante de la communauté académique et politique occidentale. Notre étude se propose donc d'étendre les acquis de l'étude de la construction des conflits intra-étatiques à *l'interne* par l'ajout d'une étude de la construction *externe* de ces derniers.

Hypothèses

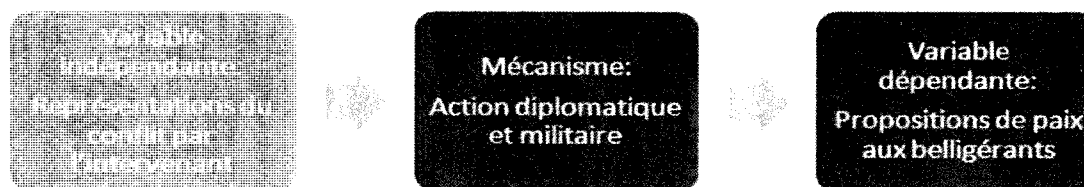
Comme nous l'avons indiqué au graphique 1.1, nous avons introduit une nouvelle variable au schéma explicatif liant l'intervention internationale au déroulement d'un conflit intra-étatique. Cette nouvelle variable, la représentation du conflit que se fait un État intervenant, représente le cœur de notre étude. Nous posons l'hypothèse que cette représentation du conflit par l'État intervenant influe de façon importante sur les décisions prises par ce dernier lorsqu'il s'agit de proposer des projets de résolution du conflit et de discuter l'avenir de l'interaction entre les groupes en conflit. Dans le cas précis de la Bosnie-Herzégovine, nous soutenons que la tendance récurrente des intervenants à cimenter les clivages intergroupes au sein des divers projets de paix a été profondément influencée par l'étiquette de « conflit ethnique » accolée à la trajectoire politique de la Bosnie par l'Occident. Cette interprétation du conflit en BiH, doit-on ajouter, tranche avec l'interprétation « génocidaire³ » généralement en vogue dans les milieux décisionnels occidentaux dans le cas du Kosovo, de 1998 à 1999 (Bartolini 2006, 156-158)

Quelques précisions sur nos variables sont toutefois nécessaires. En ce qui concerne la variable indépendante (la représentation du conflit que se fait un État intervenant), on entend l'intervention de certains États majeurs, tels les poids lourds de la Communauté européenne ou encore les États-Unis. Par « représentation du conflit », on entend un ensemble complexe d'idées, de suppositions, de normes et d'expériences qu'entretiennent les communautés académiques et politiques d'un État intervenant par rapport à un conflit intra-étatique se déroulant hors de leurs frontières.

La variable dépendante de ce projet de recherche se définit quant à elle comme l'effet des représentations entretenues par la Communauté internationale sur le conflit en BiH, dont la manifestation la plus concrète est constituée par les différents projets de résolution du conflit proposés aux parties concernées, projets eux-mêmes reliés aux initiatives diplomatiques et militaires de la CE et des États-Unis. Notre schéma explicatif se pose donc maintenant dans les termes présentés à la figure 1.2.

³ Cette variation rapide du discours entre deux conflits pourtant rapprochés dans le temps et l'espace devrait attirer notre attention sur la nature construite et changeante des représentations des conflits jugés « ethniques » en ex-Yougoslavie.

Figure 1.2 : Schéma explicatif du projet de recherche



On peut maintenant poser nos hypothèses de façon plus précise en liant notre proposition théorique centrale au cas précis de la Bosnie-Herzégovine, de 1991 à 1995. Nous posons donc le principe général selon lequel la représentation que se fait un État intervenant d'un conflit intra-étatique influence le choix d'actions, au sein d'un répertoire donné, qu'il posera face à ce conflit, ce qui affecte finalement les solutions qu'il propose pour mettre fin à ce dernier. Autrement dit, les représentations et perceptions d'un conflit affectent la résolution de celui-ci. Cette proposition générale constitue notre base théorique et est numérotée H_0 . En appliquant ce cadre théorique à la BiH, de 1991 à 1995, nous posons l'hypothèse que la représentation, par la Communauté européenne et les États-Unis, du conflit prenant place en BiH s'est cristallisée autour du concept de « conflit ethnique », soit une analyse primordialiste de la relation identité-violence. Cette hypothèse (H_1) représente notre proposition centrale. Cette représentation primordialiste des identités, soutenons-nous, a participé au renforcement des clivages intercommunautaires lors de chaque proposition de plan de paix faite aux belligérants par les États-Unis et la CE (H_2).

Stratégie de vérification :

Nous choisissons ici de retenir l'étude de cas simple comme méthode générale, avec comme cas unique le conflit prenant place dans la République de Bosnie-Herzégovine entre 1991 et 1995. Ce cas unique constitue notre échantillon d'une population très vaste de conflits intra-étatiques dont le choix est justifié, comme le rappelle Yin (2003), par notre volonté de traiter ce cas particulier en profondeur et d'en examiner toutes les facettes. La lourdeur du cas bosniaque, notamment sa durée et le fait qu'il ait mis aux prises non pas deux mais trois groupes en conflit, renforcent notre volonté de traiter ce cas à part.

Notre stratégie de vérification implique une progression en deux temps. Dans une première partie, notre projet de recherche adopte la méthode de l'analyse de contenu dans le but de confirmer ou d'infirmer notre proposition centrale (H_1), selon laquelle les milieux politiques et académiques des États-Unis et de la Communauté européenne auraient caractérisé le conflit bosniaque comme un conflit « ethnique » par le retour à une analyse primordialiste des identités. On cherchera donc au sein de documents écrits la présence ou l'absence d'un discours primordialiste sur les causes et les conséquences du conflit bosniaque, discours souvent orienté par une lecture culturaliste de l'histoire politique des Balkans. L'analyse sera aussi attentive à la façon dont les cercles politiques et académiques occidentaux assignent la responsabilité du conflit à des « parties » en conflit spécifiques ou plutôt à l'ensemble des belligérants. On s'attardera aussi à la variation dans le temps de ce discours dans chacune des grandes étapes du conflit en BiH.

Plutôt que de concentrer notre attention sur des sources documentaires déjà largement utilisées par les études précédentes, surtout aux États-Unis, sur la relation entre la couverture médiatique et les caractéristiques de l'intervention occidentale (Sobel 1998; Robison 2004; Auerbach 2005), notre étude examine plutôt des sources documentaires jusqu'à maintenant laissées de côté, soit la production scientifique occidentale au sein de périodiques « semi-académiques », tels *Foreign Affairs* (USA), *Foreign Policy* (USA) et *Politique étrangère* (France), lieux privilégiés de l'échange entre académiciens et preneurs de décision. *Foreign Affairs*, publié depuis 1922 par le Council on Foreign Relations (New York) est le plus influent forum d'échange sur les affaires publiques internationales aux USA, alors que *Foreign Policy*, fondé en 1970 par Samuel Huntington et Warren Demian Manschel, s'est rapidement joint à la liste des principaux périodiques d'affaires publiques internationales. *Politique étrangère*, lancé en 1936 et publié par l'Institut français des relations internationales (IFRI) depuis 1979, représente finalement le principal forum écrit de réflexion sur les problèmes internationaux en France.

Notre objectif n'est pas ici d'apporter une contribution nouvelle à l'analyse de la couverture médiatique du conflit en BiH, mais plutôt d'examiner le discours sur le conflit produit par l'interaction entre praticiens de politiques publiques, académiciens et membres influents de la société civile. En ce sens, les trois périodiques mentionnés plus haut constituent une formidable source d'information jusqu'à maintenant délaissée par les

chercheurs. Les articles publiés en leur sein sont l'œuvre d'auteurs aux origines variées : politiciens, diplomates, haut-fonctionnaires, personnel d'ONG, militaires et ex-militaires ainsi qu'académiciens. De plus, leur parution trimestrielle est idéale pour générer un nombre substantiel de cas. Les articles que l'on retrouve au sein de tels périodiques sont des analyses détaillées, d'entre 10 et 15 pages, qui permettent à leurs auteurs d'offrir une discussion relativement profonde des causes, conséquences et solutions du conflit en BiH. Ces périodiques, finalement, ont l'avantage d'offrir une couverture continue du conflit, de 1991 à 1995, en plus de quelques contributions ponctuelles avant et après le conflit (1990-91 et 1995-97). Notre étude considérera ainsi l'ensemble des articles traitant de la Yougoslavie et de l'ex-Yougoslavie parus dans ces trois périodiques entre 1989 et 1997. Notre étude postule donc qu'il existe un réseau serré de relations entre les communautés académiques et politiques des pays intervenants, au sein duquel s'effectue le travail de définition et de catégorisation du conflit intra-étatique se déroulant à l'étranger. Le fruit des réflexions de cette « *policy community* » oriente ensuite l'action entreprise par l'État intervenant.

Dans un deuxième temps, par l'analyse de sources secondaires, nous tenterons de vérifier comment le discours de la Communauté internationale sur l'identité et la violence politique en BiH se retrouve au sein de chacun des principaux plans de paix proposés aux belligérants, notamment sous la forme d'une validation des divisions intercommunautaires recherchées par les belligérants. Ces plans incluent le Plan Cutileiro (1992), Vance-Owen (1993), l'Accord de Washington (1994) et finalement les Accords de Dayton (1995).

Dans un troisième temps à partir de la littérature secondaire portant directement sur le conflit, on tentera de souligner certaines des failles analytiques propres aux représentations examinées au chapitre II, notamment l'idée selon laquelle il est justifié de parler des groupes serbes, croates et musulmans comme des unités monolithiques. On procèdera ainsi à une désagrégation du méta-clivage ethnique qui constitue ces groupes.

CHAPITRE II- LES PERCEPTIONS EXTERNES DU CONFLIT

La perception de l'ethnicité entretenue par les élites académiques et politiques des États intervenants influence le déroulement d'une intervention dans un conflit par ces derniers. Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine (1992-1995), une perception dite « primordialiste », c'est-à-dire soulignant la pérennité, l'homogénéité et le caractère violent de chacun des trois groupes ethniques en présence, a informé l'action internationale dans le sens d'un cimentage permanent des divisions ethniques et ce à chacune des étapes majeures du conflit. Voici essentiellement l'argument que nous avons mis de l'avant dans le premier chapitre de notre exposé. La première section de ce chapitre examine le contenu des représentations du conflit alors que la section 2 note l'impact de ces représentations sur les plans de paix proposés aux belligérants.

Section 1 : Le contenu des représentations

Deux groupes de travaux nous poussent à poser notre hypothèse comme nous l'avons fait. L'un deux est constitué par un ensemble de travaux d'analyse de la couverture médiatique occidentale du conflit en ex-Yougoslavie. Ces articles, surtout issus d'analyses de la presse américaine et britannique (Sobel 1998; Robison 2004; Auerbach 2005), montrent la forte présence dans certains quotidiens bien connus d'analyses simplistes et réductrices décrivant le conflit en Bosnie-Herzégovine comme une forme particulièrement aigüe de « barbarisme moderne » mettant aux prises des groupes ethniques homogènes, bien délimités, aux positions incompatibles. Cette vision est aussi caractérisée par l'étonnement et l'incompréhension d'une telle irruption de violence dans une zone périphérique de l'Europe des douze. Cette vision, finalement, se maintient de façon constante jusqu'au printemps de 1994, là où, à la faveur d'événements hautement médiatisés, comme l'attaque au mortier du marché de Sarajevo où le massacre de Srebrenica, une interprétation « génocidaire » prend forme et se greffe au discours de « barbarisme moderne ».

Les travaux du politologue David Campbell (1998a; 1998b) sur la Bosnie-Herzégovine représentent une deuxième raison de s'attendre à la présence d'un discours primordialiste au sein de nos sources. En examinant un certain nombre de monographies

influentes ayant traité des causes du conflit en BiH, Campbell montre que la vision dominante transpirant de ces textes est celle d'une guerre civile dans laquelle l'ethnicité, les haines historiques, le nationalisme agressif et « ethnique » ainsi que l'affrontement entre idéologies religieuses se combinent pour former un tout cohérent dont l'objectif est la simplification des enjeux du conflit en tant que « tragédie » (Campbell 1998b, 61). Cette vision, ajoute-t-il, est aussi caractéristique du nivellement moral permettant à l'État intervenant d'éluder l'épineuse question de la responsabilité :

In a moral leveling that is common to the "civil war" accounts, the participants are cast as "factional leaders" of "warring militias" with all sides said to be equally guilty of atrocities such that there is "little room to choose between them". Equally common is the notion that the character of the violence can be explained in terms of "old hatreds and prejudices, involving slaughter reminiscent of medieval times" (1998b, 63).

À la source de ce discours se trouve le concept d'« ontologie », emprunté à Derrida, par lequel un certain nombre de caractéristiques liées à l'ethnicité, la violence politique et le sous-développement culturel sont assignées à des représentations géographiques, cartographiques et statistiques (1998b, 78). On peut ainsi citer l'exemple de la ligne de fracture entre les empires austro-hongrois et ottomans comme source d'un « différentiel » de développement politico-social entre d'un côté l'Europe occidentale et centrale, et le monde orthodoxe et musulman, de l'autre. Les cartes de l'ex-Yougoslavie mettant en relief les frontières républicaines plutôt que les frontières fédérales remplissent un même genre de mission, soit celle de présenter les groupes ethniques comme un donné plutôt qu'un concept problématisé (1998b, 78-79). L'usage des statistiques nationales, finalement, renforce ce processus en réitérant le caractère stable et donné de l'identification nationale des sujets yougoslaves (1998b, 80).

S'inspirant de l'œuvre du père de l'école critique dans les sciences historiques américaines, Hayden White, Campbell note aussi le rôle critique de la chronologie dans la construction d'une représentation ethnique du conflit bosniaque. Si White note que l'historiographie ne pourra jamais en venir à un « narrative-free and interpreterless zone of reference » (Campbell 1998b, 41), il note que la sélection des faits et le poids leur étant donné au sein d'une chronologie participent à la production d'une interprétation particulière qui s'inscrit dans la politique de l'histoire (Campbell 1998b, 34-36). En traçant sa propre

chronologie des événements, Campbell note que certains détails importants de la période allant de l'été 1990 au début des combats systématiques en Bosnie Herzégovine, le 6 avril 1992, détails ayant surtout trait à la mise en place de milices armées ne répondant pas des autorités de Sarajevo, est généralement gommée par les sources qu'il examine par l'idée que les milices de *chaque* ethnie se sont mises en place *simultanément* et parallèlement à la décision unilatérale du Parlement bosniaque d'adopter une déclaration de souveraineté, les 14 et 15 octobre 1991 (1998b, 57-58). Cette chronologie est pour Campbell un moyen efficace de dominer le combat typologique sur la nature du conflit bosniaque. Bien évidemment, Campbell corrige cette dernière interprétation en rétorquant que dès septembre 1990, des milices serbes de Bosnie s'étaient formées sur le territoire bosniaque. En avril 1991, soit encore six mois avant la déclaration de souveraineté des autorités républicaines, ces forces autonomistes serbes de Bosnie se constituèrent en Parlement de la région autoproclamée de *Bosanska Krajina*.

En somme, pour Campbell, les éléments susmentionnés permettent au « narrateur » du conflit bosniaque, ici l'État intervenant européen ou nord-américain, de construire une représentation qui s'attache plus au « type d'histoire » (conflit ethnique) qu'aux caractéristiques essentielles des événements (sécession organisée par des groupes) (Campbell 1998b, 78). Cela est d'autant plus intéressant que les sources examinées par Campbell, à l'opposé des sources journalistiques mentionnées plus haut, sont l'œuvre d'une communauté se réclamant d'une expertise tant dans le type de conflit examiné (guerre civile / ethnique) que dans la zone concernée (Balkans).

Les critiques du primordialisme

Nous avons donc devant nous deux types de sources a priori convaincantes quant à la probabilité de retrouver au sein de nos propres sources documentaires une trace marquée d'interprétation primordialiste du rôle de l'ethnicité dans le conflit en BiH. Cette probabilité, ou cette intuition, demeure toutefois sujette à un sain scepticisme, puisque qu'un pan tout entier de la littérature sur l'identité et la violence politique conteste la valeur *analytique* du primordialisme au sein de sources dites sophistiquées ou encore académiques.

Kanchan Chandra et David Laitin (2002) proposent par exemple une explication sociale-constructiviste du processus de changement de l'identité, reprise ensuite par Laitin (2007, 36-37), dans laquelle des *catégories* d'identité, formées d'un certain nombre *d'attributs*, sont proposées aux individus par des « entrepreneurs ethniques ». Ces catégories, perpétuellement recomposées par les entrepreneurs d'identité, qui ajoutent ou retranchent des attributs en fonction de la taille des catégories dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs, se situent finalement au sein de *dimensions* d'identité, comme l'ethnicité ou l'idéologie. Cette base permet ensuite à Laitin de proposer son modèle de « *tipping game* », dans lequel l'identité choisie par chaque individu est fonction de son évaluation du choix d'identité probable des autres individus, étant donné la structure des avantages et des désavantages reliés à l'adoption d'une catégorie ou d'une autre, ainsi que la difficulté d'acquérir les attributs d'une catégorie particulière (Laitin 2007, 38-39).

Cette vision de l'identité coïncide avec ce qu'Antoine Roger (2001, 5) qualifie de « stratégies d'acteurs » où l'identité et son exploitation par des élites est vue comme une ressource stratégique (2001, 69). Il s'agit donc ici d'une approche instrumentaliste, dominante dans l'étude contemporaine de la violence identitaire et qualifiée comme telle notamment par Laitin (2007), Gagnon (2004) et King (2004).

Un premier aperçu du discours examiné

Notre hypothèse, rappelons le encore une fois, est de distinguer, au sein des 42 articles⁴ constituant nos sources primaires et traitant des conflits en ex-Yougoslavie, une forte présence de discours primordialiste, tout en gardant en tête l'idée que ce discours est académiquement discrédité *en tant que réflexion analytique*. On doit aussi noter que la notion de recours à l'histoire pour expliquer les conflits présents n'est pas l'apanage exclusif du primordialisme. L'instrumentalisme utilise aussi le passé pour donner un sens au présent, mais le centre de l'analyse est ici occupé par les acteurs individuels, leurs croyances et leurs intérêts. Pour les fins de l'analyse, notons qu'un texte a été codé comme « primordialiste » lorsque l'auteur qualifie la crise yougoslave et bosniaque comme le résultat d'événements ou

⁴ Voir la bibliographie pour une liste détaillée des sources primaires utilisées.

de tendances pré-datant la Yougoslavie communiste (1945-1991). Ici, c'est une lecture culturaliste de l'histoire balkanique, centrée sur le choc entre empires et religions, qui nous permet d'identifier un texte primordialiste. Lorsque l'auteur explique l'irruption violente des nationalismes dans le territoire de l'ex-Yougoslavie par la description des faits commençant pendant la période communiste, mais prenant toute leur force après la mort de Tito (1981), nous qualifions alors le texte d'instrumentaliste. Ici, c'est l'insistance sur le rôle des élites communistes dans le revivalisme nationaliste, à partir des années 1980, qui indique un texte instrumentaliste. La possibilité que des textes assignent aux événements contemporains une causalité mixte (événements pré-1945 et post-1945) est aussi explorée. On doit aussi noter qu'une telle synthèse initiale comporte ses limites⁵.

Les résultats initiaux sont surprenants. Comme le montre le tableau 2.1, 57% des articles examinés assignent aux événements de la période communiste, surtout après la mort de Tito, une force causale (vision instrumentaliste). Seul 21% des articles examinés peuvent être qualifiés de « primordialistes », alors que 19% assignent une causalité mixte aux événements violents commençant en 1991.

Tableau 2.1 : Proportion de chaque représentation au sein des articles portant sur le conflit bosniaque

Représentation dominante	% d'articles
Primordialisme	21
Instrumentalisme	57
Représentation mixte	19
Total (n=42)	100

Tiré de nos propres sources.

Fait intéressant, cette structure des perceptions se maintient dans des bornes similaires pour chaque source prise séparément. Ainsi la revue *Politique Étrangère* (France) contient 75%

⁵ Nous sommes conscients qu'on ne saurait qualifier entièrement des textes nuancés d'entre 10 et 15 pages selon une simple typologie primordialiste / instrumentaliste. L'objectif n'est ici que de donner un premier aperçu du sens général des principaux arguments des auteurs. Une analyse des textes individuels suit cette première étape. Voir aussi l'annexe A pour les détails du codage.

d'articles instrumentalistes, 16% d'articles primordialistes et 8% d'articles à causalité mixte. Chez *Foreign Policy* (USA), 60% des articles sont qualifiés d'instrumentalistes, 13% primordialistes et 20% de causalité mixte. Chez *Foreign Affairs* (USA), finalement, les proportions sont les suivantes : 50% d'articles instrumentalistes, 32% d'articles à perception mixte et 18% d'articles à perception primordialiste. Fait notable, des proportions similaires aux résultats du tableau 2.1 se maintiennent aussi lorsque les résultats sont examinés année après année, pour la période 1991-1995. Il est donc difficile, à partir des sources examinées, d'identifier un changement de perception fort entre le début et la fin des hostilités sur le territoire bosniaque.

On note aussi, à l'inverse de ce que les travaux sur la couverture médiatique du conflit indiquent, que la perception de la violence politique dans la région n'adopte que très rarement le qualificatif de génocide pour parler des atrocités commises sur le terrain. Seuls 11% des articles mentionnent un tel qualificatif, et deux des articles concernés ne le font que pour expressément rejeter le concept face à une violence de masse qu'ils qualifient de « tripartite ». Quant à la question de la responsabilité de chacun des camps, chère à Campbell, on constate que 41% des auteurs assignent la responsabilité à un camp particulier (chaque fois la partie serbe), que 43% assignent le blâme à tous les camps et que 17% des auteurs éludent tout simplement la question de la responsabilité.

À première vue, donc, le portrait général des perceptions dans nos sources est nettement différent de celui anticipé par Campbell et la littérature sur la couverture médiatique du conflit. L'image dominante se dégageant en est une d'auteurs ayant compris la modernité du « réveil identitaire » dans les Balkans et localisant sa transformation violente dans son usage stratégique par les élites nationalistes. On note toutefois qu'une vision primordialiste du conflit demeure aussi présente, intégralement ou partiellement. La division de l'opinion des auteurs sur le sujet de la responsabilité du conflit est aussi bien palpable, ce qui nous pousse à contester l'idée d'une communauté internationale unanime dans son jugement que toutes les parties en conflit partagent *également* le blâme. Quant à la perception du conflit en tant que génocide des Serbes contre un ou deux des autres peuples, elle est clairement rejetée. Les pages qui suivent se penchent sur les textes individuels et examinent dans un premier temps les sources primordialistes, suivies des sources qualifiées d'instrumentalistes.

L'argument primordialiste

L'argument primordialiste, bien que minoritaire dans les sources examinées, occupe toutefois un espace non négligeable et déteint, bien que partiellement, sur la gestion du conflit bosniaque par la CE et les États-Unis. Cette section examine en détail certains des textes fortement primordialistes présents au sein du corpus examiné.

1. Crise à l'horizon (1989-1991)

Typique de l'argumentation fondée sur des causes présumées anciennes et profondément ancrées dans la trajectoire du développement balkanique, l'article de Paul Lendvai, publié à l'automne 1991, soit après les affrontements entre la JNA et les forces croates en Slavonie orientale et occidentale, ainsi que ceux entre milices serbes et forces croates dans la Krajina, souligne le passage quasi instantané entre régime communiste et explosion identitaire : « Avec la fin de la guerre froide et la disparition des étiquettes idéologiques, les Balkans reviennent sur le devant de la scène internationale dans leur rôle traditionnel de foyer de discorde, véritable poudrière politique de l'Europe et creuset d'idées nationalistes et populistes (Lendvai 1991, 643) ».

Lendvai note ensuite que la péninsule balkanique « (...) a offert pendant 500 ans un terrain de prédilection à la rivalité entre les empire autrichien et turc » (643), situation par la suite complexifiée par les incursions sporadiques russes, ainsi que le conflit plus tardif entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Lendvai poursuit sa description d'un tel déterminisme culturel en notant que par politique balkanique, « on désigne une succession rapide et incohérente de gouvernements faibles et souvent corrompus (...) » (Lendvai 1991, 643). L'article se poursuit avec une description des forces actuellement en présence, dont le facteur saillant, note Lendvai, est la « répartition géographique des groupes ethniques et des loyautés traditionnelles dans ces régions (644). L'auteur, comme c'est le cas dans nombre d'analyses de la répartition ethnique en ex-Yougoslavie, ne problématise pas plus précisément cette idée de division ethnique ne correspondant pas aux frontières internes et externes qu'en notant que cette répartition est *a priori* tendue.

Idée centrale du discours primordialiste et bien présente chez Lendvai, l'idée de sous-développement politique des Balkans informe la lecture des événements récents. L'auteur note que la terre yougoslave, sans tradition démocratique⁶, échoue inévitablement dans son passage entre la dictature et la démocratie (644). Dans ce cas, « (...) rien d'étonnant à ce que le nationalisme ait fait sa réapparition et se donne comme la seule véritable force politique (644) ». La période 1981-1991 est donc vue comme le simple aboutissement de phénomènes structurels.

Ce genre d'analyse a finalement ses conséquences sur les recommandations de politiques publiques, notamment par l'introduction du concept de « tribalisation » (Lendvai 1991, 648), qui incite l'UE à « (...) s'attendre à une aggravation du chaos et de la violence avant qu'un « ordre » véritablement nouveau puisse s'établir » (Lendvai 1991, 648). La suggestion proposée par l'auteur se limite à un simple respect des droits des minorités déjà mis à mal.

Deux ans plus tôt, dans un article intitulé « Post-Communist Nationalism » Zbigniew Brzezinski jetait les bases d'une vision primordialiste américaine de la toute nouvelle question nationale en Europe de l'Est. Brzezinski note que le calme, dans l'ex-sphère soviétique, ne peut être espéré que dans deux États, la Pologne et la Hongrie, là où respectivement 95% et 90% de la population sont issues du groupe ethnoculturel majoritaire (Brzezinski 1989, 3). La Yougoslavie, en tant que société la plus diverse de la région, est au contraire présentée comme particulièrement susceptible à une implosion violente. Brzezinski verse aussi dans la thèse d'une dépendance de sentier en distinguant les nationalismes est-européens des nationalismes de l'Europe occidentale, reproduisant la division nationalisme ethnique / nationalisme civique : « While most of the region's nations are historical entities, with some legitimately boasting national histories comparable to those of any of the West European nations, Eastern Europe's nationalisms still tend to be more volatile, more emotional and more intense than those in the West (Brzezinski 1989, 4) ».

Ce dernier point renforce l'idée selon laquelle l'éclatement violent à venir en Yougoslavie est le produit de tendances historiques lourdes, invariables, comme l'ethnicité, et que la question du leadership actuel dans chacune des Républiques, ainsi que celle du

⁶ Cet argument est une simplification à outrance. Le régime politique de la « première Yougoslavie », le Royaume des Croates, Serbes et Slovènes (1918-1941), rebaptisé Yougoslavie en 1929, se définit comme une monarchie constitutionnelle assez proche du régime de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux guerres.

changement radical de régime politique, est une simple manifestation de problèmes plus profonds.

2. La guerre en Bosnie-Herzégovine éclate (1992-93)

La présence de discours primordialiste se maintient et se précise alors que la Bosnie-Herzégovine s'embrase avec le déplacement des combats principaux de la Croatie vers la BiH, en avril 1992. L'article de Svijeto Job (1993) dans *Foreign Policy* illustre bien la continuité des thèses primordialistes dans la période 1992-93. Job note que la situation présente en BiH a été structurée par des éléments de longue durée auxquels on ne peut échapper. Il note que les peuples yougoslaves, déjà formés, arrivèrent dans le territoire des Balkans en étant déjà engagés dans des relations de violence ouverte, phénomène ensuite renforcé par la conquête étrangère et le durcissement subséquent des lignes de partage impériales. Les peuples des Balkans, note aussi Job, ne furent pas partie prenante de la majorité des périodes structurantes de modernisation européenne, notamment la phase de « *nation-building* » liée à l'industrialisation (Job 1993, 55). Paraphrasant les anthropologues serbes et croates Jovan Cvijić et Vladimir Dvorniković, Job note aussi qu'il existe un caractère anarchique et violent propre aux peuples vivant dans la zone des Alpes dinariques (Job 1993, 55) (traversant du nord au sud la Slovénie, la côte dalmate et l'Herzégovine). Ces éléments se combinent dans la première et la deuxième Yougoslavie, argumente Job, pour former

(...) a chauvinistic culture in which the dominant objectives of scholarship, education, literature and journalism is not the truth but how best to support and advance nationalist myths. That culture cannot tolerate any admission that its own people, or any part of it, committed crimes. It is an "intellectual life" where ethnic identity takes precedence over scholarly integrity (Job 1993, 63).

Job s'attaque aussi à ce qu'il décrit comme le mythe d'une Bosnie harmonieuse et pluraliste, plus particulièrement à Sarajevo, en argumentant que la façade de fraternité relève de la prohibition, par les autorités communistes, de discuter toute forme d'animosité intercommunautaire. Citant des faits anecdotiques, Job soutient que l'indisposition intercommunautaire a échappé aux travaux ethnologiques des années 1980-90 dû au fait qu'une large proportion de la population s'est montrée disposée à cacher ses sentiments

profonds sur une longue période de temps (Job 1993, 69). En somme, les relations intercommunautaires ne se comprennent qu'à travers une dichotomie harmonie v. opposition. Une telle vision a pourtant été mise à mal par plusieurs travaux anthropologiques, certes prenant acte de la relative division intercommunautaire de la ville, mais démontrant que les relations entre groupes y prenait la forme d'une cohabitation stable⁷.

À cette vision des causes du conflit s'ajoute finalement une recommandation face à l'avenir du conflit. Pour Job, seules une intervention massive et une occupation du pays par les Européens et les États-Unis peuvent mettre fin au conflit car les peuples yougoslaves se sont montrés incapables d'en venir à un résultat négocié par eux-mêmes (Job 1993, 70).

Un article publié par Dusko Doder, à l'été 1993, constitue peut-être un des meilleurs exemples des prescriptions de politiques publiques issues d'un texte clairement primordialiste. Intitulé « Yugoslavia : New War, Old Hatreds », l'article note à la manière habituelle que les peuples balkaniques se trouvent au point de friction de plaques tectoniques culturelles, religieuses et raciales : "Rome and Constantinople, Catholicism and Orthodoxy, Christianity and Islam, Germans and Slavs, Russia and the West- all have clashed along a shifting fault line running down the middle of the former Yugoslavia (or, more precisely, through the territory of today's Bosnia-Herzegovina (Doder 1993, 5)".

Doder note aussi la modernité et la nature artificielle du construit yougoslave, issu selon lui de la pensée nationaliste des intellectuels slaves du sud du XIX^{ème} siècle, pensée obnubilée par l'harmonie slave. Cette pensée ignore selon lui les réalités plus profondes que représente le bagage culturel différencié issu, pour les Slovènes et les Croates, d'un passage prolongé sous le règne des Habsbourg, et pour les Serbes et les Musulmans, de la conquête ottomane (Doder 1993, 7).

L'histoire récente de la Yougoslavie communiste est ainsi réinterprétée en tant qu'un simple intermède entre deux guerres. Le « Printemps croate » commençant en 1971 et se terminant en 1972 par une purge de la SKH (Ligue des communistes croates), représente ainsi pour Doder une preuve que la ligne de faille, même sous la période communiste, était

⁷ Parmi les travaux les plus influents, voir ceux des anthropologues américains Donia et Fine (1994) et du Français Xavier Bougarel (1996)

ethnique plus que politique⁸, puisque le soulèvement d'une nation (au sens yougoslave) contre Belgrade ne peut être interprété que comme une atteinte à la domination serbe.

Suivent un certain nombre de prescriptions à l'attention de la Communauté européenne et des États-Unis quant aux moyens de faire cesser le conflit. Autant une Yougoslavie multinationale n'était pas viable en 1990-91, rapporte Doder, autant l'idée d'une Bosnie-Herzégovine multinationale, microcosme de Yougoslavie par excellence, est impossible en 1993. En rétrospective, note Doder, la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine fût une terrible erreur de la communauté internationale, puisqu'elle élimina un certain nombre d'options de règlement du conflit, dont le démembrement de la BiH, sans toutefois apporter une réponse au problème de la continuation des combats (Doder 1993, 19).

Dans cette situation, deux options émergent. L'une est le découpage du territoire bosniaque et le rattachement des zones de population croates et serbes à « leurs » républiques respectives. L'autre est l'instauration d'un protectorat des Nations-Unies dans l'ensemble du territoire. Étant donné le peu d'enthousiasme de la communauté internationale pour une option militaire à grande échelle, mais surtout la complexité des enjeux sur le terrain, cette option n'est pas jugée viable par l'auteur. Plutôt, juge-t-il, on doit se rabattre sur les grandes lignes du Plan Vance-Owen, en discussion entre les intervenants et les parties en conflit au moment de la publication de l'article. Celui-ci, note Doder, « (...) reconnaît correctement qu'une coexistence multiethnique en Bosnie n'est plus possible, du moins dans les décades qui suivent, et que les trois communautés ne peuvent songer à interagir qu'en vivant séparément » (Doder 1993, 20; notre traduction). Cette première étape serait ensuite suivie d'un réarrangement confédéral de la Bosnie suivant le modèle suisse, la seule option reconnaissant le fait que les communautés doivent interagir tout en restant séparées (Doder 1993, 22).

Peut-être le plus puissant des articles primordialistes, « The Clash of Civilisation? », publié à l'été 1993 par le comparatiste Samuel Huntington, est un document tirant une large part de ses exemples d'affrontement entre civilisations du cas bosniaque. Alors que le livre éponyme de 1996 est avant tout une réflexion théorique générale sur les conflits du

⁸ Gagnon (2004) propose plutôt une interprétation « politique » du « Printemps croate », c'est-à-dire soulignant l'opposition idéologique entre un noyau réformateur au sein de la SKH, et une frange conservatrice dans la SKJ.

futur, l'article de 1993 est un document dans une large mesure rédigé pendant la désintégration de la Yougoslavie.

Une civilisation, note Huntington, est une entité culturelle incluant villages, régions, groupes ethniques, nations et groupes religieux (Huntington 1993, 23). La Bosnie-Herzégovine est ainsi vue comme la quintessence d'une lutte de civilisations puisque trois civilisations, et non deux, s'y entrecroisent. La Bosnie recèle un potentiel violent quasi illimité, note aussi Huntington, puisqu'à la différence de conflits jugés idéologiques ou économiques, la lutte qui oppose Serbes, Croates et Musulmans repose sur des caractéristiques immuables : « In conflicts between civilisations, the question is « What are you? ». That is a given that cannot be changed. And as we know, from Bosnia to the Caucasus to Sudan, the wrong answer to that question can mean a bullet in the head (Huntington 1993, 27) ». Certains enseignements pratiques suivent cette analyse. D'abord, l'option d'une intervention massive de l'Occident est à éviter, puisque deux des trois camps sur le terrain répondront négativement à celle-ci. Secondement, la seule solution à long terme est une séparation physique des groupes en conflit par le biais d'États ou de quasi-États indépendants. Huntington reconnaît que ce cadre ne supprimera pas la tentation du recours à la violence mais suggère qu'une telle violence interétatique est moins incontrôlable et se prête mieux à une gestion par les outils traditionnels de la résolution des conflits.

L'argument instrumentaliste

La vision primordialiste, constituant un peu moins d'un quart des sources documentaires examinées, imprime donc une forte image d'inévitabilité, de pérennité et de violence à la lecture de la répartition ethnique au sein de la BiH. Cette perception se transforme aussi souvent en propositions pratiques de règlement du conflit, chacune se résumant au fait que le futur des relations intercommunautaires en BiH peut, à terme, renouer avec l'interaction, mais jamais avec la cohabitation ou encore moins la coopération. Occupant un espace beaucoup plus considérable, les articles à perception dominante instrumentaliste doivent néanmoins attirer la plus grande part de notre attention puisque l'on peut présumer que leur sophistication apparente, sans oublier leur nombre, cadre mieux avec l'objectif de périodiques s'adressant aux communautés de politiques publiques.

1. Premières analyses (1992-93)

L'article de 1993 de Sabrina Ramet intitulé « War in the Balkans » est un exemple approprié d'abordage du « problème bosniaque » qui refuse la simplicité du primordialisme dans l'analyse du problème bosniaque. Ramet, par cet article mais aussi par des travaux plus longs publiés après le conflit, fonde en fait ici une des grandes écoles d'interprétation du conflit, celle de la « guerre d'agression », opposant d'un côté la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), en tant qu'agresseur, et les Républiques croates et bosniaques, en tant qu'États agressés. Ramet s'attaque directement, dès les premières pages, aux « mythes » primordialistes dont nous avons traités plus haut :

Of those myths the most popular are these: the conflict between Serbs and Croats is « centuries old »; the war is primarily a “religious war” (between Orthodox Serbs and Catholic Croats or Bosnian Muslims); “no one” anticipated the war (the usual canard circulated by people who have not been paying attention); and since the Croatian government is also repressive (alongside the Serbian government), it must share near-equal blame for the war. None of these myths is true, and yet each has gained a certain currency. (Ramet 1992, 80).

Ramet répond à ces mythes en rappelant que la confrontation grandissante entre Serbes et Croates est un phénomène qui ne commence à prendre une certaine importance que sous la première Yougoslavie pour finalement prendre une place centrale dans les années 1980, alors que le leadership serbe, note Ramet, commence à manipuler les sensibilités religieuses et historiques pour construire une haine collective des non-serbes (Ramet 1992, 81). On note ainsi que l'article de Ramet ne fait pas référence aux événements antérieurs à la première Yougoslavie et ne donne donc pas de force causale à des facteurs relevant de l'histoire ancienne. Comme elle le note plus tard, « the war is about land, not religion » (Ramet 1992, 81). Vue de cette façon, la guerre en Bosnie-Herzégovine est une invasion territoriale en bonne et due forme dont l'objectif est le rattachement de tous les Serbes de cette république à la Serbie et l'occupation du plus de territoire possible en vue de constituer une grande Serbie, ou une « petite Yougoslavie », qui reconnaît le fait accompli slovène et croate mais entend dépecer la BiH (Ramet 1992, 87). Ramet reconnaît sans problème que les efforts de l'ONU, de la CE et des États-Unis, lors de la première année du conflit (Printemps 1992-Été 1993) ont été étonnamment inefficaces, citant l'échec de plus de 12 cessez-le-feu et l'étendue des destructions physiques et humaines (Ramet 1992, 89).

La solution, pour Ramet, repose dans la reconnaissance de la nature agressive de l'invasion serbe, et une réponse appropriée pourrait être constituée par une campagne étendue de frappes aériennes contre les infrastructures et l'équipement lourd de la JNA. La levée de l'embargo sur les armes, ainsi que l'aide de conseillers militaires occidentaux pourrait ensuite changer l'équilibre des forces en faveur des armées croates et bosniaques, ce qui pallierait à l'absence de forces terrestres occidentales sur le terrain.

Si une prescription d'action bien différente se retrouve chez Ramet, ces mêmes prescriptions d'action rejoignent étonnamment bien la vision des groupes en conflit présente dans les textes primordialistes présentés plus haut. D'abord, les groupes sont vus comme homogènes et bien circonscrits. Ramet note ainsi que les milices, polices et autres unités paramilitaires bosniaques, initialement bien distinctes, forment maintenant le cœur d'une armée bosniaque (ARBiH) que Ramet traite comme un tout unifié, à la manière des forces croates et serbes (Ramet 1992, 92). Secondement, ces forces, après les événements de 1992, sont parties prenantes à une guerre civile, c'est-à-dire qu'elles se battent jusqu'au bout. La preuve en est donnée par Ramet qui cite Karadžić : « This is not an ideological conflict but a civil war. We shall fight to the death » (Karadžić, cité par Ramet 1992, 92).

En somme, pour Ramet, le salut repose dans la victoire des camps croates et bosniaques contre l'invasion serbe, mais chaque groupe est accepté en tant qu'unité homogène, circonscrite, violente et pérenne. En ce sens, tout projet de partage du pouvoir issu d'un arrêt des combats ne peut se faire qu'entre les trois groupes. Il n'est pas question d'envisager ce partage comme la négociation entre un gouvernement et des minorités, au sein d'un même cadre politique. À toute fin *pratique*, les recommandations de Ramet sont essentialistes, même si sa vision du processus de mobilisation est instrumentaliste.

Un article de 1992, par Judy Dempsey, dans *Politique étrangère*, s'il identifie des mécanismes différents pour expliquer le conflit, n'en demeure pas moins essentialiste lorsqu'il s'agit d'évaluer la situation présente sur le terrain et d'envisager des pistes de solution. Le texte de Dempsey s'inscrit dans une vision instrumentaliste du conflit, en ce sens qu'il n'accorde aucun intérêt aux événements s'étant déroulés avant la période communiste. De plus, au lieu de privilégier la haine entre les groupes, l'auteur situe la montée d'une option violente aux confluents de deux phénomènes, l'un étant le refus de l'Armée fédérale (JNA) d'abandonner le rôle prépondérant qu'elle occupait dans la société yougoslave, rôle

directement dépendant du maintien du cadre fédéral, l'autre étant la reconnaissance et l'exploitation de ce phénomène par le pouvoir républicain serbe, particulièrement bien disposé à réactiver des éléments plus ou moins enfouis du passé serbo-croate (Dempsey 1992, 269; 273). À cette alliance de circonstance entre la JNA et le pouvoir serbe s'oppose le nouveau régime de Zagreb, décrit comme intransigeant et non-démocratique. Dans l'opposition entre ces deux républiques se trouve en fait l'opposition entre deux projets, l'un de « Grande Serbie » et l'autre de « Grande Croatie », tous deux ironiquement unis dans leur volonté de dépecer la BiH (Dempsey 1992, 275).

Mais l'approche instrumentaliste de Dempsey se révèle peu créative lorsqu'il s'agit de prendre acte de la situation sur le terrain et de formuler des recommandations. À la manière de Ramet, en reconnaissant toutefois l'agression croate contre la BiH autant que celle de la Serbie, Dempsey supporte la reconnaissance par l'ONU et la CE de la République de Bosnie-Herzégovine et s'oppose au premier plan de paix proposé par la CE visant à diviser la BiH en cantons (Plan Cutileiro). Ce plan, note-t-elle, entraîne « (...) d'énormes complications dans les tentatives de stabilisation en Croatie et en Bosnie-Herzégovine » (Dempsey 1992, 276). Dempsey ne suggère toutefois aucun projet concret pour remédier à la situation. Elle note que la « (...) volonté de revanche des Croates vis-à-vis des Serbes diminue aujourd'hui les chances de trouver un compromis » (p. 276) tout en notant que « les Serbes boycottèrent le plébiscite [sur l'indépendance de la BiH] sous prétexte qu'ils ne voulaient pas vivre dans une Bosnie-Herzégovine indépendante et être réduits au statut de minorité » (Dempsey 1992, 276). Autrement dit, pour elle, le « bloc » serbe agit de manière unitaire, comme les Musulmans et les Croates représentent des blocs similaires mais opposés. Rien ou presque n'est dit sur les conditions dans lesquelles une partie de la population bosniaque s'est retirée du plébiscite, ni sur le fait que certains Serbes ont aussi soutenu ce dernier. Autrement dit, comme chez les primordialistes, la solution en BiH passe ici aussi par un accord entre trois communautés demeurant séparées et non par un refus des « frontières » intergroupes.

Une interview de 1993 entre l'équipe éditoriale de *Foreign Affairs* et Lord David Owen, co-président de la Conférence sur l'ex-Yougoslavie, organe ad-hoc issu de l'ONU, nous permet de cerner d'autres aspects des implications pratiques d'une approche instrumentaliste. À aucun endroit chez Owen on ne trouve une vision historiciste du présent

conflit. Bien au contraire, Owen ne commence la narration du conflit qu'en 1991⁹. Owen, à l'opposé des primordialistes, distingue aussi entre Serbes de Serbie et Serbes de Bosnie, notant que la meilleure option pour stopper le conflit réside dans une scission du bloc serbe et l'application d'une forte pression de Belgrade sur les autorités de Pale (Owen 1993, 5).

L'essence de l'article, en revanche, est une défense du Plan Vance-Owen, essentiellement le redécoupage du territoire de la BiH en 10 cantons dotés de forts pouvoirs sous une structure républicaine peu contraignante. À la question de savoir si ce plan constitue une politique d'apaisement de la Serbie, Owen note : "We are trying to stitch together in Bosnia a country that is now divided into two and is very likely to split into three. Partition is the danger, and Lebanon the historical parallel, not Munich" (Owen 1993, 3). On peut ainsi voir que pour Owen, puisqu'il y a violence politique entre des groupes, et que ces mêmes groupes se définissent comme étant en conflit, la question de savoir qui sont les acteurs politiques pertinents est non problématique. Il existe trois groupes en conflit : Serbes, Croates et Musulmans. Jamais n'est posée la question de savoir si ces groupes sont divisés à l'interne, si ces divisions sont pertinentes en rapport au conflit, si d'autres catégories d'identité sont présentes et saillantes et si un nombre significatif d'individus n'est pas inclus dans les catégories identifiées.

Une vision avant tout instrumentaliste, n'empêche pas l'auteur de faire référence à des éléments primordialistes, ce qui renforce notre conviction qu'une vision instrumentaliste rejoint fréquemment le primordialisme au sein d'un même essentialisme :

The rural Bosnian Serbs sat on over 60 percent of the country before the war, and we are offering them three provinces covering 43%. I'm also careful not to use the simplistic classification "aggression" because this is both a civil war and a war of aggression. The Bosnian Serbs are fighting for territory in which they have lived for centuries. They have of course been aided and abetted by Serbs outside Bosnia-Herzegovina. And they have been substantially equipped militarily by Serbs outside Bosnia-Herzegovina. It is a very complex war in its origins (Owen 1993, 3).

Mais plus important encore est la place que donne Owen au principe de majorité ethnique au sein du plan. Ici Owen insiste sur le fait que son plan protège l'intégrité territoriale bosniaque, notamment en maintenant les frontières externes de la BiH intactes, ce

⁹ Caractéristique du discours instrumentaliste, la tendance à faire remonter la narration du conflit à l'année 1991, plutôt que de l'élargir par un examen des événements politiques de 1981 à 1992, comporte certaines implications qui seront discutées plus tard.

qui refuse la vision « Grande Croatie » et « Grande Serbie » et rend le texte non-primordialiste, mais il insiste aussi sur le fait que le plan donne une majorité nationale locale à chacun des groupes dans un nombre quasi égal de cantons. Au final, d'une manière différente à celle de Ramet ou de Dempsey, Owen soutient le principe que la reconstruction de la Bosnie passe par l'interaction de groupes préconstitués, et non par la cohabitation entre les groupes. Chaque groupe doit d'abord se sentir « en sécurité » avant de pouvoir interagir :

Q: Given the hatred and the bloodshed of the past two years and the historic ethnic enmities, is it realistic to hope these groups will lie down together and live in peace?

A: I think it's realistic because these people are of the same ethnic stock. I believe some political leaders in the Balkans are not authentically speaking for all their people. [...] Perhaps I am too optimistic about this, but I do believe that, given time, we can actually get these three nations or constituent peoples working together again. It will be easier to do so under the provincial structure which we have designed where the elements of nationhood that really matter are protected- their culture, education and religion; at least they all speak basically the same language. This is the rationale of ensuring the most of the provinces will have a clear majority for one of the national peoples (Owen 1993, 7).

Ainsi, même après la cessation des hostilités, Owen envisage des relations intercommunautaires marquées par le besoin de protection du groupe. Cet essentialisme se bute de plus au fait éludé par l'auteur que le problème des minorités, dans un tel plan, se déplace simplement du niveau républicain au niveau cantonal. On peut aussi ajouter que la question posée par l'équipe éditoriale de *Foreign Affairs* révèle elle aussi l'essentialisme espéré de la réponse.

2. Horreur et lassitude : mettre fin au conflit (1994-95)

À partir de 1994, alors que la guerre en BiH s'installe dans sa troisième année, l'attention première de la Communauté internationale se tourne vers la Serbie et ses partenaires locaux en Bosnie-Herzégovine comme principaux responsables du conflit. Ainsi, trois articles de 1994¹⁰ présentent coup sur coup une vision du conflit basée sur l'assignation du blâme à la Serbie, visions qui toutes soulignent la nature instrumentalisée du nationalisme

¹⁰ Les titres de ces articles sont évocateurs : « How to Defeat Serbia » (Gompert 1994); « Rehabilitating Serbia » (Van Heuven 1994); « Punishing Serbia » (Carter 1994)

serbe dans la région, mais aussi l'impossibilité d'envisager des solutions au conflit basées sur autre chose qu'une séparation étanche des groupes ethniques.

David Gompert (1994) note ainsi que le désintérêt américain pour l'ex-Yougoslavie, jusqu'en 1993, ne relevait pas d'un primordialisme fondamental dans la vision de la région, mais bien du fait que les décideurs américains étaient bien conscients qu'un démembrement pacifique de la Yougoslavie était impossible (Gompert 1994, 33), dû notamment aux personnalités politiques en place dans les capitales républicaines. L'hésitation à intervenir, si l'on doit trouver des coupables, réside bien plus dans l'inaction européenne, qui arriva selon Gompert un an trop tard dans la région, offrant en 1991 quatre milliards de dollars américains en aide économique comme « carotte » en vue de garder la fédération intacte, alors que le sort de cette dernière était déjà scellé.

Mais dès le conflit entamé, on sent le même essentialisme chez Gompert que dans les textes de la période 1992-93. L'auteur note ainsi: "Recognition of Bosnia did not precipitate the use of force by Bosnian Serbs any more than it deterred it. Very simply, Bosnian Muslims would not stay in a rump Yugoslavia dominated by Serbia, and Bosnian Serbs would not stay in a Bosnia dominated by Muslims" (Gompert 1994, 37). Ici aussi, donc, les identités sont perçues comme fixes par l'auteur, en ce sens que les « Serbes » ou les « Musulmans », pris comme groupes distincts et homogènes, décident souverainement de leur séparation complète avec l'autre groupe, sans que l'auteur ne donne considération aux divisions en leur sein, aux autres clivages possibles, ou encore aux éléments refusant une telle séparation. La vision certes instrumentaliste, mais fondamentalement essentialiste, de Gompert élude aussi la question du leadership vis-à-vis des masses, ainsi que la présence d'un troisième groupe (croate) et ses relations ambivalentes et changeantes avec chacun des deux autres groupes.

Gompert note plus tard que février 1994 marque un tournant important dans la guerre, à la suite du bombardement au mortier du marché de Sarajevo, le 14 février 1994¹¹. Ce bombardement, attribué aux Serbes de Bosnie, a permis aux partisans américains des frappes aériennes contre les Serbes de montrer l'efficacité de leur doctrine, lorsqu'un ultimatum demandant au Serbes de Bosnie de retirer leur artillerie lourde des environs de Sarajevo,

¹¹ La question de la responsabilité de cette attaque demeure en suspens, même si la guerre d'opinion publique lancée dès le jour même et continuant jusqu'à ce jour a été indéniablement gagnée par les autorités de Sarajevo.

lancé par l'OTAN, permis une première amélioration de la situation sur le terrain (Gompert 1994, 40). Revenant à son essentialisme antérieur, Gompert note ensuite que le conflit bosniaque en est un sans bonnes solutions, réitérant en cela l'idée que seule une séparation des groupes, même si moralement douloureuse, est envisageable comme solution pratique : « Moreover, this was a problem with no good, feasible solutions. Only massive Western intervention would have stopped and reversed Serbian aggression, not some smart bomb down the right Serbian chimney » (Gompert 1994, 42).

N'ayant pas été capable de reconnaître ou de transformer en support populaire l'idée que le conflit en BiH représente un grave précédent pour l'avenir du traitement des conflits nationalistes dans le monde postcommuniste, les leaders de la CE et des États-Unis, soutient Gompert, doivent maintenant envisager la continuation d'une guerre froide contre la Serbie. On doit reconnaître, selon ce dernier, que la machine de guerre Serbe n'est pas près d'être vaincue et que la volonté de combattre des Serbes est inaltérée (1993, 43). Comme personne n'est intéressé à déployer au sol une force terrestre plus musclée que la défunte FORPRONU, il s'agit d'isoler la Serbie encore plus, de poursuivre l'embargo économique et militaire contre cette République, et d'utiliser plus à fond les moyens de communication pour miner la crédibilité du régime Milošević (Gompert 1994, 44-45). À long terme, poursuit Gompert, le régime s'effondrera. Mieux vaut en somme une paix lente mais durable, qu'un accord immédiat qui récompense l'agression serbe (1994, 43). Cela veut dire que pour Gompert, nonobstant une vision qui ne verse pas dans la facilité de l'explication primordialiste, le groupe serbe, vu depuis 1994 comme principale partie responsable, doit être traité, en termes analytiques, comme un tout unifié obéissant au même leader de Belgrade, des deux côtés du fleuve Drina. En somme, il faut punir un camp plus qu'un autre, mais c'est bien un camp entier que l'on punit, pas seulement des élites politiques.

L'alternative proposée par Martin Van Heuven, dans un texte publié au même moment (automne 1994) est radicalement différente dans son traitement de la Serbie et dans les solutions territoriales proposées, mais partage avec les autres textes instrumentalistes l'idée que la violence des trois dernières années en BiH a radicalement changé le paysage ethnique du pays. Van Heuven souscrit ainsi à une vision dans laquelle la guerre en BiH met aux prises trois groupes hautement mobilisés, et que tout règlement de paix doit prendre en compte cette donne.

Le constat initial de Van Heuven est que peu importe les scénarios envisageables pour la BiH dans les deux à cinq prochaines années, « [Serbia] will be the key power by virtue of its central location, newly acquired size, Serb ethnic cohesion, cultural ethos, military capacity and strong-willed leadership » (Van Heuven 1994, 39). L'Ouest, note Van Heuven, doit vivre avec son échec initial en Bosnie et accepter le fait inévitable que la Serbie devra conserver au moins une partie du territoire acquis aux mains des Croates mais surtout des Bosniaques (p.41). La Bosnie, note-t-il, a perdu la guerre, et même la levée de l'embargo onusien sur les armes ne changera pas la donne radicalement. La solution, pour lui, est une réhabilitation progressive et planifiée de la Serbie dans les institutions internationales, la levée de l'embargo commercial contre elle, ainsi qu'une reconnaissance de certains de ses gains territoriaux en BiH (Van Heuven 1994, 42-46).

Mais au-delà de ces prescriptions pratiques, c'est aussi la vision particulière de l'auteur sur les nations (ou ethnies) impliquées dans le conflit et leur relation au territoire que l'on doit noter :

In part because of Western inaction, the situation in the former Yugoslavia has reached a point where it *is no longer possible to return to the political and territorial arrangements of the past*. Although the West may want to maintain international sanctions on Serbia for its policies of territorial acquisition and ethnic cleansing, as suggested recently by David Gompert in *Foreign Affairs*, such an approach has been overtaken by events on the ground. We must now deal with the present as we find it. The Serbs have changed the map of the Balkans. Short of massive Western intervention, nothing can be done to roll them back (Van Heuven 1994, 48).

Commune à presque tous les textes instrumentalistes, l'idée de l'impossibilité du retour en arrière renforce la perception *qu'une fois* le conflit en BiH engagé, les belligérants, surtout le groupe serbe, sont devenus des unités fortement cohésives dont l'accaparement ou la défense de territoire supprime tout autre objectif. Les suggestions pratiques découlant d'une telle vision ne peuvent ainsi que venir renforcer l'idée d'une séparation permanente entre les groupes. Ceux-ci peuvent être attaqués militairement et ainsi repoussés d'un territoire donné, mais ils demeurent des groupes, vaincus ou victorieux.

L'instrumentalisme et le primordialisme : deux essentialismes

Nous avons donc vu que deux grandes représentations, le primordialisme et l'instrumentalisme, caractérisent la vision du conflit en BiH au sein des sources examinées. On note aussi une combinaison de certains des éléments des deux représentations.

Tableau 2.2: Typologie des représentations du conflit en Bosnie-Herzégovine (1992-1995)

Type de perception	Primordialisme	Instrumentalisme	Transition violente
Caractéristiques majeures	Groupes homogènes	Identité comme ressource stratégique	Désagrégation des groupes
	Groupes ethniques pérennes	Importance des élites	Déconstruction de "conflit ethnique"
	Recours à la longue durée historique	Instrumentalisation de symboles	Relation élites / masses
	Historique de violence clanique	Mobilisation des groupes ethniques	
	Divisions civilisationnelles		
Causes du conflit en BiH	Effondrement de la Yougoslavie	Effondrement de la Yougoslavie	Menace à l'hégémonie de l'élite conservatrice
	Nature artificielle de la BiH	Émergence d'un leadership nationaliste	Processus de transition arrêté
	Résurgence des clivages ancestraux	Mobilisation de masse violente	Constitution de groupes par la violence
	Haines historiques	Intérêts des élites	
Prescriptions suggérées	Séparation des groupes	Séparation des groupes	Différenciation de chaque sous-groupe
	"Grande Serbie" et "Grande Croatie"	Interaction et non cohabitation	Aide initiale aux éléments réformateurs
	Confédéralisation en cantons	Confédéralisation en cantons	Soutient pour l'État bosniaque
	Division en deux ou trois entités	Division en deux ou trois entités	

Le tableau 2.2 synthétise les grandes caractéristiques de chaque perception, en plus d'introduire une vision alternative. De plus, la domination d'un type de discours particulier, l'instrumentalisme, se vérifie tant quantitativement que qualitativement, comme mentionné plus haut.

Le primordialisme, on l'a vu, remonte au passé profond pour expliquer les conflits d'aujourd'hui, notant que l'unité d'analyse de base est le groupe ethnique, doté de caractéristiques culturelles, religieuses et sociales qui varient très peu. Lorsque de tels groupes entrent en compétition pour un même territoire, la violence caractérise l'interaction intergroupe jusqu'à ce qu'il y ait séparation des groupes. Dans le cas des articles sur la guerre en BiH analysés plus haut, plusieurs caractéristiques récurrentes émergent : 1) La Bosnie est particulièrement artificielle en tant que république puisque trois groupes ethniques, recoupant des cultures politiques et sociales différentes, des religions différentes et des héritages impériaux différents se font compétition pour le même territoire. 2) L'espace balkanique, au sens large, est marqué par un historique de violence clanique renforcé par une topographie difficile et montagneuse. 3) La guerre en BiH est une continuation des guerres balkaniques du XIX^{ème} siècle, du conflit Ustaše / Tchetsniks / Titistes (1941-1945) et la période yougoslave n'est d'une part, qu'un intermède forcé par le caractère d'un seul homme (Tito), de l'autre, que le résultat de la conjoncture internationale (Guerre froide). Le primordialisme est ainsi un essentialisme permanent, dans le sens où il définit l'ethnicité comme saillante à presque tous les moments d'une trajectoire politique.

L'instrumentalisme, en tant que perception du conflit bosniaque par des tiers, échappe à la logique simple du primordialisme. S'il ne nie pas l'importance de l'histoire ni ne conteste le fait que certains marqueurs d'identité, toujours en reconstruction, ont une certaine permanence, il attribue plutôt le choc violent de ces identités à l'exploitation, le recyclage ou la pure création d'animosité intergroupe par des élites politiques aux fins de leurs propres intérêts. L'identité est ici vue comme une ressource permettant d'altérer le terrain politique. Dans les articles instrumentalistes mentionnés plus haut, cela signifie insister sur la montée d'un leadership nationaliste, dans chacune des républiques ou parfois uniquement en Serbie, dans l'explication de la violence en BiH.

Mais la perception instrumentaliste, en tant que vision analytique des événements se déroulant en BiH, comporte des écueils susceptibles d'avoir un impact sur l'action de la communauté internationale. Comme le note un des plus perspicaces observateurs de la violence politique en Europe de l'Est, Charles King, l'instrumentalisme néglige gravement le rôle des individus dans l'explication de la violence et concentre presque toute l'attention sur des élites politiques jugées omnipotentes : « Instrumentalism attributes too much power to

the machinations of unscrupulous elites and portrays the masses as pawns in a vast mobilizational conspiracy » (King 2004, 435). En ce sens, l'instrumentalisme est un essentialisme puisque le passage de la décision des élites d'utiliser une violence identitaire à la réception de ces « ordres » par le groupe visé est présenté comme allant de soi. La population, les masses, les sous-groupes, les différentes unités sociales, n'ont dans cette vision aucune volonté propre, sinon celle de défendre jusqu'à la mort la catégorie d'identité qui leur est transmise par le sommet. Vu ainsi, il ne suffit qu'une petite dose de violence interne et beaucoup de rhétorique pour atteindre un point de mobilisation total au sein du groupe visé. V.P. Gagnon (2004, 196), dans une excellente revue de la littérature sur la violence récente dans les Balkans, fait écho aux propos de King en notant que si l'approche instrumentaliste paraît plus tolérable vu de l'extérieur, notamment parce qu'elle s'insère bien dans des approches libérales-rationnelles de politique de groupes d'intérêts, elle est basée sur des présuppositions peu différentes de l'approche primordialiste. Bien que longue, l'explication de Gagnon vaut la peine d'être citée dans sa totalité, tellement elle résume bien cette idée :

A second way of understanding the conflict, occasionally seen in journalistic reports and very often in scholarly explanations, seems more reasonable and less disparaging. Rather than looking to ancient hatreds, this perspective sees the wars as the result of ethnic entrepreneurs who mobilize the population by playing the ethnic or nationalist card. Here it is the power of symbols and the power of historical memory that are either driving the conflict, or that enable unscrupulous ethnic entrepreneurs to manipulate the masses into violent conflict. Although this seems to avoid the historical inaccuracies of the ancient hatreds thesis, and fits into liberal rationalist views of interest group politics, *in fact it is based on premises not so different from the ancient hatreds argument* (nos italiques): that what we call ethnic conflict is at its heart about powerful ethnic or nationalist sentiments, either primordial or constructed. Political actors construct and / or tap into these sentiments by playing the nationalist card or pushing the ethnic button, thereby mobilizing ethnic groups to do their bidding. Ethnic groups thus mobilized then support previously unpopular regimes, fight wars, or even kill their neighbors. From this perspective too, the ethnic violence is a logical outcome of the power of ethnicity to mobilize people (Gagnon 2004, 196).

À ces arguments on ne peut plus clairs de Gagnon et de King, on doit ajouter, comme le montre ce chapitre, que la proximité entre l'instrumentalisme et le primordialisme se retrouve aussi dans les propositions concrètes faites à la communauté internationale. Certes, une vision primordialiste poussée à l'extrême peut théoriquement pousser à la non-intervention pure et simple, mais notre analyse a montré que c'est rarement le cas. Plutôt, le primordialisme insiste sur la reconnaissance que les groupes ethniques violents sont

immuables et que l'arrêt de la violence passe par leur séparation territoriale. La variation du discours a lieu lorsque il s'agit de savoir si la frontière devant séparer les groupes doit être internationale ou une simple frontière administrative au sein de la BiH.

Or du point de vue instrumentaliste, les propositions de paix ne sont pas bien différentes. Si la reconnaissance de la Serbie comme agresseur principal domine et que la violence est expliquée par la mobilisation de groupes préalablement paisibles par des entrepreneurs d'identité, les deux représentations se rejoignent lorsque le conflit commence. Ainsi les propositions de paix issues d'une représentation instrumentaliste passent toutes par la séparation des parties en conflit, dorénavant considérées comme mobilisées et donc irréconciliables. L'idée que la violence est autant infligée aux groupes qu'issue des groupes est oblitérée. Afin de concrétiser la présupposition voulant que les parties en conflit ne puissent cohabiter, les propositions de paix passent toutes par une « confédéralisation » de la BiH en cantons ethniques, ou encore par sa division en deux ou trois entités homogènes, sous un cadre fédéral relâché. Les perceptions instrumentalistes et primordialistes, en somme, sont des essentialismes.

Une suspension du politique

Si nous avons affirmé au début de ce chapitre que les perceptions du conflit en BiH, au sein des sources examinées, se maintenaient relativement stables tout au long du conflit, cette information doit être contrastée avec le constat surprenant que ces mêmes perceptions connaissent un changement radical au commencement du conflit ainsi qu'un autre changement radical une fois intervenus les Accords de Dayton.

Paul Lenvai, dans un article de l'automne 1991, note ainsi que si un certain danger réside « (...) dans les oppositions croissantes au sein même des États de type fédéral à l'Est et au Sud de l'Europe (l'Union Soviétique et la Yougoslavie) », il maintient que « le danger le plus réel provient du fait que les démocraties naissantes ont hérité de la faillite économique totale du stalinisme, faillite qu'elles ne pourront surmonter dans un avenir prochain (Lendvai 1991, 159). Dans un article traitant plus spécifiquement de la Yougoslavie, V.P. Gagnon (1991, 17) note que si les appels au nationalisme ethnique deviennent de plus en plus utilisés par les leaders des Républiques yougoslaves, ce discours

demeure toutefois mis de côté par les dirigeants bosniaques et macédoniens. Gagnon note aussi que la crise actuelle est tributaire de la mauvaise gestion de l'économie yougoslave par le parti unique, qui fût traversé en son sein dès la mort de Tito par de graves dissensions intra-parti (1991, 20). En fait, Gagnon décrit une situation complexe, à plusieurs niveaux, dans laquelle d'un côté, le premier ministre yougoslave Ante Marković défend l'unité du pays avec son plan de privatisation et de relance, et de l'autre, le Président serbe, Slobodan Milošević, tente de recentrer la Yougoslavie sur Belgrade par une défense de l'étatisme économique couplée à un discours nationaliste. (1993, 24-25).

Bref, nous sommes loin ici d'une analyse essentialisant l'ethnicité en ne considérant que celle-ci comme clivage pertinent. Or dès le printemps 1992, cette analyse riche, à niveaux multiples, distinguant entre les multiples dynamiques politiques présentes dans chaque république s'éteint, pour être remplacée, de 1992 à 1995, par des analyses soit primordialistes, soit instrumentalistes, mais toujours essentialistes. Encore plus étonnant, toutefois, est le fait qu'une fois passés les Accords de Dayton (novembre 1995), l'analyse du conflit bosniaque revienne en l'espace de quelques semaines à une analyse classique de politique comparée décomposant chacune des ex « parties en conflit » en une multitude de groupes, d'intérêts, de leaders et de citoyens. L'article de 1996 de James Schear, intitulé « Bosnia's Post-Dayton Traumas », décrit ainsi les fissures se manifestant au sein de chaque groupe ethnique, en plus du fossé croissant opposant des élites et des citoyens présumés jusqu'alors solidaires (Schear 1996, 88-90).

Ainsi, de 1989 à 1991, l'analyse typique en est une de politique comparée distinguant entre élites et masses, s'intéressant aux fissures au sein de la Ligue des Communistes de Yougoslavie et ne voyant pas l'ethnicité comme un donné. En 1992, la situation change radicalement et l'analyse est presque entièrement consacrée à la violence entre les groupes, bien que la Bosnie ne soit pas encore complètement touchée. En 1993, puis pendant toute l'année 1994 et 1995, la profondeur de l'analyse est nulle puisque seule l'avancée d'un groupe ethnique par rapport aux deux autres semble réellement faire l'objet d'une analyse. Puis très subitement, la boîte noire ethnique s'ouvre en 1996 pour laisser place de nouveau à une analyse comparée riche, sensible aux divisions intra-groupes, aux conflits élites-masses, ainsi qu'à la variation des répertoires violents et non-violents.

Si une telle simplification de l'analyse sur la BiH, au sein des sources analysées, soulève d'importantes questions quant à l'impact d'une telle vision sur les politiques concrètes des intervenants, il est encore plus navrant de noter que pareille variation de la profondeur de l'analyse s'observe aussi, au-delà de nos sources, dans la littérature purement scientifique sur le conflit. Ainsi, des années 1980 à l'année 1991, l'analyse typique réalisée en science politique sur la Yougoslavie en est une de « soviétologie », dont le travail le plus influent est sans doute l'article de 1986 de Stephen Burg, intitulé "Elite Conflict in Post-Tito Yugoslavia". L'article note la dégradation de la situation économique en Yougoslavie et la lutte intense au sein de la LCY entre les franges réformistes et conservatrices, lutte se doublant d'une opposition similaire au sein de chaque ligue communiste républicaine.

Or dès 1992 on note une simplification à outrance du conflit bosniaque autour du concept de groupe ethnique, promu dorénavant au titre d'unité d'analyse. Parmi la multitude d'études pouvant être citées, retenons celles de Mearsheimer et Pape (1993), Kaufman (1996) et Slack et Doyon (2001). Mearsheimer défend une position selon laquelle les groupes ethniques en BiH, si leur existence était discutable avant le début du conflit, constituent en 1993 l'unique unité d'analyse pertinente à une analyse de la situation. Le transfert de population, note Mearsheimer, est un fait, et la seule question est de savoir s'il sera violent ou non (Mearsheimer 1993, 24). Même les Musulmans, s'ils défendaient peut-être à l'origine une Bosnie multiethnique, ne peuvent aujourd'hui que rejeter cette option, au vu des souffrances passées (p. 24). L'objectif est donc de constituer trois États ethniquement homogènes en divisant la BiH, puis d'armer les trois nouveaux États de façon à ce qu'un équilibre de la puissance vienne stabiliser le dilemme de sécurité interethnique.

Kaufmann (1996) dans un article portant sur les solutions possibles et impossibles aux conflits ethniques, dont celui en Bosnie, note à la suite de Mearsheimer que l'identification de la loyauté, au sein de tels conflits, est bien plus simple à déterminer que dans des conflits idéologiques, puisque les identités ethniques sont jugées « dures » : « A consequence of the hardness of ethnic identities is that in ethnic wars assessing individual loyalties is much easier than in ideological conflicts » (Kaufmann 1996, 145). Et Kaufmann d'ajouter : "Competition to sway individual loyalties does not play an important role in ethnic civil wars because ethnic identities are fixed by birth (Kaufmann 1996, 140)". L'article de Kaufman, finalement, discute le concept de dilemme de sécurité ethnique, importé des

relations internationales, dans lequel chaque groupe ethnique doit s'armer ou songer à l'élimination de l'autre du fait de l'insécurité par rapport à sa propre survie.

L'article de Slack et Doyon (2001), finalement, observe la situation démographique ethnique dans chaque *opština* bosniaque afin de comparer la compétition interethnique et le déclin démographique serbe à l'incidence de violence, entre 1992 et 1995. Si les auteurs adoptent une position moins essentialiste que les deux précédents, en décomposant le tout « Bosnie » en une multitude de petites municipalités, le codage des catégories « Serbes » et « Musulmans » semble n'être pour eux qu'une formalité évidente. De plus, là où les auteurs concluent à une plus forte incidence de violence dans les municipalités où la compétition ethnique et le déclin démographique serbe étaient les plus élevés, on peut argumenter que la violence a justement frappé les communautés les plus multiethniques parce que l'expérience vécue de ces populations locales contredisait le plus radicalement le projet de reconfiguration de l'espace politique par les autorités de Belgrade et de Pale.

On peut ainsi noter, avec Charles King, qu'un certain mur intellectuel s'est érigé, quelque part dans les années 1990, entre d'une part ce qui est appelé un « conflit ethnique », ou de la « violence nationaliste », et d'autre part une longue lignée de travaux sur l'action collective, la sociologie politique et certaines sous-disciplines associées (King 2004, 433). King note aussi : « An almost obsessive concern with this variable [ethnic identity] also led to an overstatement of the differences between older, putatively ideological conflicts of the cold war period and allegedly « identity-based » conflicts that came after » (King 2004, 436). Visiblement, les trois articles mentionnés plus haut souffrent d'une telle obsession.

Comme le fait aussi remarquer Gagnon (2004, 197-198), il semble qu'un recyclage des principaux concepts du courant néoréaliste en relations internationales soit à l'œuvre dans l'analyse des Balkans au sein des études de sécurité, surtout après la disparition de la majorité des cas d'études de ce sous-champ à la suite de la guerre froide. Comme le note Gagnon, pour les tenants du néoréalisme, « (...) just as states face security threats from other states, so too ethnic groups are said to be threatened by other ethnic groups » (Gagnon 2004, 197). En d'autres termes, le néoréalisme ne semble pas être capable d'envisager une situation dans laquelle le conflit a justement comme objectif la production de différences identitaires (Gagnon 2004, 198). La section suivante examine maintenant l'effet de ces représentations sur les propositions de plans de paix faites aux belligérants.

Section 2 : Les plans de paix proposés par la communauté internationale

Cette section a pour objectif de voir comment les principales perceptions entretenues par les intervenants lors du conflit en BiH et identifiées à la section 1 de ce chapitre se retrouvent dans les plans de paix mis de l'avant par les intervenants à différentes phases du conflit. Bien entendu, notre objectif n'est pas de lier un des textes particuliers de la section précédente à une action particulière, mais plutôt de voir de quelle manière l'essentialisme ethnique identifié précédemment infuse de façon relativement constante les grandes lignes de ces plans. En ce sens, cette section s'intéresse au produit final du processus d'intervention (variable dépendante), produit influencé par le discours préalable des intervenants. D'entrée de jeu, l'absence de variation des présuppositions essentialistes des intervenants tranche avec la variation de la situation stratégique sur le terrain. Cette section analyse ainsi le premier plan pour la Bosnie (Plan Cutileiro, 1992), le plan de cantonalisation de la BiH (Plan Vance-Owen, 1992-93), la « réconciliation » croato-musulmane (Accords de Washington, 1994) et le plan mettant fin au conflit (Accords de Dayton, 1995).

1. Le Plan Cutileiro (Février-Avril 1992)

Le plan Cutileiro¹², du nom du Ministre des affaires étrangères portugais représentant la CE au sein des négociations sur la Bosnie, représente le premier grand plan de résolution du problème bosniaque par la communauté internationale. Se divisant en trois rondes du 14 février 1992 au 18 mars 1992, la négociation produit un accord de principe sur une nouvelle solution constitutionnelle pour la Bosnie-Herzégovine (*Statement of Principle of a New Constitutional Solution for Bosnia and Herzegovina*). La vie de ce projet de règlement du problème bosniaque prend fin le 23 mars 1992 alors que la délégation croate retire son support au plan. Quelques jours plus tard, Izetbegović revient sur sa décision d'accepter le Plan Cutileiro, ce qui donne la possibilité à Karadžić de faire la même chose, peu après, au nom du SDS.

¹² Le plan Cutileiro est aussi connu sous le nom de l'accord écrit signé par les trois délégations et la CE, *Statements of Principle of a New Constitutional Solution for Bosnia and Herzegovina* (ICFY 1992), ou encore comme l'Accord de la Villa Konak, du nom du lieu de la négociation à Sarajevo.

L'analyse du Plan Cutileiro, même succincte, est d'une grande importance pour comprendre l'approche de la CE à la résolution du problème bosniaque, puisque qu'il s'agit du premier plan mettant de l'avant le principe selon lequel l'État bosniaque serait constitué de régions nationales ethniques, regroupées dans une BiH aux frontières internationales intactes (Burg et Shoup 1999, 108). Selon la proposition de la CE mise de l'avant les 17 et 18 mars 1992, la BiH serait divisée en trois « unités constitutives », définies principalement en termes ethniques. Vers la mi-avril, alors qu'il était clair que le plan Cutileiro n'était déjà plus d'actualité, d'autres critères, tels l'histoire, la culture / éducation, les transports et les communications ainsi que la volonté des populations locales, furent inclus (Burg et Shoup 1999, 110). Selon Burg et Shoup (1999; 110), cette division constitue ni plus ni moins qu'un découpage ethnique de la BiH, basé sur la règle simple selon laquelle chaque *opština* serait donnée à une des trois communautés nationales sur la base de la majorité ou de la pluralité ethnique, en se conformant au recensement de 1991. Le résultat de ce plan, donc, est un assemblage de majorités ethniques locales ne formant pas de territoire contigu pour chacune des communautés.

Tant Campbell (1998, 128) que Burg et Shoup (1999, 110-111) reconnaissent que le plan Cutileiro est fortement ambiguë sur certaines questions divisant les délégations des partis nationaux, notamment la question de la police et des forces armées dans une Bosnie à plusieurs entités. Ces questions furent laissées à des négociations ultérieures. En revanche le texte de l'Accord de principe ne laisse pas de doute sur le fait que dès février 1992, la CE agit sur la base de la perception que ses seuls interlocuteurs sont des groupes ethniques. Cet état de chose ressort clairement de la section A de l'Accord de principe :

1. Bosnia and Herzegovina would be a state, composed of three constituent units, based on national principles taking into account economic, geographic and other criteria.
2. Bosnia and Herzegovina would continue to have its existing borders and neither the government of Bosnia and Herzegovina nor the governments of the constituent units will encourage or support claims to any part of its territory by neighbouring states.
3. Sovereignty resides in the citizens of the Muslim, Serb, and Croat nations and other nations and nationalities, who realize it through their civic participation in the constituent units and the central organs of the republic (ICFY 1992)

Le principe de la majorité ou de la pluralité ethnique au niveau local est aussi explicitement mis de l'avant à la section E (Unités constituantes) du document :

A working group will be established in order to define the territory of the constituent units based on national principles and taking into account economic, geographical and other criteria. A map based on the national absolute or relative majority in each municipality [opština] will be the basis of work in the working group, and will be subject only to amendments, justified by the above-mentioned criteria (ICFY 1992)

L'essence du document, comme le rappelle Campbell (1998, 129), réside dans le fait que la carte produite par la CE et proposée aux belligérants accepte, avant même la réponse de ces derniers, le principe selon lequel la BiH est adéquatement décrite par le recensement yougoslave de 1991, et que les acteurs, interlocuteurs et unités constituantes de la mosaïque bosniaque sont les groupes Croates, Musulmans et Serbes. La CE, d'une certaine façon, accepte le langage des parties en conflit et sa représentation essentialiste des identités : « This "mechanical division based on the crudest calculation of ethnic majorities" meant that the first peace proposal for Bosnia embodied [...] the very nexus between identity and territory on which the major protagonists also relied » (Campbell 1998, 129). Il est aussi important de rappeler que la proposition de l'accord de principe prend place avant l'éruption de violence massive, commençant selon la majorité des analystes le 6 avril 1992, avec l'entrée en action de la JNA et le début du siège de Sarajevo¹³. L'idée que la solution au problème bosniaque passe par une séparation physique des communautés nationales, principe essentialiste bien présent dans les textes analysés dans la première section, se retrouve donc déjà sur le terrain en mars 1992.

Bien qu'il ait été rejeté par les belligérants seulement quelques jours après sa naissance, le Plan Cutileiro n'en constitue pas moins un exemple représentatif de la vision du champ identité-ethnicité-violence tel que perçu par la communauté internationale. L'analyse du Plan Cutileiro nous permet aussi de voir qu'avant même le début du conflit (mars 1992), la lecture des événements sur le terrain faite par les intervenants est déjà bien différente de celle contenue dans le Plan Carrington de la CE¹⁴.

¹³ Burg et Shoup (1999, 119) rapportent toutefois des échanges armés intermittents dans l'Herzégovine entre des milices croates et la JNA lors de la dernière semaine de mars 1992. Le premier massacre de civils prend place quant à lui les 2 et 3 avril 1992, avec l'intervention de la Garde serbe, sous le commandement de Željko Ražnjatović (Arkan), qui traverse la Drina pour prendre d'assaut des municipalités bosniaques.

¹⁴ Le Plan Carrington (1991) constitue le plan d'ensemble pour gérer le problème yougoslave mis de l'avant par la CE tout au long de l'année 1991. Il est basé sur une reconnaissance des Républiques yougoslaves conditionnelle au respect des droits des minorités. Ce plan partage de nombreux points avec les travaux du comité légal de la CE dirigé par l'ex Président de la Cour constitutionnelle française, Robert Badinter.

2. Le Plan Vance-Owen (Octobre 1992-Mai 1993)

Mis de l'avant par un organe *ad hoc* des Nations-Unies, la Conférence internationale pour l'ex-Yougoslavie (ICFY), le Plan Vance-Owen, du nom des deux négociateurs en chef, représente la dernière tentative européenne et onusienne, avec le support américain, d'en arriver à une solution diplomatique du conflit en BiH. Dès octobre 1992, avec l'objectif de conserver une BiH aux frontières internationales intégrales, sans ouvrir la porte à un démembrement (Burg et Shoup 1999, 214), les négociateurs arrêtent leur choix sur l'option d'une BiH fédérale, basée sur 10 unités régionales (les « cantons »). Chacun de ces cantons donne une majorité absolue ou relative à un groupe ethnique. Pendant les trois premiers mois de 1993, d'après négociations prennent place entre les négociateurs et chacune des parties autour des trois pôles du plan : accords constitutionnels, découpage du territoire (carte) et accords militaires. Ces négociations furent rendues plus difficiles par l'éclatement de combats ouverts entre les autorités de Sarajevo et le HVO en Bosnie centrale. Les Croates et les Bosniaques en arrivèrent tout de même à un accord en mars 1993. Sous la pression combinée de la communauté internationale et de Belgrade elle-même, les autorités serbes de Bosnie demandent à leur Assemblée de voter sur le plan. Malgré des concessions territoriales et militaires supplémentaires¹⁵, l'Assemblée de la RS rejette le plan. Celui-ci fait finalement l'objet d'un référendum tenu à l'échelle des régions contrôlées par Pale, les 15 et 16 mai 1993, qui se solde par le rejet du plan (Burg et Shoup 1999, 249).

À première vue, le Plan Vance-Owen paraît verser beaucoup moins que ses prédécesseurs dans le déterminisme ethnique. Les clauses constitutionnelles du Plan ne font ainsi pas référence au lien entre ethnicité et territoire, comme le souhaiteraient les parties en conflit :

- (1) Bosnia and Herzegovina shall be a decentralized State, the Constitution shall recognize three constituent peoples, as well as a group of others, with most governmental functions carried out by its provinces.
- (2) The provinces shall not have any international legal personality and may not enter into agreements with Foreign States or with international organizations. (ICTY 1993, art. 1)

¹⁵ La nouvelle mouture du plan permet aux cantons d'établir des corridors d'accès avec d'autres cantons non-contigus. Elle assure de plus les Serbes de Bosnie qu'aucune autre force militaire, sauf la FORPRONU, n'occupera les territoires conquis par eux (Burg et Shoup 1999, 240).

Comme le fait remarquer Campbell (1998, 141), les négociateurs furent prudents en n'assignant aucune étiquette ethnique à chacun des cantons; seuls des numéros et des noms de lieux furent inscrits. Pourtant, si l'on s'arrête au discours public de Lord Owen, notamment dans un article examiné dans la section précédente (Owen 1993, 7), on constate que la division en cantons s'insère bel et bien dans une entreprise de reconfiguration du territoire par l'ethnicité. Cela est d'autant vrai que la structure constitutionnelle proposée au sein du Plan Vance-Owen remet aux autorités territoriales la majeure partie des compétences gouvernementales, incluant la police et les forces armées.

Au niveau fédéral, le Plan Vance-Owen accorde aussi une place centrale à la représentation par groupe ethnique, bien que parfois implicitement. Le Plan envisage ainsi un Parlement bicaméral, avec une chambre basse élue à la proportionnelle dans tous les pays, ainsi qu'une chambre haute nommée par les gouvernements provinciaux, eux-mêmes fondés sur une base ethnique (Burg et Shoup 1999, 217). La présidence serait de son côté formée de trois membres élus de chaque communauté (Burg et Shoup 1999, 220). Le Plan envisage finalement la création de trois cours basées elles aussi sur des principes de représentation par groupe ethnique : 1) Une cour des droits de l'Homme, comprenant une majorité de juges internationaux ainsi qu'un nombre égal de juges pour chaque groupe, 2) Un comité de quatre ombudsmans (un pour chaque groupe : Serbes, Croates, Musulmans et « autres »), ainsi qu'une cour constitutionnelle dont la composition suit celle de la cour des droits de l'Homme.

Pour faciliter l'adoption du Plan par le SDS, les négociateurs assurèrent aussi ce dernier que les forces militaires ou policières des deux autres communautés n'entreraient pas dans le territoire conquis puis délaissé par les Serbes de Bosnie. Cette tâche serait confiée à la FORPRONU. Le résultat, comme le rappelle Burg et Shoup, aurait été similaire à celui obtenu en Croatie lors de l'intervention des casques bleus : une neutralisation par l'ONU des territoires acquis par les Serbes, qui d'une part empêche sa réintégration dans le territoire national, et qui d'autre part laisse intacte la structure d'autorité civile imposée par le SDS après la phase de nettoyage ethnique (Burg et Shoup 1999, 244-45)

Ainsi, comme le rappelle Campbell (1998, 136), le Plan Vance-Owen est déchiré par la tension entre deux principes que la communauté internationale semble ne pas pouvoir départager : l'impératif de la non-reconnaissance des conquêtes par la force (internes ou

externes), ainsi que la nécessité *perçue* de satisfaire aux demandes ethniques d'au moins deux des belligérants. Même avec 10 cantons, il semble impossible de réaliser l'homogénéité ethnique locale sans acquiescer au nettoyage ethnique, comme le reconnaît Lord Owen lui-même (Owen 1992, dans Campbell 1998, 136). De façon moins évidente que le Plan Cutileiro, le Plan Vance-Owen essentialise tout de même l'identité ethnique, avant tout au niveau régional et local, en s'assurant que l'essentiel des fonctions régaliennes de l'État bosniaque soit exercées par des entités elles-mêmes ethniquement constituées. Cet état de fait est rendu encore plus difficile par le fait que la structure en 10 cantons laisse 43% des Serbes de Bosnie, 30% des Musulmans (excluant Sarajevo) et 37% des Croates de Bosnie en dehors de leurs « majorités nationales » (Campbell 1998, 140).

3. Les Accords de Washington (Mars 1994)

Les Accords de Washington, signés entre le gouvernement bosniaque, le HDZ-BH et la République croate, constituent une modification profonde de la donne diplomatique, notamment par l'arrivée des États-Unis comme moteur de l'action de la communauté internationale. À la suite d'une revue de la politique balkanique de l'administration précédente, l'administration Clinton opte pour une collaboration accrue avec les forces croates, tant en Croatie qu'en Bosnie, élues au rang de levier stratégique en vue de briser le cul-de-sac militaire s'éternisant depuis l'été 1992 (Lukić 2003, 289-290). Cette nouvelle donne diplomatique passe par la réconciliation entre les autorités de Sarajevo, Zagreb et Mostar, engagés dans leur propre conflit pour le contrôle de la Bosnie centrale et de l'Herzégovine depuis le printemps de 1993. Débutées en février 1994, les négociations entre l'envoyé spécial américain et les parties croates et bosniaques aboutissent en mars 1994, suivi d'accords supplémentaires négociés à Vienne, au début de mai 1994, menant à la création de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, elle-même divisée en cantons délimités sur la base de majorités ethniques, à la manière du Plan Vance-Owen (Campbell 1998, 150-151). Les Accords de Washington laissent finalement ouverte la possibilité de la création d'une entité serbe, unie à la Fédération bosniaque-croate sous un cadre fédéral décentralisé.

Les Accords de Washington se démarquent certes par leur volonté de rompre avec les demandes maximalistes du SDS (constitution d'une République serbe indépendante), mais ils

s'insèrent néanmoins dans une anthropologie politique essentialisant elle aussi l'ethnicité. Pour les USA, note Campbell (1998, 150)., il n'existe en BiH qu'une ethnie dominante (musulmane), ainsi qu'un certain nombre de grandes et de petites minorités. Cette vision s'observe notamment par la volonté des USA de travailler directement avec les autorités de Sarajevo et de limiter leurs contacts avec Pale. Celle-ci s'observe aussi dans la modification du terme utilisé par les Accords pour désigner les autorités de Sarajevo. On passe ainsi de l'étiquette « Musulman » à l'étiquette « Bosniaque¹⁶ » auparavant considérée comme l'appellation civique reliée à la résidence sur le territoire de la BiH. Ainsi, en fusionnant les termes « Musulman » et « Bosniaque », les Accords de Washington scellent la nature ethnique des futurs arrangements constitutionnels en BiH en modifiant le contenu d'une catégorie auparavant civique. Ce phénomène s'observe dans les deux premiers articles des Accords :

Article 1:

(1) Bosniacs and Croats, as constituent peoples (along with others) and citizens of the Republic of Bosnia and Herzegovina, in the exercise of their sovereign rights, transform the internal structure of the territories with a majority of Bosniac and Croat populations in the Republic of Bosnia and Herzegovina into a federation, which is composed of federal units with equal rights and responsibilities.

(2) Decisions on the constitutional status of the territories of the Republic of Bosnia and Herzegovina with a majority of Serb population shall be made in the course of negotiations toward a peaceful settlement and at the ICFY (Bosnia and Herzegovina 1994, 744).

L'essentialisme ethnique des Accords de Washington a été souligné, note David Campbell, par le Conseil civique serbe (1998, 151), une organisation serbe basée à Sarajevo s'opposant au démembrement de la BiH. Le Conseil note ainsi que le texte de l'Accord, surtout l'article 1, paragraphe 2, contient implicitement l'idée que les Serbes ne pourront exercer la plénitude de leurs droits qu'en se constituant en entité territoriale ethnique, sans considération pour les Serbes restés du côté de la Fédération.

En fait, les Accords de Washington s'abreuvent à deux manifestations d'essentialisme distinctes mais se rejoignant au niveau du principe et des effets. La division en cantons de la fédération musulmano-croate, d'une part, suit la logique du Plan Vance-Owen, en assignant au niveau cantonal la part du lion des pouvoirs de l'État bosniaque. Sans nommer les cantons

¹⁶ En Anglais « *Bosniac* », du Serbo-croate « *Bošnjak* »

ethniquement, le Plan se base néanmoins sur la même mathématique ethnique¹⁷ pour effectuer le découpage de la carte (Campbell 1998, 151). Mais la logique de division en trois républiques, présente dans le très décrié plan du Groupe de Contact¹⁸ (été 1993), soit la division en trois républiques unitaires dans un mode confédéral, est aussi présente par le fait que la partie serbe est assignée à sa propre entité territoriale homogène, dont seule l'étendue territoriale demeure en suspens. Le fait que les cantons de la Fédération sont aussi autorisés à établir des organes intermédiaires, sur une base nationale, renforce l'idée d'une division en trois parties (Campbell 1998, 151).

4. Les Accords de Dayton (Novembre-Décembre 1995)

La situation stratégique dans laquelle se trouvent les belligérants et la communauté internationale à l'automne 1995 est profondément altérée par un certain nombre de développements dans le conflit. Depuis l'été 1995, à la suite de bombardements intenses et soutenus de l'OTAN contre les forces de la VRS¹⁹, ainsi qu'une avancée marquée des forces croates et, dans une moindre mesure, bosniaques (Campbell 1998, 154), la VRS se trouve dans une situation beaucoup plus défavorable que par le passé, surtout que le support de Belgrade se fait de plus en plus conditionnel à une conclusion rapide des hostilités. Alors que toutes les négociations précédentes se sont effectuées lorsque le SDS contrôlait au moins deux tiers du territoire bosniaque, les Accords de Dayton prennent place alors que ces derniers n'en contrôlent qu'un peu moins de 50% (Burg et Shoup 1999, 363). Les discussions, entamées à Genève, le 8 septembre 1995 et se poursuivant le 26 septembre à New-York, se transforment finalement en un marathon de négociations à huis clos, entre les présidents bosniaques (Izetbegović), croates (Tuđman) et serbes²⁰ (Milošević) et le négociateur en chef américain Richard Holbrooke sur la base Wright-Patterson, à Dayton,

¹⁷ Majorités ethniques absolues ou relatives, selon le recensement de 1991.

¹⁸ Le Plan du Groupe de Contact (États-Unis, Russie, CE, ONU, OTAN), aussi souvent appelé à tort Plan Vance-Stoltenberg, émerge à l'été 1993 et « prend acte » de la division des belligérants en trois groupes irréconciliables, d'où la proposition d'une division tripartite de la BiH.

¹⁹ À l'été 1995, l'Armée croate lance une opération militaire contre la République autoproclamée de Krajina (capitale Knin) et pénètre en BiH. De son côté, après les événements de Srebrenica, l'OTAN reprend son offensive aérienne contre l'artillerie lourde de la VRS, ses réseaux de communication et sa défense anti-aérienne.

²⁰ Milošević agit alors à titre de Président de la République de Serbie, ainsi qu'à titre de négociateur délégué des autorités de la RS.

Ohio, du 1^{er} au 21 novembre 1995. Ces accords seront officialisés à Paris, le 14 décembre 1995 et mettent fin au conflit en BiH.

Comme le note Campbell (1998, 154), si la situation stratégique de l'automne 1995 est profondément altérée par des développements propres aux combattants et aux forces d'intervention, les présuppositions politiques sur lesquelles se base l'action de la communauté internationale, et au premier chef les États-Unis, demeurent étonnamment stables. Les éléments distinctifs des trois dernières rondes de négociation se maintiennent ainsi au cœur des Accords de Dayton. David Owen, l'ex-négociateur du ICTY et promoteur du Plan Vance-Owen, note ainsi que l'action militaire de l'OTAN à l'été 1995 et son appui limité aux offensives croates et bosniaques semble confirmer l'idée que la décision de maintenir les belligérants dans une configuration territoriale 51 :49, déjà présente dans les plans précédents, avait fait l'objet d'une décision avant le début des bombardements²¹. Ainsi, on peut se demander pourquoi l'OTAN n'a pas permis la continuation des offensives croates, mais surtout bosniaques, au-delà du ratio territorial 51 :49. En somme, les intervenants désiraient amener une *Republika Srpska* affaiblie à négocier, mais ne pas remettre en question le statut de partie légitime de cette dernière. Le méta-narratif de conflit ethnique imprimé au conflit bosniaque est donc bien présent chez les intervenants alors que s'amorcent les négociations de Dayton.

L'accord produit à Dayton est un document imposant composé d'un accord général de 11 articles, eux-mêmes reliés à 11 annexes portant sur des questions spécifiques et constituant un accord entre trois parties : Le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine (sujet de droit international) et ses deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine (fédération musulmane-croate) et la *Republika Srpska* (république serbe). Si les rapports de presse provenant de Dayton laissent entendre que la négociation sur la « carte » a fait l'objet des négociations les plus âpres, renforçant l'image d'une guerre civile, Burg et Shoup (1999, 362) notent que celle-ci s'est déroulée plutôt bien, étant donné que le tracé de Dayton correspond en général avec la ligne de front *de facto* issue du cessez-le-feu du 5 octobre 1995. Il ne s'agissait en fait que de déterminer de façon précise le tracé de la future IEBL

²¹ Owen note ainsi que les avions serbes contre-attaquant les offensives croates et bosniaques n'ont pas été abattus, comme l'exigeait pourtant l'interdiction de l'espace aérien bosniaque (Owen, dans Campbell 1998, 154).

(Inter-Entity Boundary Line), avec toutefois des points d'achoppements majeurs sur la question des faubourgs de Sarajevo.

Là où les négociations se firent plus intenses, c'est surtout au sujet des questions constitutionnelles et militaires, entre les positions centralisatrices des autorités de Sarajevo et les demandes de partition et de décentralisation des parties croates et serbes. Les dispositions constitutionnelles de l'Accord général reconnaissent ainsi la BiH comme un État décentralisé, composé de deux entités (RS et Fédération de BiH). La constitution reconnaît aussi le droit aux entités d'entretenir des relations parallèles spéciales avec des États voisins [art. III.2(a)]. Burg et Shoup (1999) notent que la constitution issue de Dayton fait des concessions politiques au SDS que les négociateurs américains n'étaient même pas prêts à envisager un an plus tôt, soit un statut formel égal à celui de la Fédération :

The Serb Republic was an equal signatory to the agreements on the military, regional stabilization, the inter-entity boundary, elections, the constitution, arbitration, human rights, refugees, monuments, public corporations, civilian implementation and the international police task force. It was excluded only from the general framework and in the initiating agreements, which constituted a tripartite agreement among Croatia, the (soon-to-be-former) Republic of Bosnia-Herzegovina and Yugoslavia. Thus, while, the Bosnian Serbs had been dominated by Milošević at Dayton, the Bosnian Serb Republic and its leadership gained enhanced formal legal status in the post-Dayton environment (Burg et Shoup 1999, 367).

La distribution des compétences entre les entités (ethniquement constituées) et le gouvernement central renforce l'idée de partition du pays. Ce dernier conserve les compétences tournées vers l'extérieur, comme les affaires étrangères, l'immigration, le commerce international et les douanes [art. III.1]. Mais toutes les autres activités, notamment les points critiques de la défense et de la sécurité intérieure, passent aux mains des entités. Si la structure constitutionnelle du législatif et de l'exécutif donne l'impression de suivre les enseignements des théories conventionnelles de la gestion post-conflit ethnique, la construction de ces institutions n'encourage pas la coopération interethnique (Burg et Shoup 1999, 368). La Chambre haute du Parlement bosniaque (Chambre des peuples) est ainsi composée de 15 délégués, cinq pour chaque ethnie, nommés par les assemblées des entités [art.IV]. Sont ainsi exclus tous représentants se réclamant d'identités alternatives. Le quorum est établi à neuf membres, dont trois de chaque ethnie. Trois délégués peuvent ainsi bloquer le fonctionnement de la chambre. La chambre basse (Chambre des représentants), compte 42 membres, dont 28 de la Fédération et 14 de la RS. Ici, aucune affiliation ethnique n'est

requis, mais le découpage des entités assure des concentrations ethniques pour chaque groupe. La présidence, finalement, est composée de trois individus, dont deux (croates et musulmans) sont élus dans la Fédération, et l'autre (serbe) dans la RS [art.V]. Pour ces trois institutions, le ou les représentants de chaque ethnie sont autorisés à déclarer un projet de loi ou un décret comme « destructeur d'un intérêt vital » [art.IV.3(e)] d'un des groupes. Ainsi, à tous les niveaux, l'ethnicité est institutionnalisée en tant que base de l'identité politique, de la représentation et de la prise de décision (Burg et Shoup 1999, 370)

Si les Accords de Dayton peuvent en surface donner l'impression d'une plus grande intégration des communautés croates et musulmanes, du moins au sein de la Fédération, cette impression se dissout elle aussi rapidement. Ainsi, l'accord croate-bosniaque du 9 novembre 1995, intégré aux Accords de Dayton, maintient la structure en cantons ethniquement définis présente dans les Accords de Washington, tout en transférant la plupart des compétences jusqu'à maintenant détenues par l'État bosniaque vers le gouvernement de la Fédération (entité). La Fédération obtient ainsi le contrôle de la défense, des affaires internes, de la justice, des finances, du commerce interne, de l'éducation et de la santé publique. Comme le notent Burg et Shoup (1999, 374): « This formulation effectively excluded the central government of Bosnia-Herzegovina from any role in the internal affairs of that half of its own state ». La Fédération compte même deux capitales, Sarajevo et Mostar, satisfaisant ainsi partiellement des demandes du HDZ-BH pour un État croate autonome au sein de la BiH. La partition bipartite qui s'observe rapidement à la lecture des cartes et du texte de Dayton en cache ainsi une autre, tripartite cette fois.

Sur la question militaire, les Accords de Dayton concèdent des points importants à la RS, et dans une moindre mesure, au HDZ. L'entité serbe conserve dans sa totalité le contrôle sur la VRS, dont la possession de matériel lourd est toutefois limitée par l'annexe portant sur la réduction des forces armées. Le HDZ conserve aussi le contrôle du HVO, bien que celui-ci se voit sur papier intégré aux forces de défense de la Fédération. Mais comme le notent Burg et Shoup (1999, 379), la partie croate n'est pas intéressée par une fusion de ses forces avec l'ARBiH. Les cantons croates restent donc sous contrôle du HVO, alors que les cantons musulmans sont patrouillés par ceux de l'ARBiH. L'étude la plus récente sur la tentative de l'Office du Haut-Représentant de la communauté internationale de fusionner les forces des trois communautés montre que ce dernier a conservé les présuppositions ethniques propres

aux plans de paix en d'une part fusionnant la VRS et le HVO au sein de l'ARBiH, mais d'autre part en conservant une structure de brigade exclusivement ethnique (Licklider 2009). Au lieu de privilégier une intégration sur une base individuelle, le Haut-Représentant a opté pour une intégration par unité combattante, dont Licklider remet en cause les chances de succès à long terme.

Au sujet du retour des réfugiés (annexe 7 des Accords de Dayton), jugé critique à la reconstruction d'une Bosnie multiethnique, il semble finalement que l'IEBL, sur papier une simple ligne administrative, se révèle être en pratique une véritable frontière nuisant au retour des réfugiés dans un contexte minoritaire (O Tuathail et Dahlman 2004, 145). L'annexe 7 des Accords (O Tuathail et Dahlman 2006, 146) « (...) is at the heart of a contradiction in the DPA, that, on the one hand, rhetorically promises to reverse ethnic cleansing while, on the other hand, legitimizes ethno-political entities and assemblies constructed from the results of ethnic cleansing ». Dans la première année suivant la fin des hostilités, 250 000 réfugiés sont revenus en BiH, mais seulement 45 523, selon les chiffres du HCR (O Tuathail et Dahlman 2004, 147) l'ont fait vers l'entité où ils sont une minorité. Le nombre de retour en situation minoritaire décline ensuite encore pendant trois ans. Jusqu'en 1999, on peut parler d'un manque de sécurité au sein des entités alors que la SFOR²² se concentre surtout sur la séparation des groupes combattants et non sur la protection des réfugiés. Si cette tendance s'inverse à partir de 1999, à la faveur de changements en Croatie et en Serbie, il semble que les partis nationalistes utilisent maintenant les projets de privatisations d'entreprises et de complexes de logement au sein de réseaux de patronage pour compléter la réingénierie ethnique de leur territoire (O Tuathail et Dahlman 2004, 150-151).

²² La SFOR, la Force de stabilisation de l'OTAN, veille à l'application des clauses militaires des Accords de Dayton. Elle a été remplacée en 2004 par l'EUFOR, une force plus petite de l'Union européenne. Le retrait de toutes les forces étrangères est maintenant à l'ordre du jour en BiH.

CHAPITRE III : LES FAIBLESSES ANALYTIQUES DE L'ESSENTIALISME

L'objectif n'est pas ici de présenter une description en détail des 18 mois de transition et des quatre ans de guerre en Bosnie-Herzégovine. Cette tâche a été largement remplie par un certain nombre de monographies couvrant l'ensemble des événements en BiH de 1990 à 1995²³. Plutôt, à la suite des éléments présentés au chapitre II, il s'agit ici d'apporter certains contre-arguments afin de présenter les contours d'une réinterprétation des événements discutés dans nos sources primaires, réinterprétation qui remet en cause la vision essentialiste de la CE et des États-Unis de la trajectoire politique récente de la BiH. Loin de vouloir présenter une interprétation « contrefactuelle » ou de vouloir juger la valeur normative des perceptions se dégageant du chapitre II, il s'agit plutôt d'identifier un certain nombre d'écueils analytiques inhérents à une vision essentialiste du conflit en BiH et de bonifier certaines des observations déjà faites au chapitre précédent. En cela, nous cherchons simplement à problématiser la vision de la communauté internationale sur la nature et les agissements des belligérants, en vue d'une meilleure compréhension de la BiH post-Dayton.

Section 1 : Une transition bosniaque (1990-1992)

Parler d'une transition de régime en Bosnie-Herzégovine, à la suite de l'échec du dernier Congrès de la Ligue des Communistes de Yougoslavie (SKJ) est en soi un exercice contesté mais essentiel à la remise en contexte de l'éclatement de violence dans cette ex-République yougoslave. Essentiel, d'abord, puisque les analyses essentialisant l'ethnicité, comme celles présentées au chapitre II, que ce soit dans leur version primordialiste ou instrumentaliste, tendent à mettre de côté les presque 18 mois de débats politiques s'étendant de la première élection en BiH, en novembre 1990 à l'éclatement de violence soutenue en avril 1992. Comme l'a noté Campbell (1998a; 1998b), cette période est généralement soit mise de côté presque entièrement, sauf ses épisodes violents, soit reléguée à une phase de mobilisation

²³ Voir notamment l'ouvrage fondamental de Susan Woodward, *Balkan Tragedy* (1995). *The War in Bosnia-Herzegovina : Ethnic Conflict and International Intervention* (1999), de Steven L. Burg et Paul S. Shoup, représente l'ouvrage le plus complet sur la guerre en BiH, et le seul traitant exclusivement du conflit bosniaque. Dans le monde francophone, l'ouvrage le plus complet est *L'Agonie yougoslave* (2003), de Renéo Lukić, couvrant l'ensemble de la désintégration yougoslave jusqu'en 2003.

rapide des masses par les leaders « ethniques », prisonnière d'une analyse téléologique voyant *a posteriori* l'éclatement de la guerre comme inévitable. D'où la nécessité de souligner la contingence des événements de 1990-92 à une politique délibérée de certaines élites conservatrices de maintenir leur accès au pouvoir à travers l'imposition de violence.

1.1 Un schisme au sein de l'élite communiste

En 1986, six ans après la mort de Tito, la Yougoslavie en entier traverse une grave crise économique, sociale et politique. Alors qu'*a posteriori* on y voit déjà l'expression d'une guerre ethnique larvée, le plus éminent spécialiste de la région, le politologue Steven L. Burg (1986, 170) rapporte alors que la crise, fondamentalement, en est une de performance économique et institutionnelle. Le difficile agencement interethnique entre les Républiques et au sein de la République serbe, entre Belgrade et les régions autonomes, est plutôt un donné de l'histoire yougoslave, communiste ou non, qui n'explique donc pas le sentiment de crise propre à la décennie 1980-90. Depuis 1979, rapporte Burg (1986, 173-174), la Yougoslavie, et particulièrement ses républiques centrales et méridionales, dont la Bosnie-Herzégovine, sont en crise économique, avec une hausse effarante de l'inflation, une diminution de 30% du revenu réel entre 1979 et 1984, ainsi qu'une explosion du service de la dette internationale. L'adoption, en juillet 1983, du *Plan à long terme de stabilisation économique*, par le Comité central de la SKH, signale l'ouverture de réformes majeures d'inspiration libérale, tant dans le domaine politique qu'économique. Ces réformes placent la SKH bien en avance sur la plupart des partis communistes dans le bloc soviétique.

Le débat autour du plan permet aussi d'identifier trois groupes opposés au sein de la SKH. Burg (1986, 187-188) distingue trois tendances majeures au sein du Parti, surtout au niveau fédéral, mais aussi dans la plupart des Ligues communistes républicaines : les « conservateurs idéologiques » favorisent une politique centralisatrice, de concert avec la JNA, et s'opposent aux ouvertures politiques et économiques proposées par un deuxième camp, les « réformateurs libéraux », surtout localisés au sein de la Ligue des Communistes de Serbie. Les « confédéralistes », finalement, regroupent les représentants des Ligues communistes républicaines cherchant à accroître leur autonomie politique face au centre. Fait intéressant, il semble pour Burg inapproprié de parler d'une lutte ethnique au sein de la SKJ.

Avant tout, le programme des « confédéralistes » se base sur des revendications d'autonomie républicaine, donc territoriale, et non essentiellement ethnique, puisque ces Ligues républicaines, avant tout en BiH mais aussi en Croatie, sont souvent fortement multiethniques (Burg 1986, 186). La Ligue des Communistes de Bosnie-Herzégovine entre selon Burg à la fois dans la catégorie « conservatrice » et « confédéraliste ». Alors qu'approche la dissolution du bloc soviétique, la Yougoslavie, et donc la Bosnie, vivent une situation de schisme au sein du parti unique, processus bien connu des analyses transitologistes justement mises de côté dans le cas de la Bosnie (O'Donnell et Schmitter 1986, 15-17).

1.2. Élections et accord fragile

L'année 1990 amène une profonde modification de la situation politique en BiH. À la suite de l'échec retentissant du XIV^{ème} Congrès extraordinaire de la SKJ²⁴ et de la paralysie des institutions fédérales, dont la Présidence collective et le Comité central du Parti, le leadership communiste de BiH, prenant acte des développements dans toutes les autres républiques, autorise la tenue d'élections libres pour novembre 1990.

Tableau 3.1: Résultats électoraux de l'élection de novembre 1990 et répartition des nationalités au dernier recensement yougoslave (1991)

Parti	% de sièges dans la Chambre des citoyens (proportionnelle)	% des sièges dans la Chambre des municipalités (MUT)	Nationalité	% de la population
SDA (Musulman)	33,1	39,1	Musulmane	43,7
SDS (Serbe)	26,2	33,6	Serbe	31,4
HDZ-BH (Croate)	16,2	21,8	Croate	17,3
SK-SDP (Ex-communistes)	11,5	3,64	Yougoslave	5,5
SRSJ (Réformistes)	9,2	0,9	Autre	n.a

Tiré de Burg (1997, 133) et Burg et Shoup (1999, 54)

²⁴ Le XIV^{ème} Congrès extraordinaire de la SKJ, qui s'ouvre à Belgrade le 20 janvier 1990 à la demande des communistes serbes voit la délégation slovène, suivie de celle de la Croatie, quitter la salle. Malgré ces deux défections, le programme centralisateur défendu par Milošević n'est pas adopté et le Congrès ajourne ses travaux *sine die* le 23 janvier. Il s'agit pour Lukić (2003, 130) du « grand tournant de la politique yougoslave ».

Quelques grandes lignes des résultats électoraux sont présentées au tableau 3.1. On a souvent avancé le fait que les résultats électoraux des trois partis « nationalistes » (SDA, Alija Izetbegović; SDS, Radovan Karadžić; HDZ, Stjepan Kljuić), semblent correspondre assez nettement à la répartition nationale de la population au recensement de 1991. Un examen des résultats dans chacune des deux chambres du Parlement bosniaque, en revanche, vient nuancer cet argument. Comme le notent Burg (1997, 130-131) et Mueller (2000, 45), le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour (MUIT) imposé par les autorités communistes sortantes pour l'élection d'une des chambres favorisa grandement les partis nationalistes en empêchant l'agrégation du vote libéral ou yougoslave à l'échelle républicaine. Ainsi, la pondération des partis nationalistes est beaucoup plus forte dans la Chambre des municipalités, élue au MUIT, que dans la Chambre des citoyens (proportionnelle). Les partis multinationaux, avant tout les communistes réformés (SK-SDP) et l'antenne bosniaque du réformateur fédéral Ante Marković (SRSJ) obtinrent de bien meilleurs résultats dans la chambre élue à la proportionnelle. On voit au tableau 3.1 que le vote combiné des ex-communistes et des réformateurs, dans la Chambre des citoyens, est plus élevé que celui du HDZ. Le taux de bulletins de votes rejetés varie aussi entre 21% et 27% dans tous les sept grands districts électoraux, signe de possibles fraudes électorales ayant joués contre les partis multinationaux (Burg 1997, 131). L'élection à la présidence collective, finalement, produit des résultats « nationaux » prévisibles, puisque les règles électorales exigeaient de l'électeur le choix de sept représentants, dont deux pour chaque communauté nationale. À l'instar de Gagnon (2004, 199), il semble déjà possible à ce point de questionner l'idée selon laquelle les électeurs bosniaques « votèrent pour se battre ».

Mais peut-être encore plus important est l'argument selon lequel les forts résultats obtenus par les trois partis « nationalistes », encore que ceux-ci doivent être distingués les uns des autres, ne sont pas l'expression directe de sentiments violents entre les communautés. En effet, comme le montre Gagnon (2004, 46-51), le SDA, le SDS et le HDZ-BH mirent l'accent, durant la campagne, sur la protection culturelle de leur groupe, remise en question selon eux sous la période communiste. Le discours des trois partis prônait la coopération intercommunautaire et le besoin de réformes économiques face à la crise. Cette stratégie est quasi identique à celle employée par le HDZ (Tuđman) et le SPS (Milošević) en

Serbie et en Croatie face à des adversaires libéraux, d'un côté, et ultranationalistes, de l'autre (Gagnon 2004, 46-47). Aucun des trois partis ne remet en question l'intégrité territoriale de la BiH. Après plus de 40 ans d'un régime communiste ayant lui-même construit les catégories d'identités utilisées lors de l'élection de 1990, ainsi qu'une tradition de proximité, de coopération mais non d'ethnosynthèse²⁵, il semble compréhensible que les électeurs aient reproduit ces identifications lors de l'élection. Cette identification n'explique toutefois en rien la violence politique qui s'ensuit.

Il semble ainsi que le résultat de l'élection de novembre 1990 ait été bien plus une claire sanction du règne communiste passé qu'une expression de la violence à venir. Ainsi, dès novembre 1990, le SDA, le SDS et le HDZ-BH entrent dans un gouvernement de coalition avec Alija Izetbegović comme président de la présidence collective. Burg (1997, 135) rapporte que la coalition ne fût jamais parfaitement fonctionnelle, surtout dans le sens où chaque parti développa son monopole sur certains ministères, dans le but de développer son système de récompenses par patronage. Seul le ministère de l'intérieur (forces de sécurité, Défense territoriale, police) fit l'objet d'une direction commune, avec comme effet la paralysie de ce ministère au niveau républicain, ouvrant la porte à l'autonomisation des forces de sécurité locales. Le gouvernement de coalition fût toutefois capable de présenter une position cohérente lors des négociations constitutionnelles sur l'avenir de la fédération au printemps 1991. Le point, ici, est qu'il est erroné de parler de la mort du politique dès l'élection de novembre 1990, à la manière des ouvrages essentialisant l'ethnicité.

1.3. La désintégration

La désintégration de l'autorité politique en BiH se produit ainsi plus tard qu'initialement imaginée et elle passe avant tout par les élites locales et régionales serbes et croates, ainsi que par l'intrusion de Belgrade dans les affaires bosniaques. Selon Sabrina P. Ramet (1996, 42), la JNA commence dès octobre 1990, soit un mois avant l'élection de

²⁵ La tradition bosniaque du *Komšilik*, ou « bon voisinage », notent les anthropologues, est faite de cohabitation, de coopération et de grande proximité, mais pas d'intégration complète ou d'ethnosynthèse. En contexte urbain, ce phénomène peut prendre la forme d'un multiculturalisme au sein des mêmes blocs d'appartements, ou en contexte rural, celui d'une proximité entre les habitations des différentes communautés au sein des mêmes villages. Voir notamment Bougarel (1996, 81-87), Donia et Fine (1994) et Bringa (1995, 12-37)

novembre 1990, à armer certains groupes paramilitaires serbes dans les régions rurales où ils forment une pluralité. Selon Donia et Fine (1994, 229), en avril 1991, bien avant la déclaration de souveraineté par le Parlement bosniaque (sans le SDS), 14 *opštine* à pluralité serbe se constituent en « Communauté municipale de la Krajina bosniaque », refusant dès lors le contrôle de Sarajevo, sur le modèle du SDS dans la Krajina croate. Initialement restreint à la Krajina bosniaque, le phénomène s'étend ensuite aux régions limitrophes de la Drina, sur la frontière serbe (Lukić 2003, 208). À la fin d'avril 1991, la Krajina bosniaque se dote déjà de son propre parlement indépendant de Sarajevo. En septembre 1991, ce sont finalement quatre régions autonomes serbes qui échappent au contrôle de Sarajevo (Campbell 1998, 58-59). La désintégration dans les communes revendiquées par le SDS s'accompagne vers la fin 1991 par des déclarations similaires visant des « entités autonomes croates », notamment dans la région de Posavina (12 novembre 1991) et dans l'Herzégovine occidentale, devenue *Herceg-Bosna* (18 novembre 1991).

Susan Woodward a qualifié le phénomène ci-haut de « désintégration de la sécurité interne et de l'ordre civil » (Woodward 1995, 251). En effet, avec la paralysie du ministère de l'intérieur bosniaque, la tolérance et l'encouragement de la JNA pour les milices locales, ainsi que la fracture du lien hiérarchique entre les *opštine* et le gouvernement de Sarajevo, de petits groupes d'officiels locaux, de policiers et de commandants de la Défense territoriale s'emparent des leviers de contrôle local et refusent l'autorité du gouvernement central. Avec le relâchement du contrôle policier, note Woodward, on observe aussi une circulation massive d'armes illégales et une réapparition en force du crime organisé (1995, 254). C'est ici, et non dès le début de 1990, que la trajectoire politique bosniaque prend une tangente bien différente de celle des autres démocraties populaires de l'Europe centrale et orientale. Linz et Stepan (1996, 16-17) réfèrent au phénomène mentionné par Woodward comme le problème « d'étaticité » (*stateness*), signifiant que les contours institutionnels et constitutionnels d'un État sont remis en cause, et non seulement son régime politique. En d'autres termes, l'État bosniaque de 1991 est un « État faible » dont les organes de sécurité ne peuvent assurer l'intégrité. Avec l'aide de la JNA, donc, de petits groupes locaux purent s'organiser en milices plus ou moins liées au SDS ou à d'autres forces politiques serbes, des forces policières se convertirent en milices et des officiers de la Défense territoriale mirent leurs forces à la disposition des nouvelles autorités politiques locales.

Mais cette dynamique n'explique pas à elle seule l'éclatement ouvert des hostilités en avril 1992. En octobre 1991, avec la Croatie et la Slovénie hors de la « petite » Yougoslavie, le Parlement bosniaque, à la demande du Président Izetbegović, adopte une déclaration d'indépendance de la BiH, supportée par tous les partis représentés sauf le SDS, dont les députés quittent le Parlement et se constituent en Parlement de la *Republika Srpska*, le 21 octobre 1991. Du 29 février au 1^{er} mars 1992, un référendum sur l'indépendance bosniaque est tenu dans les régions encore sous le contrôle du gouvernement de Sarajevo à la demande de la CE. Le 3 mars, le gouvernement bosniaque proclame son indépendance. C'est à ce moment que le lien entre le SPS en Serbie et le SDS en Bosnie est explicitement révélé. Forte de 95 000 hommes en BiH (Donia et Fine 1994, 239), la JNA entre en action le 6 avril 1992 et commence le siège de Sarajevo alors que d'autres de ses forces prennent le contrôle de la partie orientale de la BiH. Au même moment, des milices et des groupes armés, variant grandement en termes d'organisation, franchissent la frontière bosno-serbe le long du fleuve Drina et commence à s'attaquer aux villes de l'Est de la BiH. Les milices serbes de Bosnie présentes dans les « régions autonomes » serbes prennent aussi le contrôle de ce qui reste des autorités municipales indépendantes. Une partie d'entre elles, avec des unités de la JNA, formeront le noyau de ce qui deviendra l'armée de la *Republika Srpska*, la VRS.

Ainsi, l'examen des 18 mois de paix fragile entre l'élection d'octobre 1990 et le début des combats, en avril 1992, n'accrédite ni la thèse des « haines ancestrales » (primordialiste), ni celle de la mobilisation ethnique à outrance (instrumentaliste). Plutôt, on assiste à l'accaparement, par les autorités locales serbes, croates et parfois musulmanes, des leviers du pouvoir local en vue d'asseoir ou de perpétuer leur accès aux ressources limitées de la BiH. Le problème de la BiH, pendant l'année 1991 et le début de 1992, est avant tout sa faiblesse et non sa division ethnique. Une période de transition de régime prend place, mais son déroulement est arrêté par l'interaction entre des élites locales, le SDS, le HDZ-BH ainsi que les capitales serbes et croates, elles-mêmes prises dans un jeu de compétition politique intense.

Section 2 : Désagréger les « parties en conflit » (1992-1995)

La Bosnie-Herzégovine de 1990-92 n'est pas, comme on l'a vu, une zone de « pure ethnicité » où le politique aurait été suspendu au profit d'un combat hobbesien de tous contre tous, comme le suggère Ignatieff (1993). Cette état de chose se poursuit au-delà de l'éclatement ouvert du conflit et se maintient dans la période 1992-95. Cette section remet ainsi en cause la capacité analytique des approches essentialistes à rendre compte de la multiplicité des lignes de fracture au sein des « parties en conflit » ainsi qu'en dehors de celles-ci, questionnant en cela la pertinence de parler d'un « clivage maître » (Kalyvas 2006, 364) (*master cleavage*), essentiellement ethnique. Sous l'appellation maintenant abondamment discutée de « conflit ethnique », accolée à la trajectoire politique bosniaque, se cache en fait une variété de micro-dynamiques distinctes à mettre en relation avec les objectifs stratégiques de deux des États voisins de la BiH. Cette multiplicité des divisions internes est valable tant pour les partis politiques bosniaques que pour les groupes armés, grands et petits.

2.1 Les forces politiques

Alors que les analyses essentialistes considèrent généralement le SDA, le SDS et le HDZ-BH comme l'expression monolithique de leurs groupes ethniques respectifs, une analyse rapide du champ politique bosniaque pendant la période 1992-95 révèle une multiplicité de lignes de fracture. En effet, avec le début des hostilités, le Parlement bosniaque continue ses travaux alors que la RS et l'*Herceg-Bosna* organisent leurs propres assemblées. Le SDA demeure traversé tout au long du conflit, ainsi qu'après Dayton, par une division entre les ailes conservatrices et libérales du parti. Étant prête à considérer la division de la BiH, cette première est composée de trois sous-groupes : les intellectuels nationalistes musulmans et le clergé, les « faucons » au sein de la Ligue patriotique et de la Défense territoriale, devenus l'ARBiH en 1992, ainsi que les nationalistes radicaux exilés du Sandjak, une région à majorité musulmane au sein de la République de Serbie (Burg et Shoup 1999, 68). L'aile libérale, liée à l'intelligentsia de Sarajevo et rassemblée autour du ministre des affaires étrangères Haris Silajdžić, prône quant à elle une identité bosniaque sécularisée, liée

au territoire républicain bosniaque et s'oppose à toute forme de cantonalisation ou de division selon des critères nationaux ou ethniques (Burg et Shoup 1999, 68).

Le HDZ-BH, peut-être le plus divisé des trois partis « nationalistes » est lui-aussi aux prises avec un schisme entre son aile radicale, basée dans l'Herzégovine, avec comme chef lieu Mostar, et ses membres modérés à Sarajevo et plus généralement en Bosnie centrale et septentrionale. Comme le rappelle Burg et Shoup (1999, 66) la direction politique prise par le HDZ-BH durant le conflit connaît des variations radicales dépendamment de quelle aile reçoit le soutien de Zagreb. Ainsi, Davor Perinović, issu de l'extrême-droite croate est remplacé, à la demande de Zagreb, par Stjepan Kljujić, un modéré urbain, lorsque Tuđman estime qu'une division de la BiH n'est pas à l'avantage du HDZ de Croatie. Un changement radical se produit à l'automne 1992, lorsque Tuđman penche vers le rattachement d'une partie de la BiH à la Croatie, causant le remplacement de Kljujić par Mate Boban, issu de la diaspora croate en Amérique du Nord. La branche militaire du HDZ-BH, le HVO, mène alors sa propre guerre et sa propre campagne de nettoyage ethnique contre les populations musulmanes du Centre et de l'Ouest de la BiH.

Le SDS, finalement, s'il apparaît nettement plus cohésif dans sa direction, centrée sur Radovan Karadžić, Biljana Plavšić et Momčilo Krajisnik, se distingue néanmoins des autres partis nationalistes par la variation radicale de ses relations avec son État-parent, la Serbie. Alors que les analyses essentialistes présupposent la solidarité des liens intra-serbes, l'analyse proposée par Nina Caspersen (2007) montre que la qualité de la relation entre le SDS et le SPS (Serbie) connaît de fortes variations. Au départ, note Caspersen (2007, 626) Milošević n'avait pas envisagé de coopération avec le SDS, un parti *initialement* fortement anti-communiste et prêt à entrer dans un gouvernement de coalition avec le SDA et le HDZ-BH. Milošević pensait alors pouvoir s'en remettre aux communistes de BiH, plus proches des positions de son propre parti communiste rebaptisé Parti socialiste de Serbie (SPS).

Initialement, Karadžić exprima son support pour Milošević lors des élections en Serbie et la collaboration sur l'offensive serbe du printemps 1992 fût excellente. Bientôt, rappelle toutefois Caspersen, le désastre de relations publiques que représente Karadžić mena Milošević à suggérer au SDS de se trouver un autre chef, rumeurs non démenties par Karadžić (Caspersen 2007, 633). La cassure se produit ensuite sur l'acceptation du Plan Vance-Owen et sa « cantonalisation » du territoire bosniaque, supportée par Milošević mais

rejetée par Karadžić. Milošević, avec les Présidents yougoslaves et Monténégrins, fit acheminer une lettre au Parlement de la RS dans laquelle ils déclaraient : « You have no right to endanger 10 million citizens of Yugoslavia » (Caspersen 2007, 634). Le gouvernement serbe imposa alors un blocus temporaire de toutes les marchandises vers la RS, sauf les denrées alimentaires et les médicaments (Caspersen 2007, 634). Durant les deux années suivantes, Karadžić tente de contourner le monopole politique de Milošević dans la RS en établissant des liens avec les partis radicaux au sein et en dehors de la coalition au pouvoir en Serbie. De son côté, Milošević tente de contourner Karadžić en s'alliant à l'opposition (Parti socialiste de la RS) et aux députés indépendants à Pale. Stefanović (1994, dans Caspersen 2007, 635), note ainsi que Milošević disposait alors du support d'au moins 15 des 82 députés du Parlement de la RS. Milošević tenta aussi de séparer les dirigeants de la VRS (le général Ratko Mladić, avant tout) de ceux du SDS, en continuant à approvisionner cette première en armes et en équipements, mais en coupant les vivres à ce dernier (Caspersen 2007, 636). Au final, la décision de Karadžić de confier les pleins pouvoirs à Milošević dans les négociations de Dayton, en novembre 1995, ne fût prise qu'au vu des défaites de la VRS à partir de l'été 1995.

Les trois partis « nationalistes » de BiH, tout au long de la guerre, font aussi face à la compétition de partis modérés plus petits, ainsi que de groupes issus de la société civile naissante. Ce qui est frappant, note Woodward (1995, 230), c'est le fait que la violence généralisée qui prend place à partir d'avril 1992 permet aux trois partis dominants de faire taire la voix, par l'imposition de violence et par des accusations de manque de patriotisme, de groupes rivaux au sein des mêmes communautés nationales. Ainsi, le SDA réussit à marginaliser l'Organisation musulmane bosniaque (MBO), sa plus proche rivale, à laquelle appartiennent des personnalités populaires en BiH, comme l'entrepreneur Fikret Abdić, ex-candidat à la présidence collective, ou encore Adil Zulfikarpašić, un dissident du SDA et fondateur du MBO (Woodward 1995, 230). De son côté, le SDS doit se défaire des critiques du plus modéré Parti du renouveau serbe (SPO), alors que le HDZ-BH cherche à marginaliser les voix des croates membres du SDA ou des partis réformistes ou ex-communistes. Comme le souligne Woodward (1995, 230) : "This was not a case of interethnic conflict, but of intraethnic competition: of consolidating one-party rule within a

nation by eliminating competition for the single constituency each was trying to develop and claim to represent”.

À cela s'ajoute le fait que les partis explicitement multinationaux, surtout les Communistes réformés (SK-SDP) et l'Alliance des forces réformatrices (SRSJ) continuèrent d'exercer des pressions sur le Parlement bosniaque tout au long du conflit. La société civile bosniaque, pourtant placée dans une position extrêmement défavorable, continue aussi de faire entendre une voix critique. Le 5 avril 1992, alors que des barricades érigées par des miliciens serbes sont déjà en place, une foule estimée à entre 60 000 et 100 000 personnes se rassemblent devant le Parlement bosniaque, gagnent l'accès au bâtiment et instaurent un Comité de salut national, en plus de réclamer la tenue d'élections anticipées. Cette action, note Bougarel (1996, 57) est condamnée dans des termes presque identiques par le SDS et le SDA. Le lendemain, 6 avril, la manifestation est réprimée et dissoute par la police bosniaque *et* par des tireurs francs serbes postés dans l'Hôtel Holiday Inn de Sarajevo. Ou prenons plutôt l'exemple du Conseil civique serbe, une organisation serbe demeurée à Sarajevo malgré le siège de la ville, qui se montre à la fois extrêmement critique de ce qu'elle qualifie d'invasion de la BiH par la Serbie, et à la fois de l'acceptation par le gouvernement bosniaque de l'Accord de Washington (1994). Ce dernier, note le Conseil, fixe les droits des différentes nationalités à des entités territoriales ethniquement constituées (Campbell 1998, 151).

Ainsi, l'examen des forces politiques en présence pendant le conflit révèle qu'il est difficile de parler d'un clivage ethnique comme seule ligne de division en BiH. Plutôt, l'étiquette de conflit ethnique fait la démonstration de sa pauvreté analytique en obscurcissant un certain nombre de dynamiques proprement politiques, comme l'accès aux postes dans l'administration, la police et le secteur privé, ainsi que l'approvisionnement en armes et en fonds, nécessaires à la poursuite d'un monopole politique. La violence visant l'intérieur du groupe, prenant place *en parallèle* avec la violence tournée vers l'extérieur, vient ainsi essentiellement assurer la présence, sur un territoire en guerre, d'un parti unique, et ce dans chaque communauté.

2.2. Les forces armées régulières

Comme les analyses essentialistes du conflit en BiH présupposent l'opposition entre trois groupes nationaux distincts le long d'un clivage ethnique, le rôle joué par les forces armées régulières devient celui de forces combattantes d'un groupe ethnique particulier. Ainsi, la présence de violence s'explique par la différence ethnique. De plus, l'explication essentialiste passe par la présupposition que la participation au sein d'unités combattantes est massive et allègrement suivie par une large proportion de la population, d'où l'insistance, chez les instrumentalistes de l'idée de mobilisation ethnique.

La plus importante institution militaire yougoslave, l'Armée populaire yougoslave (JNA), devenue l'Armée yougoslave en 1992, ne correspond pas aux caractéristiques énoncées plus haut. En effet, comme le rappelle Lukić (2003, 187-189), la JNA, de l'été 1991 au printemps 1992, subit d'importantes transformations politiques, qui d'une armée multinationale au service du gouvernement fédéral en font une armée au service du parti au pouvoir à Belgrade. À la suite de la défaite de la JNA en Slovénie, à l'été 1991, de la mauvaise performance de cette dernière en Croatie pendant l'été et l'automne, ainsi que du taux ahurissant de désertion au sein de ses rangs, la position de Milošević face au chef de l'État-major de la JNA, le général Kadijević, est considérablement renforcée (Lukić 2003, 179-181). Aussi tard que le 2 avril 1992, alors que des barricades étaient installées à Sarajevo par des forces irrégulières serbes, le commandement local de la JNA refusa l'appel du SDS de prendre la ville par la force (Burg et Shoup 1999, 118). Milošević ordonne alors le congédiement de 38 généraux et la purge du reste des soldats non-serbes encore présents dans les rangs de la JNA (Lukić 2003, 187). Le 18 mai 1992, ce qui reste de la Présidence collective de la Yougoslavie ordonne le retrait de la JNA de Bosnie. La presque totalité de son matériel lourd, ainsi que la majorité de ses combattants (nés en BiH), demeurent en BiH et forment l'Armée de la République serbe (VRS), commandée à partir du 20 mai 1992 par Ratko Mladić (Donia et Fine 1994, 244; Hoare 2004, 39). Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'on peut véritablement parler d'une armée unifiée pour le groupe national serbe bosniaque.

Du côté de l'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (ARBiH), malgré l'extrême insécurité et la pression de l'aile conservatrice du SDA, l'armée demeure encore

en 1992 une force multinationale, avec 20% de Serbes et de Croates dans ses rangs, ainsi que 20% de Croates et 12% de Serbes dans son état-major (Hoare 2004, 54). L'ARBiH, note Hoare (2004, 54), « was organized according to the principle of a nation of citizens with equal duties and loyalties regardless of nationality ». En ce sens, l'ARBiH n'est pas l'expression monolithique de la nation musulmane. Son organisation, en dehors de Sarajevo, révèle aussi, au grand dam de son efficacité, un autre type de clivage, soit sa division en fiefs d'un certain nombre de chefs de guerre. Ici, la logique des combats en devient une d'accaparement de richesses et de contrôle des leviers du pouvoir local, jumelé à la contrebande et à d'autres activités illicites en contexte d'effondrement de l'État de droit. Les commandants bosniaques de la Défense territoriale, note Woodward (1995, 253) devinrent ainsi à partir de 1992 des chefs de guerre avant tout préoccupés par le contrôle d'une ou de quelques municipalités. Le fait que les différentes unités de l'ARBiH menèrent des combats dans des enclaves séparées pour la plus grande partie de la guerre rendit d'autant plus difficile l'imposition d'une chaîne de commandement suscitant l'obéissance des subordonnés, étant donné que ces unités reposaient sur des combattants locaux n'étant pas passés par une structure d'approvisionnement centralisée.

Du côté croate, le HVO est aussi divisé entre ses éléments prônant une collaboration avec l'ARBiH et ceux combattant pour une *Herceg-Bosna* indépendante. Le HVO demeure aussi hautement fractionné entre ses forces régulières de combat et des éléments spéciaux, comme sa police militaire (Shrader 2003, 44-46). D'ailleurs, le HVO est d'autant plus divisé qu'il ne se constitue jamais en véritable armée régulière, notamment faute du support en homme de l'Armée croate de Croatie (Shrader 2003, 49-51). Au courant de l'année de 1992, un nombre important de Musulmans et de Bosniaques ne déclarant pas d'appartenance nationale sont présents dans les rangs du HVO, unis dans un combat contre l'offensive de la JNA dans l'Herzégovine. C'est seulement avec l'arrivée de Mate Boban comme chef du HDZ-BH, à la fin de l'année 1992, que le HVO purge ses rangs des « non-croates », souvent violemment. Commence ainsi en janvier 1993 une guerre ouverte entre le HVO et l'ARBiH, parallèlement au combat contre la VRS et les milices serbes. Ainsi, des Croates membres du HVO se battent contre d'autres Croates membres de l'ARBiH, ou encore contre certaines milices fidèles au gouvernement de Sarajevo. Ici, donc, le clivage n'est pas ethnique, mais bien politique, puisque l'ouverture des hostilités entre les deux formations provient de la

décision de Tuđman, à Zagreb, de retirer son support à la souveraineté bosniaque et de se ranger derrière l'option d'un dépeçage de son territoire.

Un autre cas de violence croate-croate, celui du HOS, basé sur un clivage proprement politique, mérite l'attention. Fondé le 3 janvier 1992 en Herzégovine en tant que milice du Parti croate du droit²⁶, le HOS acquit rapidement une réputation de féroce combattant antiserbe lors de l'offensive de la JNA au printemps 1992. Incluant une forte proportion de Musulmans dans ses rangs, notamment à cause de la faiblesse de l'ARBiH en Herzégovine, le leadership du HVO se considérait et fût considéré par le ministère de la Défense bosniaque comme un membre régulier des forces armées de la République de Bosnie-Herzégovine, se battant pour un BiH intégrale (Hoare 2004, 82-83). À partir de l'été 1992, alors qu'un accord sur la division de la BiH se dessine entre Tuđman, le HDZ-BH, le SDS et Milošević, les succès militaires du HOS, notamment sa prise de la ville de Trebinje aux mains de la VRS, soulèvent la colère du HVO (Hoare 2004, 83). Le 9 août 1992, le commandant en chef de l'organisation, Blaž Kraljević, ainsi que tout son état-major, sont assassinés lors d'une embuscade tendue par le HVO. Dans les jours qui suivent le HOS est purgé de ses membres favorables à la collaboration avec Sarajevo et le reste de ses effectifs est intégré aux unités existantes du HVO (Hoare 2004, 83).

Sur la question de la mobilisation de masse présumée par les analyses essentialistes du conflit bosniaque, finalement, une rapide revue des chiffres présente un portrait bien différent d'une guerre civile de masse impliquant tout un chacun. Le problème, fondamentalement, réside dans la méprise entre une guerre faisant des victimes de masse et une guerre dans laquelle on observe une participation de masse. Avec environ 100 000 morts et deux millions de déplacés (internes et externes) (RDC 2009), sur une population avant le conflit estimée à 4,4 millions d'habitants, le conflit a ainsi eu des effets sur l'ensemble des régions et sur tous les aspects de la société bosniaque. En revanche, la participation de masse à des actes de violence n'est pas démontrée. Alors que la JNA mobilise complètement ses réservistes, à l'été 1991, puis quelques mois plus tard, lors de son redéploiement stratégique en BiH, plus de 150 000 jeunes hommes émigrent ou se cachent pour éviter la conscription

²⁶ Lukić (2003, 235) note que le Parti croate du droit est un parti d'extrême droite, néo-*Ustaša*, qui considère les Musulmans de BiH comme des Croates convertis à l'Islam. Sa défense surprenante de l'intégrité bosniaque ne se base ainsi pas sur un quelconque principe cosmopolite. Son élimination par le HVO, avec l'approbation de Zagreb, démontre encore plus clairement les objectifs proprement politiques poursuivis par Zagreb et le HDZ en BiH.

(Mueller 2000, 48; Gagnon 2004, 109). Au total, seulement 50% des réservistes serbes, et seulement 15% à Belgrade, se rapportent à leur unité. Gagnon (2004, 109-110) note aussi que le taux de désertion dans la JNA et la VRS demeure très élevé au courant de 1992-93, vu l'échec de l'offensive sensée mettre fin rapidement aux hostilités.

Les estimations du nombre de combattants pour chaque groupe présentées par Ramet (1996, 264) accréditent elles-aussi la thèse d'une participation limitée de la population. Ramet établit ainsi les forces serbes de Bosnie à entre 60 000 et 100 000 combattants, ceux des Musulmans à entre 100 000 et 160 000 combattants, et ceux des Croates de Bosnie à environ 50 000 combattants, à l'été 1994. Ces chiffres représentent d'ailleurs une estimation maximaliste, puisque plusieurs combattants effectuèrent leur activités combattantes de façon discontinue, en parallèle avec des activités criminelles ou encore plus anodines, comme des activités agricoles (Mueller 2000, 49). Un nombre importants de combattants, surtout du côté serbe, est aussi constitué d'individus n'ayant pas leur domicile en BiH. Susan Woodward (1995, 235) résume bien la logique de la violence en BiH, provoquée par des groupes relativement petits, mais lourdement armés, dont l'objectif est une réingénierie du territoire et du peuplement, pas la destruction totale des forces opposées :

« The military siege of the cities also reflected the nature of the war as the work of politicians against public opinion, for their bombardment reflected the fact that the balance of resources lay with equipment and not with infantry sufficient to overcome civilian or guerilla resistance and the cost in human lives of urban warfare. Military tactics were aimed to isolate rather than defeat » (Woodward 1995, 235).

Ainsi, il apparaît ici aussi clair que les approches essentialistes voyant la violence en BiH comme un combat à trois entre la JNA / VRS, l'ARBiH et le HVO nuisent à la compréhension des dynamiques micros au sein de ces organisations ainsi qu'à l'évaluation précise du degré de mobilisation des combattants.

2.3 Les forces irrégulières

Les analyses essentialistes du conflit en BiH reconnaissent le rôle parfois dominant des milices et autres forces irrégulières dans la production de violence. Pour les primordialistes, cette prééminence des milices est la preuve de la nature quasi-médiévale du type de conflit en jeu. Pour les instrumentalistes, les milices sont l'expression de l'intense mobilisation

ethnique d'hommes ordinaires dans une campagne de nettoyage ethnique. L'examen des types de groupes en action en BiH, de 1992 à 1995, révèle plutôt une multitude de clivages politiques entre ces groupes, des logiques d'action beaucoup plus proche de la criminalité de droit commun, ainsi qu'une falsification de la thèse de la participation de masse aux actions des milices.

La thèse défendue par Mueller (2000) est que l'action des forces irrégulières en BiH en est une de petits groupes lourdement armés, composés dans la plupart des cas d'éléments criminels ou mafieux et profitant de la désintégration presque totale de l'ordre public pour s'accaparer le contrôle des ressources d'unités géographiques souvent très restreintes. En ce sens, la composition des milices et des groupes armés devient un bien meilleur facteur explicatif de la variation locale de la violence que la distribution ethnique des cibles visées, ou encore du degré de résistance offert par celles-ci (Mueller 2000, 62). L'ethnicité, pour Mueller, a joué un rôle dans la justification de l'existence de ces groupes aux membres eux-mêmes, aux publics serbes et croates, ainsi qu'à la communauté internationale, mais le principe justificateur aurait pu être de tout autre nature sans conséquences sur la variation de la violence : « The same sort of dynamic could hold if the thugs' organizational principle were class or ideological allegiance or even handedness or loyalty to a specific soccer team » (Mueller 2000, 62).

Vojislav Šešelj, leader des fameux « Tchetniks », une unité paramilitaire ayant opéré d'abord dans la Krajina, en Croatie, est réputé avoir perdu la raison dû aux tortures et mauvais traitements subis sous le régime yougoslave, répondant à des accusations d'activités contre-révolutionnaires. On note dans les rangs des Tchetniks une grande proportion de criminels de droit commun, fraîchement libérés des prisons serbes, ainsi qu'un certain nombre d'aventuriers et de mercenaires de diverses nationalités (Mueller 2000, 50). Željko Ražnjatović, le fameux « Arkan », chef des « Tigres », une unité paramilitaire ayant fait sa marque par l'exécution de nombreux civils dans les villes bosniaques situées le long de la Drina, était pour sa part une figure bien connue des milieux criminels de Belgrade avant la guerre et un résident assidu de plusieurs prisons européennes avant cela. Son unité recruta quant à elle un grand nombre de ses membres parmi des « hooligans » et des chômeurs liés au club de football de Belgrade, l'Étoile rouge (Mueller 2000, 51). Le « Capitaine Dragan », un ex-proxénète, et ses « Knindjas », firent leurs premières armes dans la région de Knin,

capitale de Krajina croate (Mueller 2000, 51). Faute de troupes, alors que les combats éclatèrent au début d'avril 1992, le gouvernement bosniaque dut de son côté s'en remettre à des groupes criminels et à des individus parfois fraîchement sortis de prison pour l'occasion, comme Celo, condamné pour viol, et Juka, une des figure de proue du monde interlope de Sarajevo (Mueller 2000, 51; Burg et Shoup 1999, 131). Ces groupes profitèrent ensuite de leur position nouvellement acquise pour diviser la ville en zones et se livrer à des activités de contrebande, de prostitution ou de trafic de drogue. Leur ethnicité n'empêcha pas non plus la vente et l'achat de denrées aux milices serbes et à la VRS. Vasić (dans Mueller 2000, 50) estime la proportion de criminels de droit commun à près de 80% dans ce genre d'unités, contre 20% seulement de nationalistes fanatiques.

Mueller (2000, 53-56) décrit l'idéaltype d'un processus de nettoyage ethnique. Recrutés et encouragés par le SDS, le SPS, ou des forces politiques extrémistes en Serbie, un ou plusieurs groupes paramilitaires seraient amenés à prendre le contrôle d'une municipalité particulière, dans laquelle les forces policières sont soit absentes, soit collaborent avec l'offensive de la VRS. Les membres du groupe ethnique opposé qui n'auraient pas pris la fuite avant se voient soit expulsés du territoire, soit exterminés. C'est alors que l'unité paramilitaire s'établit et réprime violemment toute opposition du reste des forces de l'ordre, des autorités locales non acquises à la VRS, ou de serbes modérés. Cette tâche accomplie, le groupe peut s'adonner au pillage, à l'occupation illégale des propriétés laissées vacantes ou encore à la contrebande et au racket. Ces groupes, selon un processus bien connu dans le reste de l'ex-bloc soviétique, profitent de la situation d'insécurité et d'économie informelle qui caractérise « l'ordre nouveau » et n'ont ainsi pas intérêt à voir les hostilités s'arrêter (King 2001). Dans une deuxième phase, l'action des unités paramilitaires stimule parfois le recrutement des victimes dans des groupes paramilitaires de « l'autre camp ». Ainsi, les « Cignes noirs », une unité paramilitaire bosniaque, est décrite comme étant composée de volontaires âgés de 20 à 22 ans rendus orphelins par la guerre. La 17^{ème} brigade de la Krajina (bosniaque) était de son côté connue comme « the angry army of the dispossessed » (Mueller 2000, 56). Dans une troisième phase, finalement, l'insécurité et les privations de tout genre imposées par la présence des milices poussent les citoyens des villes occupées, mêmes ceux du « bon » groupe ethnique, à émigrer. D'où le phénomène de dépopulation des villes bosniaques, même après la vague de nettoyage ethnique de 1992.

On doit toutefois garder à l'esprit que l'action des groupes paramilitaires, des milices, des chefs de guerre et des groupes criminels s'inscrit généralement dans une logique stratégique ayant ses propres objectifs. Le ministère serbe de l'intérieur contribua ainsi grandement au recrutement et à l'approvisionnement des premières unités paramilitaires (Mueller 2000, 49). Le gouvernement de la RS fût aussi un grand client des groupes paramilitaires, puisant à même les fonds publics pour leurs services (Mueller 2000, 50). En examinant la progression géographique de l'action des paramilitaires, il apparaît clair que le choix des villes à attaquer, concentrées dans les zones frontalières avec la Serbie, le long de la Drina, surtout pendant l'année 1992, cadre bien avec les objectifs stratégiques du commandement de la VRS. L'action de groupes criminels, quant à elle, explique plutôt la variation du type et de l'intensité de la violence infligée au niveau local. En ce sens, le cas du massacre de Srebrenica, en juillet 1995, semble être une exception au schéma habituel, puisque les enquêteurs du Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie établirent que la tentative d'élimination *totale* des hommes d'âge militaire du district de Sarajevo a été perpétrée par les troupes régulières de la VRS, dont majoritairement celles du Corps d'Armée de la Drina, commandé par le général Radislav Krstić²⁷ (TPIY 2001, 69-89).

Néanmoins, il semble que le contrôle stratégique des milices, particulièrement chez le gouvernement bosniaque, ait été des plus difficiles. Un des épisodes les plus violents du conflit en BiH implique des combats entre les forces de l'ARBiH et les partisans du chef de guerre Fikret Abdić, ex-entrepreneur et candidat à la présidence collective (Lukić 2003, 242). Au printemps 1992, Abdić et sa milice musulmane rompent leurs liens avec le gouvernement de Sarajevo et font de la ville de Velika Kladuša, dans l'enclave de Bihać, un territoire *de facto* indépendant. Les rapports d'Abdić avec les Serbes de Bosnie sont marqués alternativement par l'opposition et la collaboration, sur fond d'intenses activités de contrebande (Lukić 2003, 243). Au début 1994, à la faveur du rapprochement entre Zagreb et Sarajevo, et malgré l'aide matérielle de la VRS, la milice d'Abdić, parfois forte de près de 30 000 hommes, est chassée de l'enclave de Bihać par le V^{ème} corps d'Armée bosniaque. En décembre 1994, les forces d'Abdić et la VRS contre-attaquent et reprennent le contrôle de la région. Ce n'est qu'à l'été 1995, lors de l'offensive conjointe de l'ARBiH et de l'Armée

²⁷ Radislav Krstić demeure à ce jour la seule personne condamnée par le TPIY en vertu de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide (1948), en plus de condamnations pour violation du droit et des coutumes de la guerre ainsi que de crimes contre l'humanité.

croate que les forces d'Abdić sont bel et bien détruites. Les combats n'en font pas moins près de 2000 morts dans le camp musulman (Lukić 2003, 243).

Le gouvernement de Sarajevo reçut aussi le support, à partir de la mi-1992, des premiers éléments de « Moudjahiddines », des combattants en provenance d'une variété de pays du monde arabe, du Caucase et de l'Afghanistan. La simple présence, les méthodes très violentes, ainsi que le financement indépendant des unités de Moudjahiddines, note Shrader (2003, 51-52), posent dès le départ un grave problème de contrôle et de commandement aux officiers du III^{ème} corps de l'ARBiH, déployé dans la région de Travnik. Comme le note Shrader, les éléments connus des Moudjahiddines furent en majorité déployés au sein de la 17^{ème} brigade motorisée de l'ARBiH, mais les petits groupes de combattants ne purent jamais être utilisés de façon cohérente en parallèle avec les forces régulières (Shrader 2003, 52). L'apparence physique des combattants arabes, leur refus de manger du porc et de consommer de l'alcool, ainsi que leurs très mauvaises relations avec les populations musulmanes majoritairement laïques de la BiH en firent des milices extrêmement impopulaires (Shrader 2003, 52). Hoare (2004, 131-132) note de surcroît que le gouvernement bosniaque, à partir de la mi-1992, n'avait même plus la capacité d'interdire l'entrée de tels combattants et qu'il fût excessivement difficile de les faire partir. Alors que Shrader parle d'un total d'environ 4000 Moudjahiddines ayant pris part au conflit, Hoare offre une estimation beaucoup plus basse de quelques centaines, considérant que seul 70 combattants reçurent le droit de s'installer en BiH après le conflit.

Sur la question du nombre des combattants, encore une fois, la désagrégation du concept de « partie en conflit » révèle des failles dans la thèse de la mobilisation ethnique. Mueller (2000, 54) rapporte ainsi que la ville bosniaque de Višegrad, sur la frontière serbe, fût vidée de ses 14 500 habitants musulmans par un ancien résident de la ville, Milan Lukić, et quelques 15 hommes bien armés, dont son frère et son cousin. La ville de Teslić, dans la même région, fût tenue par six hommes durant les deux premières années de la guerre. Les combats pour Srebrenica, une ville de 37 000 habitants, déjà une cible prioritaire de l'avancée serbe en 1992, impliquèrent selon Mueller (2000, 54) au plus une trentaine d'hommes dans chaque camp. Et le contrôle subséquent de la ville tomba entre les mains du chef de guerre Naser Orić, dont le noyau de forces combattantes comprenait une quinzaine d'hommes. Les « Tigres » de Arkan, l'unité paramilitaire la plus célèbre du conflit,

comprenait un noyau d'au plus 200 hommes, appuyés par entre 500 et 1000 « combattants à temps partiel » (Mueller 2000, 54).

Ainsi l'analyse des groupes paramilitaires présents en BiH, peut-être plus que tout autre type d'unité combattante, révèle la pauvreté des capacités analytiques des approches essentialistes, qui préfèrent substituer à la complexité des micro-dynamiques locales la simplicité d'un clivage ethnique dominant. Ce faisant, la capacité du chercheur de donner un sens à la variation locale du niveau de violence, ainsi que de comprendre les divisions au sein du même camp, se trouve réduite.

CONCLUSION

La guerre en Bosnie-Herzégovine représente un épisode complexe de la période de profonds bouleversements qui secouent l'Europe de l'Est à partir de la fin des années 1980. Complexe, avant tout, car elle ne s'insère pas aisément dans les cadres analytiques existants de l'étude des conflits intraétatiques. Ni pleinement une guerre civile, ni pleinement une guerre classique d'agression internationale, elle met aux prises trois « métas-groupes » dont les relations changeantes l'un envers les autres et avec l'étranger alourdissent la tâche de l'analyste.

Avec une médiatisation très forte du conflit dès les premiers mois de 1992, il semble inévitable que la communauté internationale ait eu très tôt à réagir d'une manière ou d'une autre à une guerre aux portes de l'Europe. Nous avons ainsi soutenu non seulement que la façon dont les belligérants perçoivent leur propre conflit influe sur son déroulement, mais aussi que la façon dont la communauté internationale s'est représenté le conflit en BiH a elle aussi eu des effets sur le conflit, via l'action des intervenants. Notre analyse d'une série de 42 documents issus des milieux politiques et académiques de l'Europe et des États-Unis nous permet de confirmer nos deux hypothèses présentées au chapitre I. La Communauté internationale a bel et bien perçu le conflit en BiH comme un conflit essentiellement ethnique et cette perception a structuré chacun des plans de paix proposés aux belligérants, favorisant à chaque fois un réarrangement territorial de la BiH sous une forme ethnique.

Nous avons toutefois fait des découvertes surprenantes au sujet du contenu exact de la représentation de la guerre en BiH en tant que « conflit ethnique ». Là où les analyses dites « critiques » (notamment Campbell 1998a; 1998b) s'attendaient à découvrir un discours hautement primordialiste, notre analyse systématique de trois sources révèle plutôt la domination d'un discours instrumentaliste d'ailleurs beaucoup plus en ligne avec la pratique contemporaine de la science politique. Mais nous montrons aussi que ce discours instrumentaliste, dont les failles analytiques sont présentées au chapitre III, rejoint le primordialisme dans un même essentialisme. En effet, la vision instrumentaliste que les intervenants entretiennent face à la guerre en BiH les amène sans cesse à considérer les groupes croates, serbes et musulmans comme des entités monolithiques hautement mobilisées. Le chapitre III nous a ainsi permis de désagréger les parties en conflit et de

mettre au jour la variété des clivages politiques ou parfois simplement criminels divisant chaque groupe.

Quelles leçons tirer d'une telle analyse? D'abord, il convient de reconnaître l'importance des représentations du conflit en BiH sur l'action des intervenants. Ces représentations constituent un ensemble de réflexions sur les causes, les conséquences et les solutions au conflit dont l'insistance sur la question de l'ethnicité a fortement contribué à convaincre la communauté internationale du bien-fondé de solutions elles aussi « ethniques ». Soulignons aussi que l'étude des représentations du conflit ne remplace d'aucune manière l'examen des intérêts et des capacités des intervenants. Plutôt, ces deux aspects de l'intervention de tierces parties sont complémentaires. Les représentations du conflit orientent les solutions proposées pour mettre fin au conflit, mais seulement dans les paramètres établis par les intérêts et les capacités des États intervenants. Toutefois, il demeure saisissant de noter que malgré une variation assez importante des capacités et de la volonté politique des intervenants, surtout avec l'arrivée de l'administration Clinton, au début de 1994, les présuppositions politiques sous-tendant l'action internationale demeurent elles étonnamment stables avant et pendant le conflit.

Secondement, il semble incorrect de parler d'une « suspension du politique » peu avant et pendant le conflit en BiH. La stratégie de démobilisation mise de l'avant par plusieurs élites yougoslaves différentes, à partir de la fin des années 1980, est directement impliquée dans l'usage de violence politique en vue de construire des catégories ethniques exclusives. Lorsque le conflit éclate, l'opposition entre forces politiques et militaires au sein des mêmes communautés se poursuit et continue d'être présente dans la Bosnie post-Dayton. La trajectoire politique bosniaque doit donc être comprise comme un tout cohérent, de la fin des années 1980 à aujourd'hui. Il semble donc inopportun de parler d'un cas de pur conflit ethnique (1991-1995), suivi d'un cas de pure transition (1996-2009). Nous plaçons ici pour une analyse intégrée de la trajectoire politique bosniaque.

Sur le plan normatif, finalement, il semble difficile d'éviter la question de la dépolitisation propre au concept de conflit ethnique. En plus de comporter de graves écueils analytiques, ce concept contient en son sein l'idée qu'il existe une certaine catégorie de conflits quasi irrationnels contre lesquels la communauté internationale ne peut opposer qu'une solution humanitaire. Une telle insistance sur le tout ethnique masque souvent, pour

utiliser le mot de Mueller (2000), une peur obsessionnelle des pertes opérationnelles et un manque de volonté politique de la part des pays intervenants.

BIBLIOGRAPHIE

- Auerbach, Yehudith. 2005. "Media Framing and Foreign Policy: The Elite Press vis-à-vis US Policy in Bosnia, 1992–95." *Journal of Peace Research* 42 (1): 83-99.
- Bartolini, Mark. 2006. "Kosovo and the Prognosis for "Humanitarian" War." In *War and Change in the Balkans: Nationalism, Conflict and Cooperation*, ed. Brad K. Blitz. Cambridge: Cambridge University Press, 156-169.
- Beasley, Ryan. 1998. "Collective Interpretations: How Problem Representations Aggregate in Foreign Policy Groups." In *Problem Representation in Foreign Policy Decision Making*, eds. Donald A. Sylvan and James F. Voss. Cambridge: Cambridge University Press, 80-115.
- Bercovitch, Jacob, and Karl DeRouen Jr. 2004. "Mediation in Internationalized Ethnic Conflicts: Assessing the Determinants of a Successful Process." *Armed Forces and Society* 30 (2): 147-70.
- Bilgin, Pinar, and Adam David Morton. 2002. "Historicizing Representations of "Failed States": Beyond the Cold-War Annexation of the Social Sciences?" *Third World Quarterly* 23 (1): 55-80.
- Bougarel, Xavier. 1996. *Bosnie: Anatomie d'un conflit*. Paris: La Découverte.
- Bringa, Tone. 1995. *Being Muslim the Bosnian Way: Identity and Community in a Central Bosnian Village*. Princeton: Princeton University Press.
- Brubaker, Rogers, and David D. Laitin. 1998. "Ethnic and Nationalist Violence." *Annual Review of Sociology* 24 (4): 423-52.
- Burg, Steven L. 1986. "Elite Conflict in Post-Tito Yugoslavia." *Soviet Studies* 38 (2): 170-93.
- Burg, Steven L. 1997. "Bosnia Herzegovina: A Case of Failed Democratization." In *Politics, Power and the Struggle for Democracy in South-East Europe*, eds. Karen Dawisha and Bruce Parrott. Cambridge: Cambridge University Press, 122-145.
- Burg, Steven L., and Paul S. Shoup. 1999. *The War in Bosnia-Herzegovina: Ethnic Conflict and International Intervention*. Armonk, NY: M. E. Sharpe.
- Byman, Daniel, and Taylor Seybolt. 2003. "Humanitarian Intervention and Communal Civil Wars." *Security Studies* 13 (1): 33-78.
- Campbell, David. 1998a. "MetaBosnia: Narratives of the Bosnian War." *Review of International Studies* (24): 261-81.
- Campbell, David. 1998b. *National Deconstruction: Violence, Identity and Justice in Bosnia*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Carment, David, and Patrick James. 2000. "Explaining Third-Party Intervention in Ethnic Conflict: Theory and Evidence." *Nations and Nationalism* 6 (2): 173-202.
- Carment, David, Zenep Taydas, and Patrick James. 2006. *Who Intervenes? : Ethnic Conflict and Interstate War*. Columbus: The Ohio State University.
- Caspersen, Nina. 2007. "Belgrade, Pale, Knin: Kin-State Control Over Rebellious Puppets?" *Europe-Asia Studies* 59 (4): 621-41.
- Chandra, Kanchan, and David Laitin. 2002. *A Framework for Thinking About Identity Change: Paper Prepared for Presentation at LICEP 5*. Stanford University. May 11 2002

- Cohen, Lenard J. 1995. *Broken Bonds: Yugoslavia's Disintegration and Balkan Politics in Transition*. 2nd ed. Boulder, Col.: Westview Press.
- Collier, Paul, Hanke Hoeffler, and Mans Söderbom. 2004. "On the Duration of Civil War." *Journal of Peace Research* 41 (3): 253-73.
- De Rouen, Karl Jr, and David Sobek. 2004. "The Dynamics of Civil War Duration and Outcome." *Journal of Peace Research* 41 (3): 303-20.
- Derriennic, Jean-Pierre. 2001. *Les guerres civiles*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Donia, Robert J., and John V. A. Jr Fine. 1994. *Bosnia & Herzegovina: A Tradition Betrayed*. New York: Columbia University Press.
- Doty, Roxanne Lynn. 1996. *Imperial Encounters: The Politics of Representation in North-South Relations*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Doyle, Michael W., and Nicholas Sambanis. 2000. "International Peacebuilding: A Theoretical and Quantitative Analysis." *American Political Science Review* 94 (4): 779-801.
- Fearon, James D., and David Laitin. 2000. "Violence and the Social Construction of Ethnic Identity." *International Organization* 54 (4): 845-77.
- Fearon, James D., and David Laitin. 2003. "Ethnicity, Insurgency and War." *American Political Science Review* 97 (1): 75-90.
- Findley, Michael J., and Tze Kwang Teo. 2006. "Rethinking Third-Party Interventions into Civil Wars: An Actor-Centric Approach." *The Journal of Politics* 68 (4): 828-37.
- Gagnon, V. P. 2004. *The Myth of Ethnic Wars: Serbia and Croatia in the 1990s*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Green, Daniel M. 2002. "Constructivist Comparative Politics: Foundations and Framework." In *Constructivism and Comparative Politics*, ed. Daniel M. Green. Armonk, NY: M.E. Sharpe, 3-59.
- Hironaka, Ann. 2005. *Neverending Wars: The International Community, Weak States and the Perpetuation of Civil War*. Cambridge, MA.: Harvard University Press.
- Hoare, Marko Attila. 2004. *How Bosnia Armed*. Londres: Saqi Books / The Bosnian Institute.
- Holbrooke, Richard. 1998. *To End a War*. New York: Random House.
- Hughes, James, and Gwendolyn Sasse. 2001. "Comparing Regional and Ethnic Conflicts in Post-Soviet Transition States." *Regional and Federal Studies* 11 (3): 1-35.
- Ignatieff, Michael. 1993. "The Balkan Tragedy." *The New York Review of Books*, May 13.
- International Conference on the Former Yugoslavia (ICFY). 1992. *Statement of Principles for New Constitutional Arrangements for Bosnia and Herzegovina*. Sarajevo: ICFY.
- International Crisis Group. 2009. *Bosnia's Incomplete Transition: Between Dayton and Europe*. Bruxelles: International Crisis Group.
- Isacoff, Jonathan B. 2005. "Writing the Arab-Israeli Conflict: Historical Bias and the use of History in Political Science." *Perspectives on Politics* 3 (1): 71-88.
- Jervis, Robert. 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Kalyvas, Stathis N. 2006. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kalyvas, Stathis N., and Matthew Adam Kocher. 2007. "Ethnic Cleavages and Irregular War: Iraq and Vietnam." *Politics and Society* 35 (2): 183-223.
- Kaufmann, Chaim. 1996. "Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars." *International Security* 20 (4): 136-75.

- King, Charles. 2001a. "The Myth of Ethnic Warfare: Understanding Conflict in the Post-Cold War World." *Foreign Affairs* 80 (6): 165-70.
- King, Charles. 2001b. "The Benefits of Ethnic War: Understanding Eurasia's Unrecognized States." *World Politics* 53 (4): 524-52.
- King, Charles. 2004. "The Micropolitics of Social Violence." *World Politics* 56 (3): 431-55.
- Klementić, Matjaz. 2002. "Typology of Armed Conflicts in the Territory of the Former Yugoslavia in the 1990s." *Polemos* 5 (1-2): 65-82.
- Kuperman, Alan J. 2005. "Suicidal Rebellions and the Moral Hazard of Humanitarian Intervention." *Ethnopolitics* 4 (2): 149-73.
- Laitin, David D. 2007. *Nations, States, and Violence*. Oxford: Oxford University Press.
- Lawson, Fred H. 1984. "Syria's Intervention in the Lebanese Civil War: A Domestic Conflict Explanation." *International Organization* 38 (3): 451-80.
- Licklider, Roy. 2009. "Merging Militaries After Civil War: South Africa, Bosnia, and a Preliminary Search for a Theory". Paper presented at the ASN 14th Annual Convention, Columbia University, 23-25 April.
- Linz, Juan, and Alfred Stepan. 1992. "Political Identities and Electoral Sequences: Spain, the Soviet Union, and Yugoslavia." *Daedalus* 121 (2): 123-39.
- Linz, Juan, and Alfred Stepan. 1996. *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Lukić, Renéo. 2003. *L'agonie yougoslave (1986-2003) : les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*. Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval.
- Mearsheimer, John J., and Robert A. Pape. 1993. "The Answer: A Partition Plan for Bosnia." *The New Republic*. June 14, 2-6.
- Mueller, John. 2000. "The Banality of "Ethnic War"." *International Security* 25 (1): 42-70.
- O Tuathail, Geroid, and Carl Dahlman. 2004. "The Clash of Governmentalities: Displacement and Return in Bosnia-Herzegovina." In *Global Governmentality: Governing international Spaces*, ed. Wendy Larner and William Walters. London: Routledge, 136-154.
- O'Donnell, Guillermo, and Philippe Schmitter. 1986. *Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Patterson, Molly, and Kristen Renwick Monroe. 1998. "Narrative in Political Science." *Annual Review of Political Science* (1): 315-31.
- Pieterse, Jan Nederveen. 1997. "Sociology of Humanitarian Intervention: Bosnia, Rwanda and Somalia Compared." *International Political Science Review* 18 (1): 71-93.
- Ramet, Sabrina P. 1996. *Balkan Babel: The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to Ethnic War*. 2nd ed. Boulder, CO: Westview Press.
- Ramet, Sabrina P. 2007. "The Dissolution of Yugoslavia: Competing Narratives of Resentment and Blame." *Südost-Europa* 55 (1): 26-69.
- Rathbun, Brian C. 2004. *Partisan Interventions: European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Reagan, Patrick M. 1998. "Choosing to Intervene: Outside Intervention in Internal Conflict." *The Journal of Politics* 60 (3): 754-79.
- Reagan, Patrick M. 2002a. *Civil Wars and Foreign Powers: Outside Intervention in Intrastate Conflict*. Ann Harbor: University of Michigan Press.
- Reagan, Patrick M. 2002b. "Third-Party Interventions and the Duration of Intrastate Conflict." *Journal of Conflict Resolution* 46 (1): 55-73.

- Reagan, Patrick M., and Aysegul Aydin. 2006. "Diplomacy and Other Forms of Intervention in Civil Wars." *Journal of Conflict Resolution* 50 (5): 736-56.
- Research and Documentation Center. 2008. "Human Losses in B&H 91-95: Research Results and Project Evaluation." <http://www.idc.org.ba/presentation/content.htm>. Sarajevo: RDC.
- Robison, Bridget. 2004. "Putting Bosnia in its Place: Critical Geopolitics and the Representation of Bosnia in the British Print Media." *Geopolitics* 9 (2): 378-401.
- Roger, Antoine. 2001. *Les grandes théories du nationalisme*. Paris: Armand Colin.
- Ross, Marc Howard. 2000. "Creating the Conditions for Peacemaking: Theories of Practice in Ethnic Conflict Resolution." *Ethnic and Racial Studies* 23 (6): 1002-34.
- Said, Edward W. 1980. *L'Orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*. Paris: Éditions du Seuil.
- Saideman, Stephen. 2001. *The Ties that Divide: Ethnic Politics, Foreign Policy and International Conflict*. New York: Columbia University Press.
- Saideman, Stephen. 2002. "Overlooking the Obvious: Bringing International Politics Back into Ethnic Conflict Management." *International Studies Review* 4 (3): 63-86.
- Schmitt, Carl. 1992. *La notion de politique*. Paris: Flammarion.
- Schrader, Charles R. 2003. *The Muslim-Croat Civil War in Central Bosnia: A Military History 1992-1994*. College Station: Texas A & M University Press.
- Shenhav, Shaul R. 2006. "Political Narratives and Political Reality." *International Political Science Review* 27 (3): 245-62.
- Simonsen, Sven Gunnar. 2005. "Addressing Ethnic Divisions in Post-Conflict Institution Building: Lessons from Recent Cases." *Security Dialogue* 36 (3): 297-318.
- Slack, Andrew J., and Roy R. Doyon. 2001. "Population Dynamics and Susceptibility for Ethnic Conflict: The Case of Bosnia and Herzegovina." *Journal of Peace Research* 38 (2): 139-61.
- Snyder, Jack. 2000. *From Voting to Violence: Democratization and Nationalist Conflict*. New York: W. W. Norton.
- Sobel, Richard. 1998. "Portraying American Public Opinion Toward the Bosnia Crisis." *Press and Politics* 3 (2): 16-33.
- Taber, Charles S. 1998. "The Interpretation of Foreign Policy Events: A Cognitive Process Theory." In *Problem Representation in Foreign Policy Decision Making*, eds. Donald A. Sylvan and James F. Voss. Cambridge: Cambridge University Press, 29-52.
- Tilley, Virginia Q. 2002. "The Role of the State in Ethnic Conflict: A Constructivist Reassessment." In *Constructivism and Comparative Politics*, ed. Daniel M. Green. Armonk, NY: M. E. Sharpe, 151-174.
- Tilly, Charles. 2003. *The Politics of Collective Violence*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie. 2001. *Prosecutor v. Radislav Krstic*. La Haye: TPIY.
- Verdery, Katherine. 1999. *The Political Lives of Dead Bodies: Reburial and Postsocialist Change*. New York: Columbia University Press.
- Woodward, Susan L. 1995. *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cold War*. Washington D.C.: Brookings Institution.
- Yin, Robert K. 2003. *Case Study Research: Design and Methods*. 3rd ed. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Zahariadis, Nikolaos. 2003. "External Intervention and Domestic Ethnic Conflict in Yugoslav Macedonia." *Political Science Quarterly* 118 (2): 259-79.

Sources primaires

- Bell-Fialkoff, Andrew. 1993. "A Brief History of Ethnic Cleansing." *Foreign Affairs* 72 (3): 110-21.
- Betts, Richard K. 1994. "The Delusion of Impartial Intervention." *Foreign Affairs* 73 (6): 20-33.
- Binder, David. 1994. "Anatomy of a Massacre." *Foreign Policy* (97): 70-8.
- Boyd, Charles G. 1995. "Making Peace with the Guilty: The Truth about Bosnia." *Foreign Affairs* 74 (5): 22-38.
- Brock, Peter. 1993. "Dateline Yugoslavia: The Partisan Press." *Foreign Policy* (93): 152-72.
- Brzezinski, Zbigniew. 1989. "Post-Communist Nationalism." *Foreign Affairs* 68 (5): 1-25.
- Carter, Hodding. 1994. "Punishing Serbia." *Foreign Policy* (96): 49-56.
- Chenu, Georges-Marie. 1997. "La France et le drame yougoslave: six ans après!" *Politique étrangère* 62 (2): 367-80.
- Dempsey, Judy. 1992. "Le conflit serbo-croate et la Bosnie-Herzégovine." *Politique étrangère* 57 (2): 269-79.
- Dizdarevic, Faik. 1994. "La Bosnie-Herzégovine: situation et perspectives." *Politique étrangère* 59 (1): 171-7.
- Djilas, Aleksa. 1993. "A Profile of Slobodan Milošević." *Foreign Affairs* 72 (3): 81-96.
- Djuric, Ivan. 1993. "L'au-delà de la guerre dans l'ex-Yougoslavie: La réconciliation après le conflit." *Politique étrangère* 58 (4): 919-31.
- Doder, Dusko. 1993. "Yugoslavia: New War, Old Hatreds." *Foreign Policy* (91): 3-23.
- Freedman, Laurence. 1994. "Why the West Failed." *Foreign Policy* (97): 53-69.
- Gagnon, V. P. 1991. "Yugoslavia: Prospects for Stability." *Foreign Affairs* 70 (3): 17-35.
- Gati, Charles. 1992. "From Sarajevo to Sarajevo." *Foreign Affairs* 71 (4): 64-78.
- Gnesotto, Nicole. 1993. "Pour en finir avec la Yougoslavie." *Politique étrangère* 58 (4): 1055-64.
- Gompert, David. 1994. "How to Defeat Serbia." *Foreign Affairs* 73 (4): 30-47.
- Gottlieb, Gideon. 1994. "Nations without States." *Foreign Affairs* 73 (3): 100-12.
- Helman, Gerald B., and Steven R. Ratner. 1992. "Saving Failed States." *Foreign Policy* (89): 3-20.
- Huntington, Samuel P. 1993. "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs* 72 (3): 22-49.
- Job, Cvijeto. 1993. "Yugoslavia's Ethnic Furies." *Foreign Policy* (92): 52-74.
- Joffe, Josef. 1992. "The New Europe: Yesterday's Ghosts." *Foreign Affairs* 72 (1): 29-43.
- Kramer, Mark. 1992. "Eastern Europe Goes to Market." *Foreign Policy* (86): 134-57.
- Lendvai, Paul. 1991. "Tensions nationales et menace sur la sécurité des Balkans." *Politique étrangère* 56 (3): 643-8.
- Lewis, Flora. 1995. "Reassembling Yugoslavia." *Foreign Policy* (98): 132-44.
- Lind, Michael. 1994. "In Defense of Liberal Nationalism." *Foreign Affairs* 73 (3): 87-99.
- Mandelbaum, Michael. 1994. "The Reluctance to Intervene." *Foreign Policy* (95): 3-18.
- Maynes, Charles William. 1993. "Containing Ethnic Conflict." *Foreign Policy* (90): 3-21.
- Meron, Theodor. 1993. "The Case for War Crimes Trials in Yugoslavia." *Foreign Affairs* 72 (3): 122-35.
- Moreau Defarges, Philippe. 1992. "Les organisations internationales et la crise yougoslave." *Politique étrangère* 57 (2): 359-68.
- Owen, David. 1993. "The Future of the Balkans: An Interview with David Owen." *Foreign Affairs* 72 (2): 1-9.

- Pfaff, William. 1993. "Invitation to War." *Foreign Affairs* 72 (3): 97-109.
- Ramet, Sabrina P. 1992. "War in the Balkans." *Foreign Affairs* 71 (4): 79-98.
- Rusinow, Dennison. 1991. "Balkan Breakup?" *Foreign Policy* (83): 143-59.
- Schear, James A. 1996. "Bosnia's Post-Dayton Traumas." *Foreign Policy* (104): 86-101.
- Scheffer, David J. 1996. "International Judicial Intervention." *Foreign Policy* (102): 34-51.
- Simic, Predrag. 1994. "Le conflit serbo-croate et l'éclatement de la Yougoslavie." *Politique étrangère* 59 (1): 129-44.
- Stark, Hans. 1992. "Vers le retour des guerres balkaniques?" *Politique étrangère* 57 (2): 261-6.
- Stark, Hans. 1995. "Bosnie: la guerre sans fin." *Politique étrangère* 60 (1): 205-16.
- Thornberry, Cedric. 1996. "Saving the War Crimes Tribunal." *Foreign Policy* (104): 72-85.
- Valiki, Laszlo. 1991. "Nouvel environnement européen et stabilité de l'Europe centrale." *Politique étrangère* 56 (1): 157-64.
- Van Heuven, Martin. 1994. "Rehabilitating Serbia." *Foreign Policy* (96): 38-48.
- Vukobrat, Boris I. 1992. "Yougoslavie: les voies de l'unité." *Politique étrangère* 57 (2): 369-74.
- Zimmermann, Warren. 1995. "The Last Ambassador: A Memoir of the Collapse of Yugoslavia." *Foreign Affairs* 74 (2): 2-20.

ANNEXE A: CODAGE DES SOURCES PRIMAIRES

Base de données utilisée pour le codage des sources primaires

Numéro	Année	Auteur	Journal	Représentation	Génocide	Responsabilité
PE1	3	1	1	2	2	3
PE2	3	4	1	1	2	2
PE3	4	4	1	2	2	2
PE4	4	4	1	2	2	1
PE5	4	1	1	3	2	3
PE6	4	5	1	2	2	3
PE7	5	1	1	2	2	1
PE8	5	1	1	2	2	1
PE9	6	1	1	1	2	2
PE10	6	5	1	2	2	1
PE11	7	1	1	2	2	1
PE12	9	3	1	2	2	1
FP1	3	1	2	2	2	2
FP2	4	3	2	2	2	2
FP3	5	4	2	3	2	2
FP4	5	1	2	2	2	1
FP5	5	4	2	1	2	2
FP6	5	4	2	3	1	2
FP7	6	3	2	2	2	1
FP8	6	3	2	2	1	1
FP9	6	1	2	1	2	3
FP10	6	4	2	2	2	3
FP11	6	1	2	3	2	1
FP12	7	4	2	2	2	2
FP13	8	1	2	2	2	2
FP14	8	3	2	2	1	2
FP15	8	3	2	4	1	1
FA1	1	3	3	1	2	3
FA2	3	1	3	2	2	3
FA3	4	1	3	2	2	1
FA4	4	1	3	1	2	1
FA5	4	4	3	1	2	2
FA6	5	3	3	2	2	2
FA7	5	1	3	2	2	2
FA8	5	4	3	3	2	2
FA9	5	1	3	1	2	1
FA10	5	1	3	3	2	2
FA11	6	1	3	1	2	2
FA12	6	3	3	2	2	1
FA13	6	1	3	2	2	1
FA14	7	3	3	3	2	1
FA15	7	2	3	3	1	2

Catégories utilisées pour le codage des sources primaires

V₁. Année (de publication)

- 1 : 1989
- 2 : 1990
- 3 : 1991
- 4 : 1992
- 5 : 1993
- 6 : 1994
- 7 : 1995
- 8 : 1996
- 9 : 1997

V₂. Auteur

- 1 : Académicien
- 2 : Militaire
- 3 : Gouvernement
- 4 : Médias
- 5 : Autres

V₃. Journal

- 1 : Politique étrangère
- 2 : Foreign Policy
- 3 : Foreign Affairs

V₄. Représentation dominante du conflit

- 1 : Explique le conflit par les événements pré-1945
- 2 : Explique le conflit par les événements post-1945
- 3 : Explique le conflit par les deux périodes
- 4 : Ne s'applique pas

V₅. Génocide (utilisation discursive)

- 1 : Mentionne le terme « génocide »
- 2 : Ne mentionne pas le terme « génocide »

V₆. Responsabilité du conflit

- 1 : Assigne la responsabilité à un des camps
- 2 : Assigne la responsabilité à tous les camps
- 3 : Ne s'applique pas